

# **L'instauration et le développement des maîtres d'éducation physique et sportive dans les communes comme promoteur de l'activité physique**

*Une analyse qualitative cherchant à évaluer la  
nécessité des maîtres d'éducation physique et  
sportive dans les communes*

---

Travail de Master pour l'obtention du titre Master of Science,  
Unité "Sciences du Mouvement et du Sport",  
Département de médecine, Université de Fribourg

Sous la direction du Prof. Dr. André Gogoll  
Avec les conseils de M. Jean-Marc Aebischer et M. Eric Jeisy

---

Juin 2013

Jonathan Cotting  
Route de la Maison Neuve 10  
1753 Matran  
jonathan.cotting@unifr.ch  
079/707.40.09

## Résumé

Les répercussions de la sédentarité au niveau de la santé, concernant notamment les maladies cardiovasculaires, sont conséquentes et même inquiétantes à l'égard des nouvelles générations. Au-delà de la prévention de la santé, les bienfaits de l'activité physique favorisent également le développement psychomoteur et psychosocial des enfants à travers l'amélioration des facultés motrices, du renforcement musculaire, du développement cognitif, de l'affirmation de la personnalité, de l'estime de soi, de la confiance en soi ou encore des facteurs de sociabilité. La promotion de l'activité physique, dès le plus jeune âge, revêt ainsi une importance capitale, car les habitudes et valeurs transmises durant l'enfance perdureront à travers les divers stades de développement de l'individu. Les parents, l'école, les clubs sportifs, les autorités politiques ont tous un rôle majeur à tenir dans la promotion de l'activité physique auprès des enfants.

Etant conscientes de l'importance d'une telle responsabilité, certaines communes du canton de Fribourg ont décidé de confier cette tâche à un professionnel de l'éducation physique. Des entretiens ont été effectués avec divers intervenants, afin de décrire l'état actuel de la promotion de l'activité physique dans le canton de Fribourg et de comprendre les enjeux des maîtres d'éducation physique dans les communes.

Les apports d'un tel système sont nombreux et les maîtres d'éducation physique sont devenus indispensables dans les communes respectives. Au niveau scolaire, l'enseignement des activités à risque, la mise sur pied du sport facultatif et le soutien aux enseignants grâce à des collaborations pédagogiques sont des avantages indéniables. Certaines communes ont également envisagé d'attribuer au maître d'éducation physique, un rôle de promoteur de l'activité physique en dehors du cadre scolaire. Les coûts de ces engagements sont toutefois uniquement à la charge des communes respectives. La satisfaction et la nécessité de ce système doivent encourager l'Etat et les autres communes à se lancer dans des réflexions pour le développement de l'instauration des maîtres d'éducation physique comme promoteur de l'activité physique dans les communes.

## **Remerciements**

Je tiens à remercier mes conseillers, Messieurs Jean-Marc Aebischer et Eric Jeisy, délégué par le Prof. Dr. André Gogoll, pour leur suivi et leurs conseils, ainsi que mon entourage pour la lecture et la correction de ce travail. J'ai pu compter sur leur expérience et leur soutien durant toute la durée de ce travail.

Je remercie également les intervenants que j'ai contactés pour les divers entretiens qui ont permis la réalisation de ce travail. Maîtres d'éducation physique, enseignants, politiciens, membres de commissions scolaires, chefs de service ou autres personnalités, ils ont su trouver dans leur emploi du temps un moment à me consacrer. Tous ces entretiens furent très enrichissants et m'ont apporté une grande masse d'informations indispensables pour la réalisation de ce travail de Master.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>6</b>
<b>1 LES BIENFAITS DE L'ACTIVITE PHYSIQUE AU NIVEAU PHYSIOLOGIQUE ET NEUROPHYSIOLOGIQUE .....</b>	<b>10</b>
1.1 LA MOTRICITE – LA CLE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENFANT.....	11
1.1.1 <i>La définition de la motricité</i> .....	12
1.1.2 <i>Les étapes du développement moteur</i> .....	13
1.1.3 <i>Le développement de la motricité</i> .....	14
1.1.4 <i>Les avantages du développement de la motricité</i> .....	18
1.2 L'IMPORTANCE DU RENFORCEMENT MUSCULAIRE .....	20
1.2.1 <i>Les effets de la musculation chez les enfants</i> .....	21
1.3 LA PREVENTION DES MALADIES CARDIOVASCULAIRES .....	23
1.3.1 <i>Les facteurs de risque des maladies cardiovasculaires</i> .....	23
1.3.2 <i>La surcharge pondérale chez les enfants</i> .....	24
1.3.3 <i>L'action de l'activité physique sur les facteurs de risque</i> .....	24
1.4 LA PREVENTION DE L'OSTEOPOROSE.....	26
1.4.1 <i>Les facteurs de risque</i> .....	26
1.4.2 <i>Les effets de l'activité physique</i> .....	27
1.5 LE DEVELOPPEMENT DE LA COGNITION – ACTIVITE PHYSIQUE ET PERFORMANCES INTELLECTUELLES .....	29
1.5.1 <i>Les études empiriques</i> .....	31
1.5.2 <i>Un apprentissage en action, par soi-même</i> .....	32
<b>2 APERÇU DE L'ACTIVITE SPORTIVE DES ENFANTS D'UN POINT DE VUE PSYCHOLOGIQUE .....</b>	<b>34</b>
2.1 POURQUOI LES ENFANTS FONT-ILS DU SPORT ? .....	34
2.2 POURQUOI LES ENFANTS CESSENT-ILS DE FAIRE DU SPORT ? .....	36
2.3 « INTEGRATED MODEL OF SPORT MOTIVATION » - UN MODELE POUR EXPLIQUER LE COMPORTEMENT DES ENFANTS VIS-A-VIS DU SPORT .....	37
2.4 LE ROLE DE L'ENCADREMENT .....	42
<b>3 EDUCATION AU MOUVEMENT ET PROMOTION DE L'ACTIVITE PHYSIQUE .....</b>	<b>44</b>
3.1 LA DECLARATION DE LA CDIP (2005) MISE EN ŒUVRE PAR LA CONFERENCE DES REPONDANTS CANTONAUX DU SPORT (CRCS, 2010).....	45
3.1.1 <i>Education au mouvement et promotion de l'activité physique à l'école</i> ..	45
3.1.2 <i>Education au mouvement et promotion de l'activité physique hors du contexte scolaire ; soutien des partenaires extrascolaires</i> .....	47
<b>4 PROBLEMATIQUE.....</b>	<b>49</b>
<b>5 METHODE.....</b>	<b>50</b>
5.1 PASSATION DES ENTRETIENS .....	51
5.2 ELABORATION DES CATEGORIES PREDEFINIES .....	52
5.3 METHODE D'ANALYSE DES ENTRETIENS.....	54
<b>6 ETAT DES LIEUX DE LA SITUATION ACTUELLE CONCERNANT LA PROMOTION DE L'ACTIVITE PHYSIQUE DANS LE CANTON DE FRIBOURG.....</b>	<b>55</b>

6.1	L'HISTORIQUE DE L'INSTAURATION DES MEP .....	55
6.2	SITUATION DES AUTRES COMMUNES .....	57
6.3	LE ROLE ACTUEL DE L'ÉTAT DANS LA PROMOTION DE L'ACTIVITE PHYSIQUE .....	60
<b>7</b>	<b>LE CONCEPT DE MAITRE D'EDUCATION PHYSIQUE .....</b>	<b>62</b>
7.1	LE CAHIER DES CHARGES DES MEP.....	63
7.1.1	<i>Les tâches administratives .....</i>	<i>63</i>
7.1.2	<i>Les tâches pratiques.....</i>	<i>65</i>
7.2	LES APPORTS D'UN TEL CONCEPT .....	68
7.3	LES COUTS D'UN MAITRE D'EDUCATION PHYSIQUE.....	72
7.4	COMMENT LES COMMUNES PEUVENT-ELLES SE PERMETTRE DE TELS ENGAGEMENTS ? .....	74
<b>8</b>	<b>DISCUSSION – LES ENJEUX D'UN MAITRE D'EDUCATION PHYSIQUE DANS UNE COMMUNE .....</b>	<b>76</b>
8.1	LE ROLE DE L'ÉTAT .....	87
8.2	LES SOLUTIONS ENVISAGEABLES POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INSTAURATION DES MEP DANS LES COMMUNES .....	90
8.3	LES LIMITES DU TRAVAIL.....	95
<b>9</b>	<b>CONCLUSION .....</b>	<b>97</b>
	<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>100</b>
	<b>ANNEXES .....</b>	<b>103</b>
	<b>ANNEXE A .....</b>	<b>104</b>
	<b>ANNEXE B : FIL ROUGE DES ENTRETIENS SELON LES INTERVENANTS .....</b>	<b>105</b>
	<b>ANNEXE C : RETRANSCRIPTION DES ENTRETIENS.....</b>	<b>119</b>
	<b>ENTRETIEN MEP BULLE ; PHILIPPE FRAGNIERE.....</b>	<b>119</b>
	<b>ENTRETIEN MEP ROMONT ; PIERRE RICHOSZ .....</b>	<b>126</b>
	<b>ENTRETIEN MEP MARLY ; OLIVIER MACCHI .....</b>	<b>134</b>
	<b>ENTRETIEN COMMUNE DE MARLY ; MME SAVARY ET MME MARCHON .....</b>	<b>140</b>
	<b>ENTRETIEN COMMUNE DE ROMONT ; MME POULIN ET M. BRODARD .....</b>	<b>144</b>
	<b>ENTRETIEN COMMUNE DE BULLE ; M. SEYDOUX .....</b>	<b>151</b>
	<b>ENTRETIEN VILLE DE FRIBOURG ; MME DE WECK, M. CAPELLINI, M. WICHT .....</b>	<b>156</b>
	<b>ENTRETIEN COMMUNE D'ESTAVAYER-LE-LAC ; M. PILLONEL ET M. ROY.....</b>	<b>164</b>
	<b>ENTRETIEN COMMUNE D'ÜBERSTORF ; MME BUIILLARD-MARBACH .....</b>	<b>174</b>
	<b>ENTRETIEN COMMUNE DE GIVISIEZ; M. DE REYFF .....</b>	<b>179</b>
	<b>ENTRETIEN COMMUNE LE MOURET ; MME HALTER ET MME PRENCIPE .....</b>	<b>184</b>
	<b>ENTRETIEN ALEXANDRE DUPASQUIER .....</b>	<b>191</b>
	<b>ENTRETIEN DENIS GOLLIARD .....</b>	<b>199</b>
	<b>ANNEXE D : DECLARATION PERSONNELLE ET DROITS D'AUTEUR.....</b>	<b>207</b>

## **Introduction**

Les problèmes dans notre société actuelle, notamment au niveau de la jeunesse, sont récurrents. Le facteur de la prévention est omniprésent. Des thèmes comme la santé, l'obésité, la sédentarité, la violence, les drogues, la téléphagie, les problèmes psychosociaux et le manque d'activité physique sont sans cesse remis en avant. La qualité de vie de l'enfant ou d'un adolescent a une influence déterminante sur la qualité de vie future de l'adulte ; le développement infantile doit, en ce sens, être abordé avec beaucoup de prudence et de précaution. Comment, dès lors, améliorer la qualité de vie et le développement des enfants ?

Ce travail de Master en Sciences du Sport et de la Motricité va chercher à trouver des éléments de réponse à travers les bienfaits de l'activité physique et d'un encadrement optimal pour stimuler le développement psychomoteur, cognitif, émotionnel et psychosocial des enfants.

Les statistiques et les propos que tiennent les pédagogues et les spécialistes en matière de prévention sont inquiétants ; le niveau d'activité physique et la fréquence de pratique d'un sport chez les enfants et les jeunes sont en nette baisse, alors que les proportions de jeunes inactifs et souffrant de surcharge pondérale augmentent sensiblement. Les raisons de cette sédentarité croissante chez les enfants sont multiples ; l'intensification de l'insécurité routière qui ne permet pas toujours aux enfants de se déplacer par leurs propres moyens, la disparition progressive des espaces de jeux spontanés, la disponibilité des parents et des activités familiales qui sont en baisse, une remise en question de l'importance et de la qualité de l'éducation au mouvement dans les établissements scolaires primaires, un manque d'intérêt pour l'activité physique ou encore une promotion de l'activité sportive peu satisfaisante dans certaines communes. Les progrès de la technologie avec la télévision, les ordinateurs, les jeux vidéo, les téléphones portables et l'arrivée en trombe des réseaux sociaux rendent les enfants, de plus en plus jeunes,

dépendants à ce monde virtuel. Les conséquences d'une telle addiction sont également désastreuses pour le développement de l'enfant.

Les bienfaits de l'activité physique chez les enfants sont multiples et ont des répercussions importantes, non seulement sur leur santé, sur leur développement moteur et physique, mais également sur leur perception et leurs compétences cognitives, leur bien-être émotionnel et leur comportement social. Il est donc primordial d'insérer dans l'éducation des enfants, des habitudes saines favorisant leur développement psychomoteur et psychosocial. L'activité physique doit faire partie intégrante de la vie des enfants, car l'intérêt, le plaisir et surtout les bienfaits de la pratique sportive se répercuteront également plus tard, dans leur vie d'adolescent et de futur adulte, permettant ainsi de favoriser une vie saine et de réduire les problèmes de santé actuels, sans parler des coûts vertigineux qui y sont liés.

Les parents, les enseignants à l'école primaire, les entraîneurs de sociétés sportives ainsi que les autorités politiques ont tous un rôle à jouer dans la promotion de l'activité physique chez les enfants. Les parents ont certes une part prépondérante dans l'éducation de leurs enfants, mais l'évolution actuelle de la société ne permet malheureusement pas à tous les parents de remplir ce rôle comme ils le devraient. Le domaine scolaire, et plus particulièrement l'école primaire, qui encadre les enfants de 5 à 13 ans en moyenne, tient un rôle majeur dans le développement des enfants. Que ce soit à travers l'enseignement de l'éducation physique ou en salle de classe, la promotion de l'activité physique et du mouvement ainsi que la prévention de la sédentarité devraient être une priorité. Les instituteurs à l'école primaire ont tous suivi une formation globale de généraliste leur permettant de dispenser toutes les matières au sein de leur classe. Le métier d'instituteur est chargé et nécessite des compétences multiples. La préparation de l'enseignement des matières académiques dites « principales » et la gestion de la classe demandent un investissement conséquent aux enseignants. Dans ce cadre, l'activité physique revêt généralement une attention secondaire. Par manque de compétences spécifiques, par crainte du facteur de la sécurité, par

manque de soutien pédagogique, ou encore par manque de temps pour préparer une leçon efficace et réfléchie, l'enseignement de l'éducation physique se limite trop fréquemment à des éléments répétitifs et basiques nuisant au développement optimal de l'enfant. La promotion de l'activité physique à travers un enseignement en mouvement ou l'organisation d'événements sportifs, comme des journées sportives, des joutes ou des camps, dépendent régulièrement de l'investissement et du bon vouloir de quelques enseignants de l'école, démontrant une certaine faiblesse du système actuel.

La promotion de l'activité physique dans les communes passe par des manifestations sportives, un aménagement de l'environnement propice au mouvement, le développement de l'offre sportive générale, la prévention de la sédentarité auprès des parents ainsi qu'un réseau et un soutien aux sociétés sportives. Le cahier des charges, déjà bien rempli, des conseillers communaux et un manque de compétences techniques ne leur permettent malheureusement pas toujours de couvrir cette responsabilité. La promotion de l'activité physique dépend ainsi grandement de l'investissement de certaines personnes bienveillantes.

Au vu de l'importance de la promotion de l'activité physique au niveau scolaire et extrascolaire, il est important de se demander comment favoriser la promotion de l'activité physique dans les communes pour le développement optimal des enfants ?

Six grandes communes francophones du canton de Fribourg ont fait le pas dans ce sens en disposant d'un ou de plusieurs maîtres d'éducation physique dans leur commune. Ces engagements sont de pures volontés communales, puisqu'aucune loi actuelle n'oblige les communes à disposer de maîtres spécialistes pour gérer l'enseignement de l'éducation physique ou pour promouvoir l'activité physique dans la commune. Les coûts de ces engagements sont donc totalement à la charge des communes respectives. Quels sont les rôles et les apports de tels engagements ? Quels sont concrètement les enjeux d'un tel système ? Est-ce qu'un maître d'éducation



physique en tant que promoteur de l'activité physique dans une commune est une nécessité ? Faut-il encourager les autres communes à se lancer dans cette réflexion ? Est-ce que l'Etat a un rôle à jouer ?

Dans un premier temps, ce travail explorera de manière scientifique les bienfaits de l'activité physique et du sport chez les enfants. Cette partie théorique doit permettre de comprendre l'influence de l'activité physique sur le développement de l'enfant au niveau physiologique, neurophysiologique (1) et psychologique (2). La déclaration de la CDIP, la conférence des directeurs de l'instruction publique, concernant la promotion de l'activité physique sera ensuite présentée (3). Dans un deuxième temps, la problématique (4) et la méthode (5) utilisée pour réaliser cette recherche qualitative seront développées. Dans un troisième temps, un état des lieux de la situation actuelle de la promotion de l'activité physique dans les communes du canton de Fribourg sera exposé (6). Cet état des lieux permettra de prendre connaissance des communes qui possèdent un concept de maître d'éducation physique ainsi que les raisons de son instauration et de son développement (6.1). Il s'agira également de connaître la situation des autres communes (6.2) et si l'Etat, à travers le service cantonal du sport, a entrepris des mesures dans le développement de ce concept (6.3). Une description explicite du concept de maître d'éducation physique sera ensuite détaillée (7). Le cahier des charges d'un maître d'éducation physique dans une commune (7.1), les apports d'un tel système (7.2) et les coûts des maîtres d'éducation physique (7.3) seront alors analysés. Il s'agira également de comprendre comment certaines communes peuvent se permettre de tels engagements uniquement à leurs charges (7.4). La dernière partie du travail sera consacrée, à travers une discussion sur les enjeux des maîtres d'éducation physique (8) et du rôle de l'Etat (8.1), au traitement de la problématique, à savoir ; est-ce que les maîtres d'éducation physique dans les communes, comme promoteur de l'activité physique, sont une nécessité ? Des mesures alternatives en faveur de l'instauration des maîtres d'éducation physique dans les communes seront alors évoquées et proposées (8.2). Les limites du travail seront également traitées (8.3) avant la conclusion (9).

## I Partie théorique

### 1 Les bienfaits de l'activité physique au niveau physiologique et neurophysiologique

Selon l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé, 2013), la sédentarité, définie comme le manque d'activité physique, est considérée comme le quatrième facteur de risque de décès dans le monde. Au moins 60% de la population mondiale ne parvient pas à pratiquer le niveau d'exercice physique recommandé pour qu'en découlent des avantages pour sa santé. Le manque d'activité physique est très répandu dans la population suisse ; 59% des adultes ne respectent pas la recommandation minimale de pratiquer une demi-heure d'exercice physique quotidien et 16% sont même totalement inactifs. En Suisse, la sédentarité entraîne chaque année au moins 2900 décès prématurés, 2,1 millions de cas de maladies et des frais de traitement directs d'un montant de 2,4 milliards de francs.

L'activité physique est généralement définie comme « tout mouvement corporel associé à une contraction musculaire, qui augmente la dépense d'énergie par rapport au niveau constaté au repos » (site Internet de l'OMS, 2013). Cette définition englobe tous les contextes d'exercice d'une activité physique ; pendant les loisirs (comme la plupart des activités sportives), au travail, à la maison ou aux alentours, dans les transports.

Toujours selon l'OMS (2013), les enfants et les jeunes gens âgés de 5 à 17 ans devraient accumuler au moins 60 minutes par jour d'activité physique d'intensité modérée à soutenue.

Ces faits représentent un problème majeur de santé publique, d'autant plus que l'importance pour la santé d'une activité physique régulière et de la pratique du sport se base sur des fondements scientifiques. L'activité physique développe non seulement les aptitudes motrices, la condition et la forme physiques, mais renforce également le squelette et la masse osseuse,

prévient les problèmes de posture, réduit les facteurs de risque de maladies cardiovasculaires et agit sur les aptitudes cognitives.

La littérature traitant les bienfaits de l'activité physique est dense et très vaste. Un projet de promotion de l'activité physique a été réalisé en 2004 par diverses institutions et auteurs suisses reconnus (Zahner, Pühse, Stüssi, Schmid, Dössegger). Ce projet « Enfance active – vie saine » développe les bienfaits et la nécessité d'une enfance active à travers l'activité physique, en s'appuyant sur de nombreuses recherches scientifiques effectuées par d'autres auteurs. Le présent chapitre va expliquer ces différents apports de l'activité physique au niveau physiologique et neurophysiologique.

### **1.1 La motricité – la clé du développement de l'enfant**

Le développement de la motricité infantile est un domaine particulièrement complexe mais profondément important pour le développement de l'enfant. Les possibilités d'expérimenter son propre corps et de découvrir de nouvelles sensations sont malheureusement trop souvent limitées. Avec l'évolution de la société du travail, les parents n'ont parfois plus beaucoup de temps à consacrer à leurs enfants pour les accompagner ou les encadrer lors d'activités de mouvement. L'augmentation de la population et de la circulation routière, également en zone rurale, procurent de nombreuses craintes chez les parents qui préfèrent laisser leurs jeunes enfants enfermés à la maison plutôt que dans des espaces de jeux extérieurs. Les parents ne sont pas conscients que la plupart des accidents surviennent justement parce que les enfants ne sont plus en mesure de maîtriser leurs mouvements dans la vie quotidienne en raison de leur manque d'aptitudes motrices et de leurs troubles de perception. Dans cet univers de confort, la sédentarité s'installe dès le plus jeune âge alors que les jeunes enfants ne demandent qu'à bouger, qu'à expérimenter leur propre corps.

Selon Zahner et Dössegger (2004), un certain nombre d'études réalisées sur les aptitudes motrices<sup>1</sup> des enfants ont permis de révéler, grâce à des tests de motricité, de coordination, de psychomotricité et de forme physique, de manière générale que :

- les enfants ont perdu en habileté au fil des dernières décennies ;
- les enfants vivant en milieu rural n'obtiennent pas de résultats sensiblement meilleurs aux tests de motricité que les enfants grandissant en milieu urbain ;
- les conséquences du manque d'activité physique sont de plus en plus nettes au fur et à mesure que l'enfant grandit ;
- l'écart entre les enfants agiles et les enfants manquant de dextérité se creuse de manière significative avec le temps ;
- il y a un déclin marqué des capacités d'endurance et de la forme physique générale des enfants au cours des dernières décennies.

#### **1.1.1 La définition de la motricité**

Selon le Dictionnaire des sciences du sport (Schnabel, 1993, cité par Zahner et Dössegger, 2004, p.43), la motricité répond à la définition suivante ;

« La motricité repose en premier lieu sur les fonctions du système sensoriel et neuromusculaire. Les structures hiérarchisées du système nerveux central sont responsables de la maîtrise des postures et des mouvements, en interaction avec les éléments actifs et passifs de l'appareil moteur ; car il n'est pas de mouvement possible sans posture préalable. Dans l'activité humaine, la motricité constitue un moyen universel de communiquer avec l'environnement et de s'y confronter. Dans la variété des facettes de la motricité humaine, on distinguera par exemple la motricité quotidienne, la motricité au travail, la motricité expressive, la motricité communicative et la motricité du sport. Il convient par ailleurs de différencier la motricité fine, qui consiste à exécuter des mouvements précis et de faible ampleur, nécessitant la mise en œuvre d'une force relativement réduite des muscles sollicités par le mouvement, de la motricité globale au sens de mouvements de grande ampleur qui nécessite l'entrée en action de nombreux groupes de muscles et par lesquels est concernée la plus grande partie de la chaîne cinématique ».

---

<sup>1</sup> On appelle aptitudes motrices, les schémas d'action fondamentaux nécessaires à l'acquisition des compétences motrices classées en des facteurs de coordination (orientation, équilibre, différenciation, rythme, réactivité, capacité d'adaptation) et de condition physique (endurance, force, vitesse, souplesse).

Cette définition permet de comprendre que la motricité repose sur des expériences sensorielles et neuromusculaires constituant un moyen de se confronter à l'environnement qui nous entoure. Cet élément est très important dans le développement de l'enfant et dans la découverte de son propre corps.

### 1.1.2 Les étapes du développement moteur

Le développement des aptitudes motrices se fait en plusieurs étapes. Le tableau ci-dessous permet de constater que la phase de développement au cours de la scolarité élémentaire, correspondant à l'école primaire, est une phase offrant des progrès rapides et fournit, vers la fin de cette période, la meilleure capacité d'apprentissage au niveau des aptitudes motrices.

*Tab. 1 : Phase du développement moteur de l'enfant et du jeune (d'après Winter, 1998, cité par Zahner et Dössegger, 2004, p.45)*

Stade de développement	Description	Tranche d'âge
Nouveau-né	Nombreux mouvements anarchiques	1 à 3 mois
Nourrisson	Acquisition des premiers mouvements coordonnés	4 à 12 mois
Jeune enfant	Acquisition de mouvements de types variés	1 à 3 ans
Stade préscolaire	Perfectionnement de différentes formes de mouvements et acquisition des premiers mouvements coordonnés	4 à 7 ans
Début de la scolarité élémentaire	Progrès rapides dans le développement moteur	7 à 10 ans
Suite de la scolarité élémentaire	Phase offrant la meilleure capacité d'apprentissage dans l'enfance	Filles : 10 / 11 à 11 / 12 ans Garçons : 10 / 11 à 12 / 13 ans
Première phase de maturité (puberté)	Restructuration des aptitudes et capacités motrices	Filles : 11 à 12 / 13 ans Garçons : 12 / 13 à 14 / 15 ans
Seconde phase de maturité (adolescence)	Intensification de la différenciation sexuelle, individualisation et stabilisation croissantes	Filles : 13 à 16 / 17 ans Garçons : 14 / 15 à 18 / 19 ans

Il est toutefois important de préciser que ce tableau agit à titre indicatif et que les phases de développement peuvent considérablement varier d'un enfant à l'autre.

D'après Zahner et Dössegger (2004), d'autres études ont également démontré de légères différences dans les stades de développement en relation avec la notion d'apprentissage moteur. Cependant, toutes les études relèvent une progression étonnamment élevée des performances motrices dans l'enfance, provenant essentiellement :

- du processus de maturation des organes sensoriels et des centres moteurs ;
- d'un besoin marqué d'activité physique et d'une forte réceptivité motrice ;
- d'une bonne aptitude à l'apprentissage moteur, due à une grande plasticité des centres nerveux des centres moteurs.

### **1.1.3 Le développement de la motricité**

L'activité physique permet à l'homme de prendre conscience de son corps, de connaître ses capacités et ses limites, mais également d'appréhender son environnement social et matériel. Il y a, en quelque sorte, une stimulation de l'intelligence à travers la motricité. Les résultats de récentes recherches en neurobiologie établissent clairement que le développement moteur et le développement cognitif ne sont pas dissociables l'un de l'autre. En d'autres termes, les régions du cerveau responsables de la cognition et du développement moteur travaillent tout autant pour des exercices moteurs et cognitifs. « Il y a un point de vue que je défendrai jusqu'au bout : c'est que l'apprentissage cognitif passe par le corps. Nous savons aujourd'hui que la mise en action du corps structure fortement toutes nos activités cognitives » (Velay, 2013, p.13). Lors d'exécution de tâches motrices exigeantes et complexes, les enfants influencent leurs stratégies cognitives de résolution de problèmes. L'ensemble des sensations et des perceptions liées au corps d'une

personne constituent la base d'apprentissage des postures et des mouvements.

La croissance rapide d'un organisme est toujours liée à une certaine plasticité, désignant la capacité de l'organisme à évoluer ou à s'adapter dans ses réactions au cours de son développement. Cela signifie qu'il est donc possible d'agir positivement sur le système nerveux central, principalement chez l'enfant, en termes de développement et de performances.

La figure ci-dessous montre les courbes de croissance de la tête et du cerveau par rapport au reste du corps.

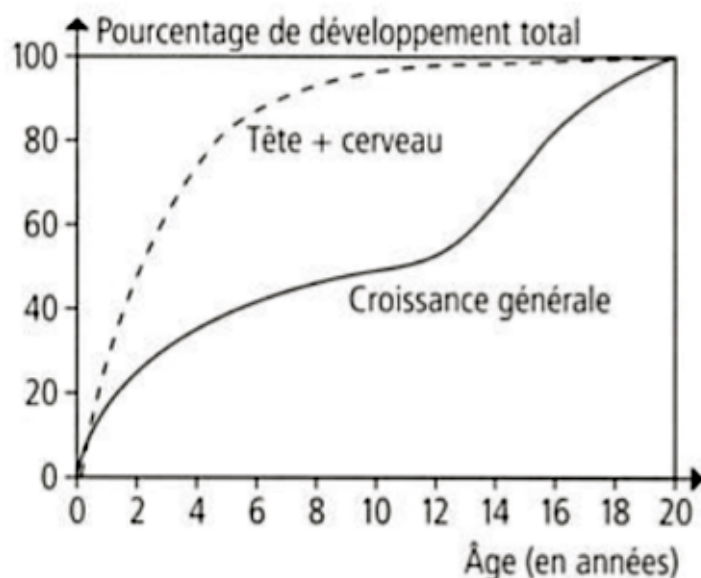


Fig. 1 : Courbes de développement de l'ensemble tête / cerveau par rapport au corps (d'après Scammon, 1977, cité par Weineck, 2007, p.172)

La vitesse de développement du cerveau est étonnante. Il faut toutefois préciser que c'est surtout sur le plan quantitatif, notamment au niveau du nombre de cellules nerveuses et du poids du cerveau que des similitudes apparaissent entre un enfant dès l'âge de 6 ans et un adulte. Les différences sont plutôt qualitatives, concernant le nombre de connexions des cellules nerveuses entre elles. Il est cependant intéressant de remarquer « qu'alors que, pour un enfant de 6 ans, le développement du cerveau atteint déjà 90-

95% de sa capacité maximale, sa croissance générale n'atteint pas même la moitié des valeurs enregistrées chez l'adulte » (Weineck, 2007, p.170). L'enfant dispose ainsi, déjà très jeune, des facultés cérébrales indispensables à l'apprentissage des mouvements et au développement optimal de la motricité.

« Puisque la plupart des structures nerveuses ont presque atteint le niveau adulte et que les schémas moteurs des mouvements combinés fondamentaux sont pratiquement acquis vers 6 à 8 ans, on peut déduire que cet âge est idéal pour l'apprentissage et la pratique des principales activités motrices » (Sprumont et Thiebault, 1998, p.26).

Les liaisons entre les cellules nerveuses se construisent rapidement lorsqu'un enfant apprend de nouveaux mouvements et les exercices complexes de développement de la motricité permettent d'accroître les connexions entre les cellules nerveuses.

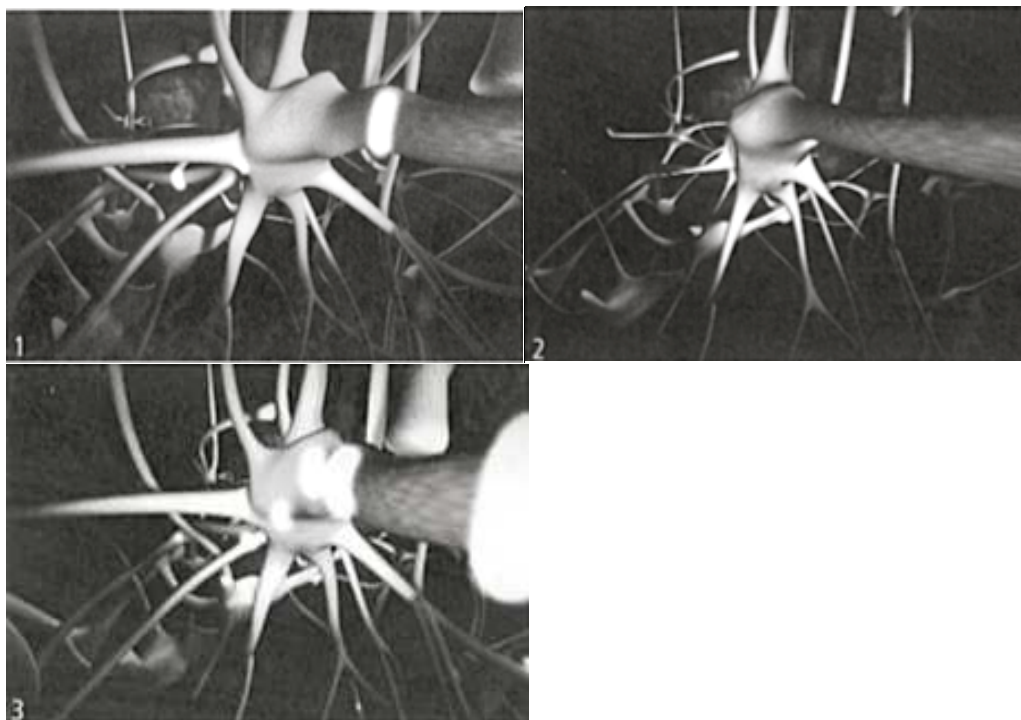


Fig. 2 : Représentation des connexions nerveuses (d'après Casey, 2000, cité par Zahner et Dösegger, 2004, p.51) 1) en haut à gauche : situation de départ, 2) à droite ; stimulation déficiente, 3) en bas ; stimulation grâce à l'exercice physique fréquent.



La figure ci-dessus montre l'effet d'un exercice physique fréquent et répété sur les connexions nerveuses. Ces dernières se retrouvent renforcées et solidifiées. Les impulsions nerveuses sont ainsi acheminées plus rapidement et de manière mieux ciblée. En parallèle, on observe qu'en cas de stimulation déficiente, les neurones non utilisés meurent et le nombre de connexions décroît. Les impulsions nerveuses sont mal orientées et l'apprentissage de nouveaux mouvements devient plus difficile.

Lorsqu'un mouvement est répété, le flux d'informations à l'intérieur du cerveau s'économise. C'est un processus d'habituation ou d'accommodation qui permet à l'information d'être conduite plus rapidement et favorise ainsi la réactivité de l'enfant au fur et à mesure qu'il grandit. Il y a donc une conservation des liaisons cérébrales utilisées et entraînées. La variété des mouvements permet de mémoriser dans le cerveau de nombreux schémas moteurs et de créer un réseau plus performant. Les mouvements deviennent plus rapides, plus efficaces et permettent d'enregistrer d'autres informations favorisant l'apprentissage de nouveaux mouvements. Dans le cadre de la circulation routière à bicyclette par exemple, les enfants possédant des schémas moteurs bien ancrés au niveau de l'équilibre pourront se focaliser entièrement sur les informations relatives à la circulation. Les déficiences motrices jouent donc un rôle prépondérant dans les accidents. Que ce soit des accidents de circulation, des chutes ou des collisions, le manque de capacité d'orientation, de réactivité ou d'équilibre est fréquemment évoqué.

« Les enfants sont armés biologiquement pour apprendre des schémas de mouvements. En satisfaisant leur besoin naturel d'activité physique, ils apprennent et mémorisent des mouvements de base variés (palette de mouvements, aptitudes motrices). Leur coordination s'améliore, leurs mouvements deviennent plus précis, les risques d'accidents diminuent en conséquence. Les enfants ont en outre un potentiel de développement sportif plus élevé » (Zahner, 2004, p.52).

#### **1.1.4 Les avantages du développement de la motricité**

Selon la théorie de l'entraînement de Jeunesse et Sport (2006), la phase sensible du développement des qualités de coordination<sup>2</sup> (orientation, réaction, différenciation, rythme et équilibre) se joue durant l'enfance. Plus les enfants ont l'occasion de tester leurs prédispositions sensorielles et motrices et de faire des expériences motrices jeunes, plus ils seront par la suite capables d'exploiter leur potentiel individuel et plus ils pourront élargir facilement leur répertoire gestuel par l'apprentissage moteur. « Cette période est le moment privilégié pour ouvrir largement en quantité et en qualité l'éventail des aventures motrices » (Hebrard, 1986, p.79). Il convient donc, dans cette optique, de favoriser très tôt le développement diversifié de ces qualités. La variété de mouvements est également un facteur primordial dans les sports de compétition, afin de développer un maximum de schémas moteurs. La spécialisation précoce, impliquant des schémas monotones et répétitifs est, au contraire, à éviter. Il est très important de créer une base complète d'aptitudes motrices chez l'enfant dans la perspective de son développement futur. L'apprentissage d'autres mouvements en sera ainsi facilité. Bouger, découvrir son corps et l'environnement qui l'entoure sont des besoins fondamentaux de l'enfant. Il faut profiter de cette phase clé du développement de l'enfant entre 4 et 13 ans pour maximiser ses expériences motrices.

Selon Zahner et Dössegger (2004), l'apprentissage de la motricité, en particulier des aptitudes et des facultés de coordination, offre des avantages pour le développement sensoriel, psychique, cognitif et corporel :

- avantage pour le développement corporel par incitation, par exemple dans les domaines kinesthésique, vestibulaire, tactile (sensori-motricité) ;

---

<sup>2</sup> La coordination est un processus complexe de régulation des activités musculaires qui intervient lors de la réalisation des mouvements. La régulation se fait grâce aux senseurs dont sont dotés les muscles, les tendons, les ligaments et les articulations et qui fournissent au système nerveux central les informations nécessaires.

- meilleure appréhension de l'espace ;
- sécurité dans le jeu (collisions, chutes) ;
- sécurité dans la circulation (orientation dans l'espace, maîtrise du véhicule) ;
- moins de dommages corporels par blessures dans la vie quotidienne ;
- plaisir de l'activité physique ;
- des expériences diversifiées accélèrent l'apprentissage de nouveaux mouvements et facilitent ainsi le passage à d'autres disciplines sportives ;
- chances améliorées dans les sports de compétition ;
- sentiment d'efficacité personnelle ;
- amélioration de la confiance en soi par des expériences physique positives ;
- contacts sociaux, acceptation dans le groupe.

Un grand nombre d'études répertoriées par Zahner et Dössegger (2004) ont démontré que des programmes de stimulation de la motricité par le biais de l'aménagement de l'environnement autour des enfants, de l'enseignement de l'éducation physique de qualité ou encore de l'intégration du mouvement dans la salle de classe pouvaient avoir des bénéfices notoires.

- L'influence de l'environnement sur les performances motrices de l'enfant est déterminante.
- 15 minutes quotidiennes d'activités corporelles ludiques pratiquées avec des enfants en âge préscolaire suffisent en peu de temps pour influencer de manière déterminante leur motricité et agir sur la fréquence des accidents.
- Les interventions ayant fait leurs preuves dans la pratique ; recours à des experts, sensibilisation des éducateurs et des parents, travail en petits groupes, offre d'activités sportives hors de l'école.
- Les programmes de stimulation de la motricité ont une influence sur les sens de l'enfant et les préparent aux dangers de la circulation

routière. Leurs capacités peuvent être travaillées par l'acquisition d'expériences corporelles à travers le jeu.

- Les programmes de stimulation de la motricité mis en place avec des élèves de la première classe ont des effets à long terme.

Le plaisir de bouger et l'envie d'apprendre des enfants devraient être exploités au maximum afin d'acquérir, dès le plus jeune âge, une base solide et complète de compétences motrices. Le développement des sens et de la perception à travers les différents facteurs de coordination sont à privilégier dans l'enseignement. L'activité physique devrait être organisée en mettant l'accent sur l'envie, le plaisir et la diversification.

## **1.2 L'importance du renforcement musculaire**

En raison d'un manque chronique d'activité physique, de nombreux enfants présentent un faible tonus musculaire. La faiblesse de la musculature du tronc représente un indicateur précoce de problème postural. La position optimale de la colonne vertébrale n'est pas assurée et peut créer un déséquilibre musculaire. « Pour prévenir les dysbalances neuromusculaires, il convient d'éviter les surcharges, de mobiliser régulièrement les articulations et de renforcer systématiquement la musculature » (Hegner, 2006, p.40). En phase de croissance rapide, il en résulte des maux de dos occasionnels ou chroniques souvent déjà très présents chez les jeunes de l'école primaire. Malheureusement, les opportunités de développement de l'appareil moteur et postural sont trop souvent insuffisantes ou répétitives. L'efficacité de la musculation chez les enfants a longtemps été controversée et des arguments comme les risques de blessures ou de lésions ainsi que la perte de mobilité ont souvent été mis en avant. Selon Zahner et Dössegger (2004), ces arguments ont toutefois été balayés par de nouvelles études démontrant les bienfaits du renforcement musculaire chez les enfants. Pour Rian également (1987, cité par Sprumont et Thiebault, 1998, p.91), « la croyance que la musculation pourrait être dangereuse du point de vue cardiaque ou pourrait limiter la croissance de l'enfant sain est sans

fondement scientifique, pour autant qu'il n'y ait pas de lésion du cartilage de croissance ».

### 1.2.1 Les effets de la musculation chez les enfants

D'après Sprumont et Thiebault (1998), des études ont montré qu'un entraînement de la musculation adapté, ciblé et contrôlé permettait de préparer l'enfant à affronter les exigences d'autres disciplines sportives, en préparant le corps à accepter des sollicitations différentes ou plus élevées. L'entraînement de la force permet d'améliorer les capacités de coordination en termes de qualité des mouvements et tend à réduire les risques de blessures. En effet, des muscles forts et des structures ligamentaires solides stabilisent les articulations et réduisent ainsi les risques de blessures en cas de chute.

Selon Weineck (2007), la musculation améliore la coordination intramusculaire. Le nombre de fibres musculaires activées simultanément pour une contraction augmente, ce qui réduit logiquement la proportion de fibres inactives. La conséquence directe de l'augmentation du nombre de fibres activées simultanément est une hypertrophie musculaire (augmentation du diamètre d'un muscle). La figure suivante montre le mécanisme de la musculation avec, dans un premier temps, une amélioration de la coordination intramusculaire, puis l'hypertrophie.

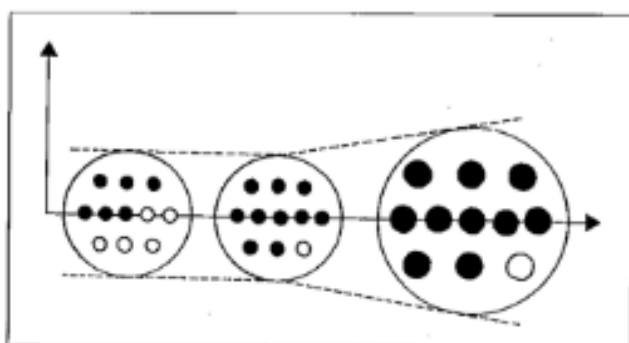


Fig. 3 : Mécanisme de la musculation (selon Weineck, 2007, p.392)

- Fibres musculaires contractées
- Fibres musculaires non contractées

Selon Zahner et Dössegger (2004), il a été démontré que l'hypertrophie musculaire était minime, voire inexistante, chez les enfants. L'augmentation de la force musculaire n'a pas d'influence sur l'augmentation de la masse musculaire chez les enfants, celle-ci étant avant tout influencée par les adaptations neurologiques (amélioration de l'activité nerveuse, activation d'un plus grand nombre d'unités motrices<sup>3</sup>). Au début de la puberté seulement, sous l'influence des hormones sexuelles (la testostérone en particulier), la musculation tend à augmenter le diamètre des fibres musculaires.

Selon de nombreuses études réalisées sur les effets de la musculation, il apparaît que les enfants enregistrent des gains de force musculaire comparables à ceux des jeunes et des adultes, sans pour autant avoir de perte de mobilité.

Le renforcement musculaire chez un enfant ou un jeune permet de prévenir les problèmes posturaux et les blessures, mais aussi de favoriser la croissance osseuse, d'optimiser les performances et d'améliorer la conscience de son propre corps. L'activité physique sous toutes ses formes, pour autant que la musculature du tronc soit mise à l'épreuve, permet de renforcer le développement postural de l'enfant. Pour pouvoir conserver une posture saine, la colonne vertébrale doit être stabilisée par des muscles forts. Les muscles locaux et globaux de stabilisation du tronc doivent être entraînés. Il est donc indispensable d'intégrer la musculation et le renforcement dans l'enseignement de l'éducation physique ou d'une pratique sportive dès le plus jeune âge, tout en privilégiant la qualité du mouvement et l'adaptation de l'effort aux enfants concernés. L'aménagement de l'espace de jeu spontané des enfants devrait également offrir des possibilités de sauts ou de tractions favorisant le développement du renforcement musculaire.

---

<sup>3</sup> Toutes les fibres musculaires innervées par un neurone moteur précis (neurones moteurs alpha et collatéraux) et le neurone correspondant.

### **1.3 La prévention des maladies cardiovasculaires**

D'après l'OMS (2013), les maladies cardiovasculaires constituent un ensemble de troubles affectant le cœur et les vaisseaux sanguins. Elles regroupent, entre autres, les cardiopathies coronariennes (infarctus), l'hypertension ou encore l'insuffisance cardiaque. Il s'agit de la première cause de mortalité chez les adultes dans les sociétés occidentales. En Suisse, les maladies cardiovasculaires représentent environ 40% des décès.

#### **1.3.1 Les facteurs de risque des maladies cardiovasculaires**

Les facteurs de risque des maladies cardiovasculaires sont connus ; manque d'activité physique, hérédité, âge, surpoids, dyslipidémie<sup>4</sup>, hypertension<sup>5</sup>, intolérance au glucose, diabète sucré, tabagisme, stress. Selon Zahner et Dössegger (2004), un grand nombre d'études et d'articles démontrent que ces facteurs de risque peuvent être minimisés à travers la prévention et la pratique de l'activité physique. Les enfants doivent prendre l'habitude d'avoir un comportement sain dès le plus jeune âge, car les modèles de comportement acquis pendant l'enfance perdurent le plus souvent toute une vie. L'activité physique et le sport, et surtout un entraînement cardiovasculaire adapté, améliorent la forme physique et tendent à réduire les risques de maladies à l'âge adulte.

Il est primordial d'inculquer aux enfants, dès le plus jeune âge, des habitudes saines en termes d'alimentation et d'activité physique. Les enfants reprennent beaucoup de modes de comportement de leurs parents, qui ne sont malheureusement que rarement conscients de ce rôle de modèle à avoir.

---

<sup>4</sup> Anomalie de proportion des divers lipides contenus dans le sang.

<sup>5</sup> Elévation permanente de la pression sanguine. Pression sanguine diastolique  $\geq 90$  mm Hg et / ou systolique  $\geq 140$  mm Hg.

### **1.3.2 La surcharge pondérale chez les enfants**

Le surpoids constitue l'un des problèmes majeur de la société actuelle. Selon une étude réalisée par l'office fédéral de la santé (2009), la prévalence du surpoids et de l'obésité a légèrement diminué entre 2002 et 2007 confirmant les bienfaits et la nécessité des moyens de prévention mis sur pied. Toutefois, environ 15% des enfants de 6 à 13 ans font état d'un excès de poids, voire même d'obésité. Le surpoids est directement corrélé avec d'autres facteurs de risque et d'autres maladies consécutives telles que l'hypertonie, les troubles du métabolisme, le diabète de type 2, la résistance à l'insuline ou encore des taux élevés de graisse dans le sang provoquant un impact conjugué ; le syndrome métabolique<sup>6</sup>.

D'après l'OMS (2013), la cause fondamentale du surpoids et de l'obésité est un déséquilibre énergétique entre les calories consommées et dépensées provenant essentiellement d'une plus grande consommation d'aliments très riches en graisse et surtout de l'augmentation du manque d'activité physique.

### **1.3.3 L'action de l'activité physique sur les facteurs de risque**

Le facteur de risque que représente le manque d'activité physique est celui sur lequel il est le plus facile d'agir, aussi bien chez l'enfant que chez l'adulte. L'activité et le sport jouent donc un rôle très important dans la prévention. Plusieurs études, répertoriées ci-dessous par Zahner et Dössegger (2004), permettent d'observer les bienfaits de l'activité physique, en particulier un entraînement cardiovasculaire bien mené, sur les facteurs de risque des maladies cardiovasculaires.

---

<sup>6</sup> Selon l'OMS, un syndrome métabolique est avéré quand on constate une résistance à l'insuline ou une tolérance diminuée au glucose, ou un diabète de type 2, accompagnés d'au moins 2 des critères suivants ; hypertension, triglycérides plasmatiques élevées, adiposité centrale, mirco-albuminémie.



➤ Possibilité d'agir sur le surpoids

L'activité physique et la pratique du sport ont des répercussions importantes sur le poids d'un individu. Elles vont notamment influencer les dépenses énergétiques permettant de créer un équilibre entre les calories ingurgitées et les calories dépensées. L'inactivité entraîne une diminution des besoins énergétiques. Janz et Collaborateurs (2002) confirment que les enfants qui prennent dès le plus jeune âge l'habitude de suivre un entraînement physique, ont moins d'excès de poids que d'autres enfants du même âge.

➤ Possibilité d'agir sur la dyslipidémie

Tolfrey (1998) a montré qu'un programme d'entraînement de douze semaines (trois séances de vélo stationnaire en salle par semaine, à raison de 30 minutes par séance) permettait d'améliorer de manière déterminante le profil lipoprotéinique des enfants de 10 à 11 ans souffrant de surcharge pondérale.

➤ Possibilité d'agir sur la tension artérielle

Alpert (2000) indique que le cardio-training avec des enfants hypertoniques sur une période d'au minimum trois mois, conduit habituellement à une baisse de la tension artérielle, aussi bien systolique que diastolique.

➤ Possibilité d'agir sur le taux d'insuline

McMurray (2000) a montré que dans le cas d'enfants en surpoids principalement, le cardio-training a une incidence positive sur le niveau d'insuline.

Les enfants ont envie de bouger, de courir, de se dépenser, de jouer. Il est judicieux de profiter de ces paramètres pour développer les facultés d'endurance chez l'enfant. A travers des activités ludiques et variées, l'enfant ne se rendra pas compte qu'il travaille son appareil cardiovasculaire. Un bon système cardiovasculaire constitue une base importante pour le développement des facultés motrices d'un enfant sans oublier les bienfaits qui se répercutent sur sa santé.

## **1.4 La prévention de l'ostéoporose**

D'après l'OMS (2013), l'ostéoporose est une maladie caractérisée par une fragilité importante du squelette qui, suite à une diminution de la masse osseuse et à une altération de la microarchitecture des os, conduit à une plus grande sensibilité aux fractures. La solidité de l'os dépend d'un équilibre subtil entre deux types de cellules osseuses : les ostéoblastes, qui solidifient l'os, et les ostéoclastes, qui le fragilisent. C'est une maladie fréquente chez les femmes après la ménopause, car la masse osseuse diminue avec l'âge et avec les carences en hormones féminines (œstrogènes).

L'ostéoporose représente un des problèmes de santé publique les plus répandus et les plus coûteux dans les pays occidentaux. Cette maladie agit notamment sur les personnes âgées et peut provoquer des fractures pouvant même mener à des handicaps physiques irréversibles. Selon Stüssi et Dössegger (2004), en Suisse, au-delà de 55 ans, cette maladie touche une femme sur trois et un homme sur sept. La probabilité qu'une fracture soit la conséquence directe de l'ostéoporose est de 30 à 40%. Les types de fractures les plus fréquents, résultant de l'ostéoporose, sont le col du fémur, les vertèbres et la partie distale du radius. Les coûts médicaux en faveur des patients souffrant de fractures liées à l'ostéoporose sont considérables et en constante augmentation. D'autres facteurs secondaires comme la peur, le manque de confiance et les dépressions surviennent fréquemment à la suite d'une fracture.

### **1.4.1 Les facteurs de risque**

Selon l'Institut National de la Santé (2000, cité par Stüssi et Dössegger, 2004), l'ostéoporose est favorisée par les facteurs de risque suivants :

- une ossification déficiente au cours des vingt premières années de vie (faible densité osseuse<sup>7</sup> maximale) résultant du manque d'activité

---

<sup>7</sup> Teneur de l'os en composants minéraux et organiques.

physique, d'une mauvaise alimentation ou de maladies chroniques, comme la mucoviscidose ou l'anorexie ;

- un manque de sollicitations mécaniques, résultant d'un manque d'activité physique et la sédentarité du sujet ;
- un manque d'hormones (œstrogènes, par exemple pendant la ménopause) ;
- des prédispositions génétiques (hérédité) ;
- une mauvaise alimentation (manque de calcium et de vitamine D) ;
- le tabac, l'alcool, le café ;
- la minceur excessive.

Les contraintes physiques densifient l'os et l'épaississent. Le manque d'exercice physique et l'immobilité, en revanche, entraînent une nette réduction de la densité osseuse.

#### **1.4.2 Les effets de l'activité physique**

L'ostéoporose, avec une réduction de la densité osseuse au fur et à mesure que la personne vieillit, apparaît surtout pendant la seconde moitié de la vie d'un individu. Il est toutefois important de relever que les causes de cette maladie se définissent déjà chez l'enfant. En effet, des études mentionnées par Stüssi et Dössegger (2004) ont montré que la pratique fréquente d'activités physiques et une bonne alimentation permettent d'augmenter la masse osseuse de 10% avant 18 ans et de réduire ainsi jusqu'à 50% les risques de fractures chez les personnes âgées. La phase de croissance durant la puberté est une période propice à l'augmentation de la masse minérale osseuse qui constitue le paramètre le plus important afin d'estimer les risques d'ostéoporose à l'âge adulte. Ce facteur permet de retarder le moment auquel commencent à apparaître les symptômes de l'ostéoporose, comprenant notamment la réduction de la substance osseuse. La densité osseuse atteinte à l'adolescence aura des conséquences sur sa vitesse de détérioration au fil du temps. Avec une densité osseuse importante atteinte à

l'âge de 20 ans, l'arrivée en « zone à risque de fractures » sera ainsi retardée, comme le montre la figure ci-dessous.

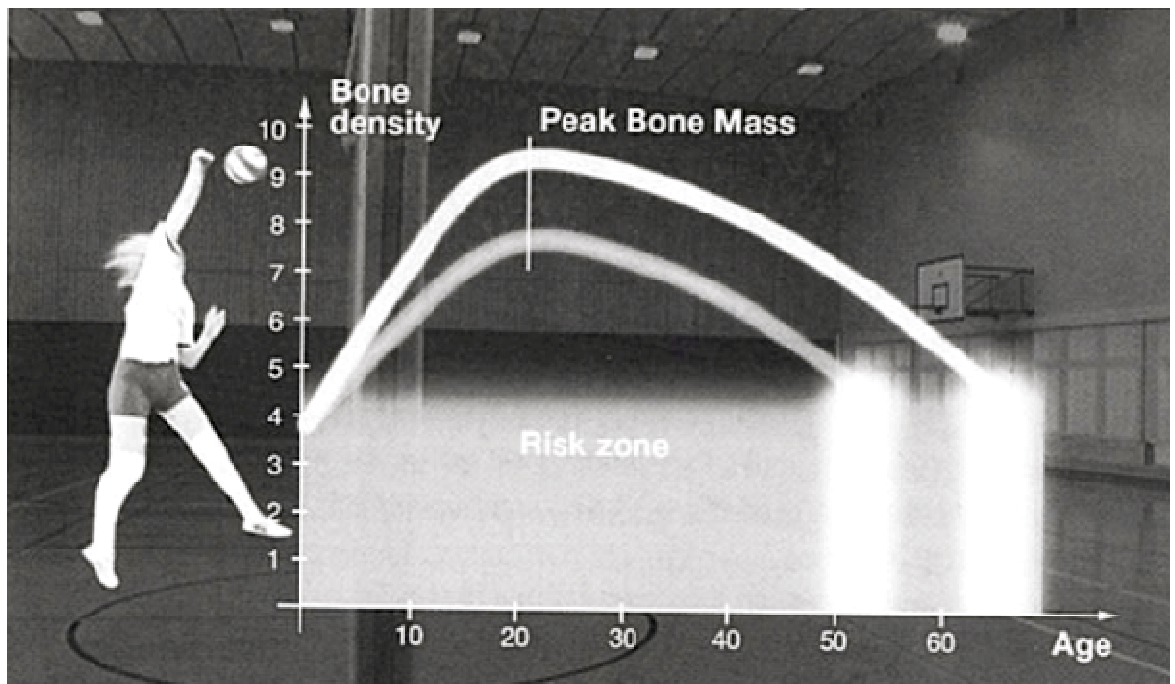


Fig. 4 : Représentation des courbes de densité osseuse avec une sollicitation optimale (courbe supérieure) des os avant et pendant la puberté en comparaison à une sollicitation insuffisante (courbe inférieure) (d'après Cummings, repris par Stüssi et Dössegger, 2004, p.180).

L'activité physique, le jeu et le sport ont un impact positif sur la densité et la structure osseuse. Il est toutefois important de noter que seules des activités dites « de mise en charge » à travers une sollicitation suffisamment intense des os et stimulant l'ostéogenèse<sup>8</sup> auront une influence sur la densité osseuse (ex. sauts de tous types, musculation par tractions exercées sur les os via les muscles). Des activités sans « mise en charge » comme la natation par exemple, n'auront que peu d'effet. Des charges excessives, au contraire, auront l'effet inverse avec une perte osseuse accrue.

Les mesures les plus importantes selon Stüssi et Dössegger (2004) pour augmenter la densité osseuse et ainsi réduire les risques d'ostéoporose consistent à :

<sup>8</sup> Formation de matière osseuse sur les surfaces des os soumis à de fortes sollicitations.

- stimuler l'ossature avant et pendant le pic de croissance à la puberté ;
- recourir à des sollicitations dynamiques, intenses, fréquentes, répétées et variées ;
- éviter la sédentarité ;
- créer pour l'enfant des possibilités lui permettant de répondre à son besoin naturel de se dépenser ;
- adopter une alimentation saine et équilibrée, avec un apport suffisant en calcium.

### **1.5 Le développement de la cognition – activité physique et performances intellectuelles**

La cognition est le terme scientifique qui sert à désigner l'ensemble des processus mentaux qui se rapportent à la fonction de connaissance, tels que la mémoire, le langage, le raisonnement, l'apprentissage, l'intelligence, la résolution de problèmes, la prise de décision, la perception ou l'attention. Elle s'entend comme un processus par lequel un être vivant prend connaissance d'un objet ou prend conscience de son environnement. Selon Gabler (1986, cité par Pühse, 2004), les cognitions commandent le traitement des informations ; par le processus de perception, de pensée, de reconnaissance, de représentation, elles influencent l'anticipation, la réalisation et l'interprétation d'une action.

Comme exposé dans le chapitre sur les aspects de la motricité (1.1.3), Les expériences physiques aident les enfants non seulement à prendre conscience de leur propre corps (perception de soi, sensation corporelle, perception du corps, conscience du corps) mais aussi de leur environnement. Le développement moteur et le développement cognitif sont indissociables. Il y a en quelque sorte une stimulation de l'intelligence à travers la motricité. Selon Pühse (2004), des études qui ont eu recours à la méthode du « fonctionnel neuro-imaging<sup>9</sup> » ont ainsi prouvé que le cerveau, non seulement

---

<sup>9</sup> Cette méthode a pour but de mesurer l'activité cérébrale. Lorsqu'une zone du cerveau est activée, l'afflux sanguin augmente.

exerçait une fonction de commande de la motricité, mais jouait aussi un rôle dans le cadre des processus cognitifs.

« Nous savons aujourd'hui, que la mise en action du corps structure fortement toutes nos activités cognitives. Par le passé, d'une manière générale, l'intellect ou la cognition, était totalement dissocié de la motricité. Comme si la connaissance, et tout le programme cognitif, était totalement dissociée du corps. Maintenant, les sciences cognitives et la philosophie ont développé le concept de cognition incarnée. Cette théorie dit que tous nos processus cognitifs, même les plus abstraits, sont enracinés dans la mise en action de notre corps et dans nos mouvements. Actuellement, de nombreux travaux sont en train de réhabiliter le corps et de réduire cette fracture qui existe depuis des siècles entre le corps et l'esprit. » (Velay, 2013, p.13).

Selon un colloque de jeunes chercheurs en sciences cognitives (2006), de nombreuses recherches soulignent une extension du domaine de la cognition. Celle-ci n'est pas uniquement limitée au traitement symbolique et interne de l'information, mais elle est implantée dans différents processus sensorimoteurs (motricité, perception, émotions, coordination, imagerie, simulation) et différents substrats (membres, organes). Que ce soit la résolution de problème ou la perception, la prise de décision ou la mémoire, la cognition s'incarne dans le corps, est située dans un environnement et est distribuée entre les agents et des structures informationnelles externes. L'interaction sensorimotrice, le rôle de l'action dans la perception et l'apprentissage, l'interaction agent/environnement et l'intelligence collective sont des déterminants de la cognition.

Pendant longtemps, les répercussions de l'activité physique et du sport sur le développement de l'enfant étaient avant tout considérées d'un point de vue physiologique. Les liens entre l'activité physique, le développement de l'intelligence et les performances intellectuelles n'étaient simplement pas pris en considération. Les choses ont changé et l'intérêt pour l'influence de l'activité physique sur le développement intellectuel des enfants a fait l'office de nombreuses recherches.

### **1.5.1 Les études empiriques**

D'après Pühse (2004), un grand nombre d'études ont analysé les corrélations entre l'activité corporelle et les performances cognitives. Dans la majorité des études, un groupe était testé et disposait d'activité physique supplémentaire en lieu et place de l'enseignement classique dispensé à un groupe témoin. Il pouvait s'agir d'heures d'éducation physique supplémentaires ou d'activités intégrées dans l'enseignement traditionnel à travers un concept « d'école active ». Les résultats sont tous unanimes sur le fait que le temps réduit consacré aux enseignements académiques n'avait aucune influence négative en termes de résultats et de performances scolaires en comparaison avec le groupe témoin. Les progrès étaient mêmes parfois supérieurs, notamment sur le long terme. Des améliorations significatives ont notamment été constatées au niveau du comportement et de la motivation des élèves en classe.

Shepard (1996, cité par Pühse, 2004) soutient la thèse selon laquelle la pratique régulière d'activités corporelles a un impact positif sur le développement cognitif du fait, entre autres ; d'une meilleure irrigation du cerveau, d'une plus grande stimulation des liaisons neuronales et de l'équilibre neurohormonal qui y est lié.

Une autre étude a également montré une corrélation importante entre la fréquence d'activités corporelles et l'estime de soi. L'amélioration de l'estime de soi constitue une base importante du développement de la motivation, de la persévérance et de la réussite scolaire des enfants.

D'autres observations sont également ressorties de ces études comme la satisfaction générale d'une école active, l'amélioration du contexte social diminuant ainsi les conflits sociaux, ou encore la réduction de l'agressivité par une dépense d'énergie supplémentaire. Dans ce sens, Wasmund-Bodenstedt (1992, cité par Pühse, 2004, p.209) défend la thèse selon laquelle

« le manque d'attention, la distraction, le manque d'intérêt, l'agitation et la fatigue rapide mettent en évidence un besoin d'activité physique insatisfait. Lorsqu'il n'est pas remédié à temps à ce type de problèmes psycho-physiques par de l'activité physique, bon nombre d'enfants vivent leur situation comme un stress auquel ils réagissent par de l'agressivité. »

### 1.5.2 Un apprentissage en action, par soi-même

La formation des réseaux neuronaux dans le cerveau dépend des expériences vécues par l'enfant, notamment durant sa petite enfance. Les capacités d'apprentissage sont les plus élevées à cette période de la vie en raison d'une très forte densité synaptique comme le montre la figure suivante.

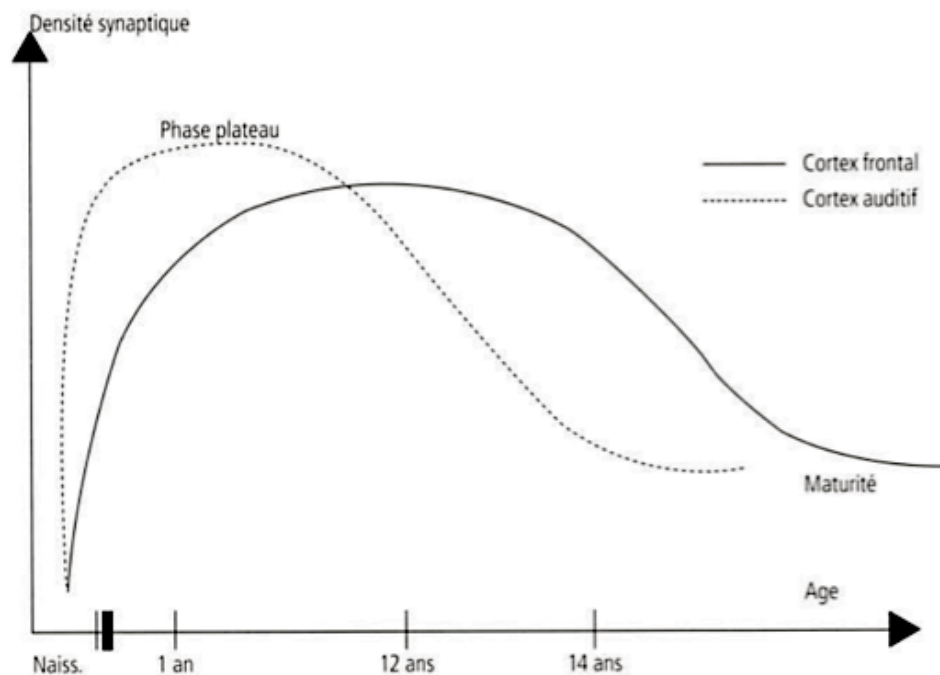


Fig. 5 : Courbe schématique du développement des synapses dans le cerveau humain (selon Huttenlocher, 2003, mentionné par Pühse, 2004, p.196)

Les liaisons neuronales dépendent toutefois des sollicitations auxquelles l'enfant est confronté. Les synapses utilisées pour traiter les divers stimuli se renforcent alors qu'inversement, les synapses non sollicitées s'affaiblissent. « Cela signifie que la formation de l'architecture fonctionnelle du cortex est considérablement influencée par les signaux sensoriels et ainsi par



l'expérience » (Baumert, 2002, cité par Pühse, 2004, p.197). Le cerveau doit ainsi impérativement être confronté à des informations provenant de son environnement et favorisant la découverte pour constituer un réseau neuronal.

Selon Pühse (2004), les synapses dans le cerveau de l'enfant se forment en particulier lorsqu'il est lui-même actif ou activement impliqué. Il est important de favoriser un apprentissage par l'action et le mouvement, permettant à l'enfant de se confronter à son environnement matériel et social. Une diversification de tâches motrices complexes à proposer aux enfants est ainsi à privilégier. Les enfants veulent bouger, ont besoin de bouger pour s'épanouir et développer leurs facultés cognitives. Il est impératif de prendre ces facteurs en considération dans la méthode d'enseignement et d'éviter ainsi que les enfants ne soient trop fréquemment passifs.

La sédentarité croissante ne favorise malheureusement pas les événements primaires, où les enfants font des expériences par eux-mêmes. Au contraire, les événements secondaires, où les enfants voient d'autres personnes accomplir des expériences à travers la télévision ou les jeux vidéo sont régulièrement bien plus nombreux. Pühse (2004) relève que, d'après des enquêtes menées dans le domaine neurophysiologique, il existe visiblement des liens entre le manque d'aptitudes motrices et l'altération des performances cognitives. Lorsque le développement cognitif est perturbé, comme dans le cas d'un trouble du développement neurologique, le développement moteur l'est souvent également. Les enfants qui ne savent pas marcher en arrière ont ainsi également des problèmes lorsqu'il s'agit de calculer (dyscalculie) par exemple.

Les parents, les enseignants, mais également les politiciens devraient prendre en considération qu'une activité physique supplémentaire sur le temps scolaire ne nuit pas forcément aux résultats académiques, bien au contraire. A la place de surcharger toujours plus les programmes des

branches « principales » et de créer un climat de stress perpétuel chez les enseignants et les enfants, il serait intéressant de revaloriser les bienfaits de l'activité physique au niveau du développement cognitif des enfants ainsi que sur ses répercussions comportementales.

## **2 Aperçu de l'activité sportive des enfants d'un point de vue psychologique**

Le chapitre traité précédemment souligne les bienfaits de l'activité physique au niveau physiologique et neurophysiologique. Le présent chapitre touche le domaine psychologique influencé par l'activité physique. Les statistiques démontrent que la tranche d'âge 10-13 ans est la plus représentée dans les sociétés sportives alors que le déclin est ensuite nettement marqué dans la période de l'adolescence. Ce constat est inquiétant dans la mesure où ce désintérêt perdure, dans la majorité des cas, également à l'âge adulte. Il est donc important de comprendre les raisons qui peuvent influencer l'intérêt pour l'activité physique, mais également de connaître les facteurs qui peuvent pousser un enfant ou un jeune à abandonner une activité sportive à travers la description des facteurs psychologiques qui entrent en ligne de compte.

### **2.1 Pourquoi les enfants font-ils du sport ?**

«La motivation est une force qui, puisant son origine dans les besoins de l'enfant, déclenche et soutient son action dans la direction d'un but» (Florence, 1998, p.60). Les besoins auxquels fait allusion Florence peuvent être catégorisés en quatre groupes :

- des besoins biogéniques caractérisant la recherche de découverte et d'adaptation :
  - de mouvement, de se détendre, de rire, de jouer ;
  - d'être en sécurité, en confiance avec l'entourage ;
  - de curiosité, de nouveauté ;

- des besoins de valorisation sociale caractérisant une recherche d'affirmation de soi-même en fonction du monde qui nous entoure :
  - d'être perçu, reconnu comme une personne, d'être valorisé, gratifié ;
  - d'imiter, de s'identifier à d'autres ;
  - de se comparer, de se confronter, de dépasser les autres ;
- des besoins d'accomplissement personnel caractérisant un désir de progression, d'amélioration de ses compétences pour soi-même, pour sa propre satisfaction :
  - de réussir, de vaincre sa peur, de se dépasser, de dépasser l'obstacle ;
  - de connaître, de comprendre, de recevoir l'information ;
  - d'expérimenter, de trouver par soi-même, de produire quelque chose de personnel ;
- des besoins de relation sociale caractérisant le besoin de jouer un rôle dans un groupe, besoin de vivre des choses avec les autres :
  - de communiquer, de coopérer, de s'entraider ;
  - de prendre des responsabilités ;
  - d'être solidaire d'un groupe.

Schmid (2004) répertorie les raisons qui incitent les enfants à pratiquer une activité physique en six grands axes de motivation permettant également de retrouver les besoins évoqués par Florence (1998) :

- le plaisir ; les enfants ont envie de se détendre, de se défouler et de s'amuser dans ce qu'ils font ;
- l'interaction sociale ; les enfants recherchent la compagnie d'autres enfants, le sentiment de proximité humaine et de sécurité, peut-être aussi un sentiment d'appartenance à un groupe. Ils ont envie d'être membre d'un groupe ou d'une équipe ;
- l'envie de bouger, de se dépenser et d'être en forme ; les enfants ont envie de sonder et d'améliorer leur condition physique ;

- l'action, le suspense et l'aventure ; les enfants aiment se trouver dans des situations dont ils ne connaissent pas l'issue et qui créent du suspense. Ils adorent en ressentir les frissons, mais surtout la sensation de libération qui y fait suite ;
- l'esthétique ; de nombreux enfants aiment faire des mouvements artistiques, élégants, impressionnants à leurs yeux ou aux yeux des autres ;
- les compétences ; les enfants veulent se mesurer dans des exercices et se comparer à d'autres, connaître leur potentiel et leurs limites, améliorer leurs compétences et apprendre toujours plus.

Ce dernier axe représente le facteur le plus important. Les enfants veulent se considérer comme importants et compétents dans ce qu'ils font. L'activité physique ou la pratique sportive agit également chez certains enfants comme un moyen de se revaloriser. Alors qu'ils sont peut-être confrontés à des problèmes de capacités intellectuelles ou à des problèmes comportementaux dans les disciplines académiques, ils s'expriment à travers l'activité physique et se valorisent à leurs propres yeux, mais aussi aux yeux des autres.

## **2.2 Pourquoi les enfants cessent-ils de faire du sport ?**

Les statistiques révèlent, selon Weinberg (1999, repris par Schmid, 2004), qu'environ 35% des jeunes entre 13 et 18 ans abandonnent une activité sportive par année. Les raisons pour lesquelles les enfants arrêtent une activité sportive peuvent être multiples. La principale cause repose toutefois dans le fait que l'enfant ne trouve pas ou plus ce qu'il recherchait à travers l'activité sportive en question. Les raisons les plus souvent évoquées pour l'arrêt d'une activité sportive chez les enfants sont :

- qu'ils n'étaient pas aussi bons qu'ils l'avaient espéré ;
- qu'ils ne faisaient pas de progrès ;
- qu'ils n'avaient pas de perspective de réussite ;
- qu'ils ne s'amusaient pas assez ;
- qu'ils ne trouvaient pas le sport assez passionnant et prenant ;

- qu'ils n'ont pas assez travaillé et pas assez participé ;
- qu'ils se sentaient soumis à trop de pression de la part de leurs pairs, de leurs enseignants, de leurs entraîneurs ou de leurs parents ;
- qu'ils s'ennuyaient ;
- qu'ils n'aimaient pas l'animateur ou l'animatrice ;
- qu'il leur fallait fournir trop d'effort.

L'incompatibilité avec d'autres obligations (devoirs scolaires, cours de musique, activités culturelles, etc.) ou le changement d'intérêt sont deux raisons supplémentaires également retrouvées chez les adolescents notamment.

### **2.3 « Integrated Model of Sport Motivation » - un modèle pour expliquer le comportement des enfants vis-à-vis du sport**

Les raisons énumérées ci-dessus qui poussent les enfants à pratiquer une activité sportive ou à l'abandonner sont exhaustives, mais ne permettent toutefois pas de comprendre leur réflexion personnelle. Plusieurs modèles en psychologie du sport ont essayé d'expliquer les raisons profondes de l'engagement des enfants dans une pratique sportive. Le modèle ci-dessous, l'« Integrated Model of Sport Motivation » est particulièrement intéressant, car il propose une revue des thèmes psychologiques importants influençant la pratique sportive des enfants.

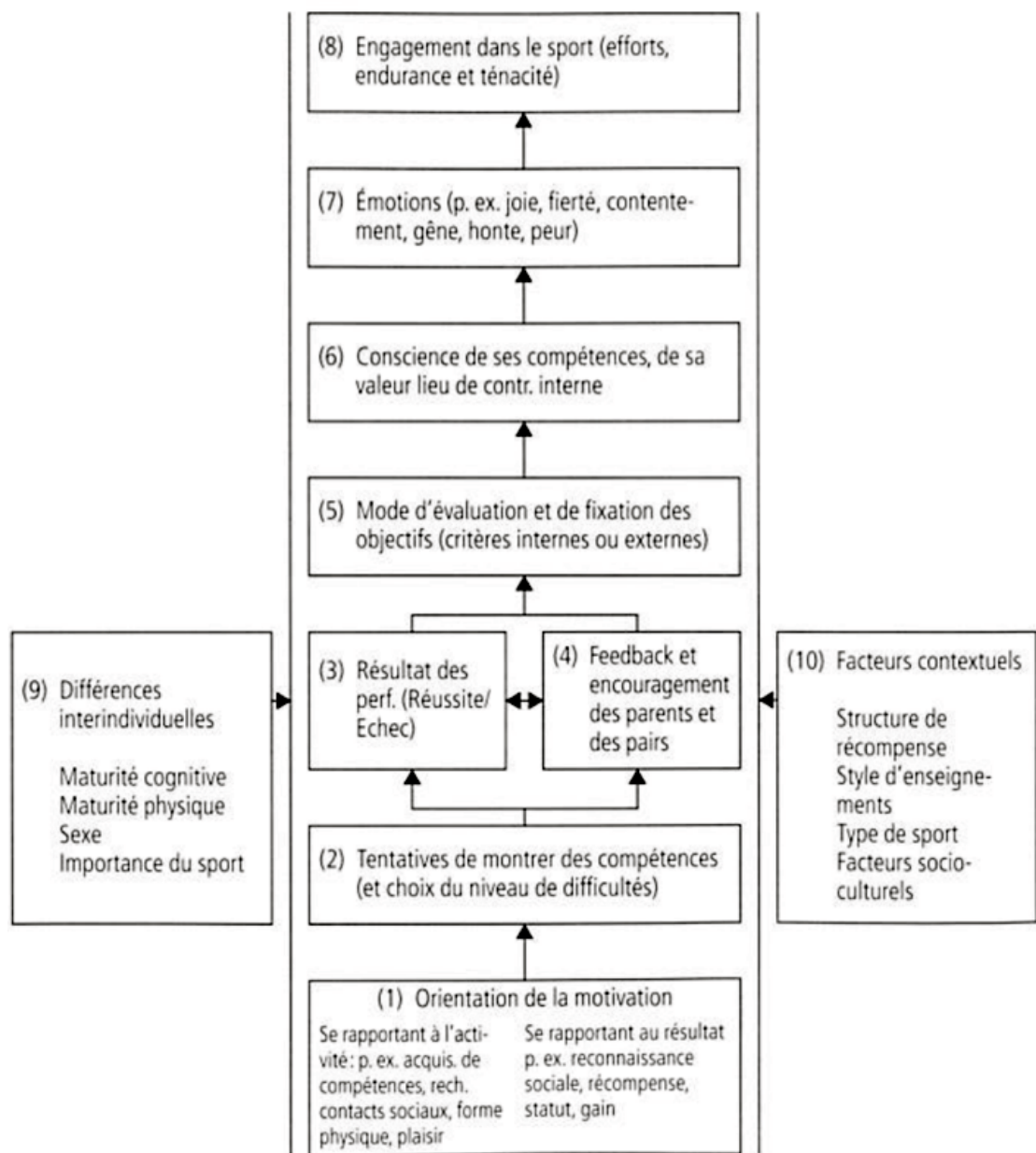


Fig. 6 : « Integrated Model of Sport Motivation » (selon Weiss et Chaumeton, 1992, présenté par Schmid, 2004, p.227)

L'idée principale du modèle consiste à dire que le besoin fondamental des enfants est d'avoir une image valorisante d'eux-mêmes et d'être compétents. A partir de cette idée, il est possible d'expliquer les différents aspects du modèle.

(1) Les enfants ont deux manières de définir leurs buts<sup>10</sup>.

- Un but axé sur l'activité (ou l'action) mettant en avant le processus de l'activité elle-même et développant l'intérêt pour le sport avec l'objectif d'acquérir de nouvelles compétences, de progresser, de s'amuser seul ou avec d'autres personnes. Florence (1994, p.61) et Viau (1994, p.45) utilisent les termes « de buts d'apprentissage ou d'implication vers la tâche ».
- Un but extérieur à l'apprentissage ou « but d'implication vers l'égo » (Viau, 1994, p.46) privilégiant le résultat de cette activité et l'intérêt pour le sport lié à la reconnaissance sociale et à la récompense dans un esprit de compétition et de concurrence.

Ces deux visions ne sont pas exclusives, elles se mélangent avec toutefois une préférence pour l'une des deux.

(2) Indépendamment des buts qu'ils se fixent, les enfants veulent montrer leurs compétences à travers diverses tâches ou exercices. Les enfants privilégiant un but axé sur l'activité choisiront plutôt des exercices sous forme de défi et de challenge mettant en jeu une difficulté atteignable pour pousser leurs limites au maximum. Les autres enfants, ayant un but axé sur le résultat, auront plutôt tendance à choisir des exercices très faciles ou très difficiles où l'issue est quasiment déterminée à l'avance. En cas d'échec, ils n'auront ainsi pas l'impression d'avoir fait preuve d'un manque de compétences.

(3) Il existe plusieurs manières d'aborder la réussite ou l'échec d'un résultat. Un but axé sur l'activité permettra d'évaluer la progression et la maîtrise de la tâche plutôt que de se focaliser uniquement sur la victoire ou la défaite privilégiant le but extérieur à l'apprentissage et définissant ainsi ses compétences.

---

<sup>10</sup> « Un but est la représentation qu'un enfant a de ce qu'il veut accomplir », (Viau, 1994, p.45).

(4) La notion de feedback et d'encouragement est très importante pour les enfants dans leur conception émotionnelle de leur activité physique. On entend par feedback et encouragement la fréquence et la manière de donner son avis positif ou négatif sur une prestation. Des paroles ou des gestes brefs de la part d'adultes ou de camarades définissent, en général, les raisons de la réussite ou de l'échec et peuvent avoir des répercussions énormes sur les enfants au niveau émotionnel. Selon Florence (1994), les stimulations motivationnelles sont essentielles dans l'enseignement, car elles relient les buts et les besoins, facilitant ainsi l'émergence, le maintien ou le renforcement des motivations.

(5) Sur la base du résultat des performances et des réactions des adultes ou des camarades, les enfants intègrent un schéma précis d'objectifs d'action et de critères de jugement. Si l'apprentissage et la progression sont mis en avant, l'enfant se fixera un but basé sur l'action, en se référant à lui-même, pour évaluer ses actions et ses compétences grâce à des sources d'informations et des critères internes. Il cherchera une satisfaction personnelle à travers sa propre reconnaissance. On parle dans ce cas de motivation intrinsèque. Au contraire, si le fait d'être meilleur que les autres est mis en avant, l'enfant s'évalue selon des critères sociaux de comparaison et liés aux résultats. Il a, de ce fait, recours à des sources d'informations et de jugement externes. Il cherchera ainsi une satisfaction personnelle dans la reconnaissance des autres. On parle ici de motivation extrinsèque.

(6) L'attribution des causes d'un échec ou d'un succès influence la manière dont l'enfant a conscience de ses compétences et de la valeur qu'il a de lui-même. Le fait de prendre conscience de ses compétences renvoie au terme de confiance en soi ; il s'agit de la mesure dans laquelle une personne pense disposer des compétences nécessaires pour accomplir une tâche. L'estime de soi consiste en un jugement global de soi-même, de la valeur que l'on s'attribue. Les personnes qui attribuent en général des facteurs internes (effort, travail) à leurs compétences ont pour habitude de se fixer des buts liés à l'activité, d'avoir une image positive d'eux-mêmes et de se considérer



comme compétents. Par contre, les personnes qui attribuent des causes externes à leurs compétences (chance, exercice trop difficile) ont tendance à avoir une mauvaise estime d'eux-mêmes et à se juger peu compétents.

(7) La conscience de ses compétences, l'attribution causale interne ou externe et l'image de soi ont des répercussions sur les émotions. Les enfants, dont la pratique sportive est axée sur l'acquisition de compétences, sur la progression et le plaisir intrinsèque de l'activité, connaîtront généralement des émotions positives. Les enfants, principalement axés sur le résultat et la compétition, connaîtront aussi des émotions positives en cas de victoire, mais ils éprouveront des émotions négatives comme la tristesse, la gêne, la honte ou l'insatisfaction en cas de défaite. La peur est également très présente dans les situations de compétition.

(8) Les émotions positives ou négatives ressenties par les enfants auront une incidence sur la durabilité et la régularité de la poursuite de leur activité sportive. Les enfants axés sur l'activité, se sentant compétents, ayant une bonne image d'eux-mêmes et éprouvant des émotions positives à travers leur pratique, auront tendance à rester des sportifs et à participer avec effort et ténacité. En revanche, les enfants qui jugent leurs compétences en fonction des résultats qu'ils obtiennent en comparaison aux autres continueront à faire du sport tant qu'ils connaissent du succès, mais la probabilité de les voir abandonner leur activité sera croissante, en lien avec la fréquence des échecs qu'ils rencontreront.

(9) Les différences interindividuelles jouent un rôle capital dans tous les liens entre les différents éléments de ce modèle. Le développement cognitif aura par exemple une influence sur la réaction qu'un enfant aura des feedbacks des autres personnes, sur sa façon de percevoir et de juger ses compétences ou encore sur sa faculté à évaluer les efforts fournis. Le développement physique a également son importance, notamment au niveau morphologique et des aptitudes physiques. Le sexe et l'importance que les enfants portent à leur pratique sportive auront aussi des influences notoires.

(10) De même que les différences entre individus, les facteurs contextuels tels que la structure des récompenses, la manière d'enseigner, la nature de la discipline ainsi que d'autres caractéristiques socioculturelles influencent également les liens énumérés dans le modèle.

## **2.4 Le rôle de l'encadrement**

Les adultes ont une grande influence sur la motivation, les cognitions, les émotions et l'engagement des enfants dans le sport. Des observations (mentionnées par Schmid, 2004) ont pu déterminer que les enfants apprécient moins les personnes qui punissent que les personnes qui encouragent et corrigent. La nature de l'instruction a des répercussions sur l'image de soi et sur le plaisir dans la pratique du sport ; les enfants encouragés et corrigés au niveau technique ont une meilleure image d'eux-mêmes et ont plus de plaisir dans la pratique de leur sport, ce qui favorise ainsi la continuité de leur activité. Le comportement d'encadrement qui s'adapte idéalement aux besoins et au développement de l'enfant peut s'apprendre et il est important d'intégrer ces facteurs psychiques dans la pratique sportive des enfants, car ils influenceront grandement leur motivation.

La notion de climat motivationnel joue un rôle primordial dans l'enseignement de l'éducation physique ou dans la pratique sportive en société, car c'est lui qui va influencer les types de buts d'accomplissement que vont privilégier les enfants. Ainsi, la manière dont un enseignant ou un entraîneur donne son enseignement, les formes de travail qu'il adopte, les feedbacks qu'il donne et les critères d'évaluation et de jugement qu'il privilégie entraînent chez les enfants des perceptions particulières de la manière dont ils sont jugés. Le climat de maîtrise ou d'implication sur la tâche doit être privilégié, car il œuvrera dans un but d'accomplissement personnel caractérisant un désir de progression, d'amélioration de ses compétences pour soi-même, pour sa propre satisfaction. Le climat de compétition doit être évité par l'enseignant, car les élèves qui y trouvent

leurs intérêts et leurs besoins sont majoritairement des élèves doués qui basculeraient facilement vers d'autres buts dans un climat de maîtrise où des défis de difficulté pourraient leur être proposés. Dans un climat de compétition, les élèves moins doués et moins à l'aise dans la discipline pourraient être déstabilisés et leur motivation disparaîtrait. Motiver quelqu'un de doué dans la tâche en lui administrant des challenges et des difficultés supplémentaires est évidemment plus simple que de devoir « remotiver » un élève marqué et dégoûté par une discipline. Dans la pratique sportive en société, la compétition prend naturellement une place importante dans la motivation des enfants. Il est toutefois très important d'apprendre à gérer les victoires et les défaites dès le plus jeune âge, en inculquant des valeurs de fair-play, de respect et notamment d'estime de soi positive véhiculée à travers un but lié à l'activité et à l'accomplissement personnel.

Le sport contribue au développement, à l'épanouissement et à l'affirmation de la personnalité. En faisant du sport, les enfants repoussent leurs limites, développent leur self-control, améliorent leurs facultés de socialisation et apprennent à accepter les succès et les échecs. La pratique sportive est donc un moyen de développer certaines vertus de la personnalité comme le fair-play, l'autodiscipline et la maîtrise de soi, le goût de l'effort, la persévérance, le courage, la loyauté ou encore l'esprit d'équipe. Le développement moral a même été évoqué dans certaines recherches. Selon Schmid (2004), un grand nombre d'études ont démontré les bienfaits de la pratique sportive dans ces différents domaines. Il est toutefois important de noter que le rôle de l'enseignant ou de l'entraîneur est capital. Il a la responsabilité de mettre en place des situations permettant aux enfants de développer l'affirmation de leur personnalité, de mesurer leurs compétences à travers des tâches de difficultés progressives qui influencent la confiance et l'estime de soi ou encore de proposer des contextes favorisant la socialisation, l'intégration et la collaboration entre eux. L'importance de ce rôle est fondamentale, car les chances qu'une personne conserve une activité sportive à l'âge adulte sont très grandes quand cette personne a déjà fait du sport dans son enfance et surtout, lorsqu'elle a été satisfaite de son activité.

### **3 Education au mouvement et promotion de l'activité physique**

Les bienfaits de l'activité physique sont nombreux et très importants, non seulement pour le développement de l'enfant, mais surtout pour prévenir une qualité de vie saine à l'âge adulte. Les habitudes prises dans l'enfance sont souvent maintenues tout au long de la vie d'un individu, pour autant que la personne trouve du sens dans ce qu'elle fait. L'encadrement joue donc un rôle prépondérant dans l'influence du développement des enfants et dans le maintien des habitudes saines. Les parents, les enseignants, les entraîneurs ou encore les autorités politiques ont un rôle majeur dans la contribution au développement des enfants.

La conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) a adopté une déclaration sur l'éducation au mouvement et la promotion de l'activité physique à l'école en 2005. Cette déclaration est basée sur une conception globale de l'éducation au mouvement et de la promotion de l'activité physique. Elle ne se limite pas uniquement à l'enseignement du sport, au sens étroit du terme, mais lui donne une place beaucoup plus élargie. L'école joue sans aucun doute un rôle très important dans l'éducation au mouvement, mais la promotion de l'activité physique a besoin de partenaires extrascolaires comme la famille, le foyer parental, les associations sportives, les clubs, les autorités politiques communales, cantonales et fédérales. Chacun a sa propre part de responsabilité et contribue avec son apport à la promotion de l'activité physique dans son ensemble.

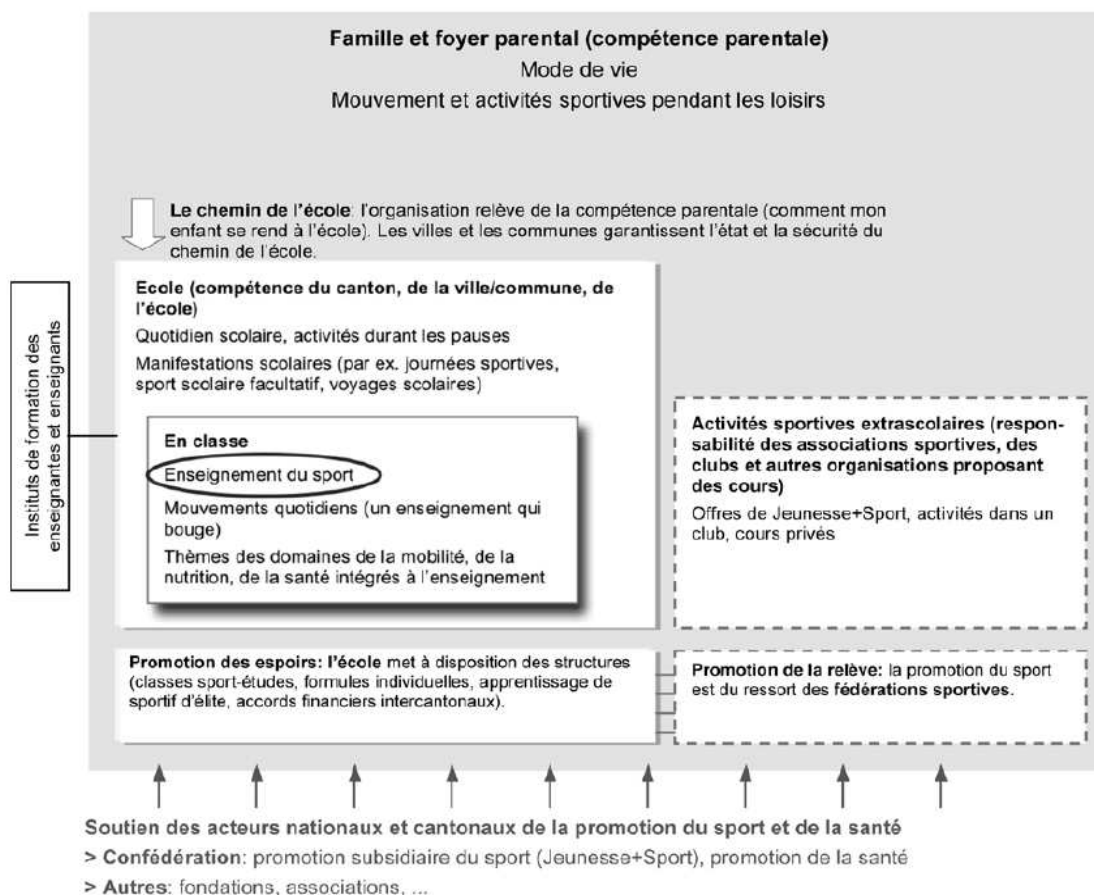


Fig 7 : Promotion de l'activité physique dans les divers domaines (CRCS, 2010)

### 3.1 La déclaration de la CDIP (2005) mise en œuvre par la conférence des répondants cantonaux du sport (CRCS, 2010)

La CDIP a formulé des principes de base concernant les domaines scolaires et extrascolaires. La conférence des répondants cantonaux du sport (CRCS) a proposé une aide pour la mise en œuvre de la CDIP.

#### 3.1.1 Education au mouvement et promotion de l'activité physique à l'école

L'éducation au mouvement et la promotion de l'activité physique relève du mandat éducatif de l'école. Elles contribuent à la fois à la promotion de la santé et au développement de la personnalité. Le mouvement à l'école ne signifie pas seulement l'enseignement du sport, à proprement dit, à travers les 150 minutes d'éducation physique exigées par semaine, mais inclut

également le mouvement dans le quotidien scolaire (enseignement en mouvement, activités durant les pauses, journées sportives et courses d'école) ainsi que la promotion du mouvement dans d'autres branches (musique, rythmique, projets interdisciplinaires).

« Avec l'éducation au mouvement et la promotion de l'activité physique, la CDIP préconise une vision globale et soutient tout investissement au niveau de la qualité ; dans la formation des enseignants, dans l'enseignement du sport, dans l'élaboration de programmes sportifs cantonaux et dans la création de cadres structurels supplémentaires » (CRCS, 2010).

Les cantons, les villes, les communes et les écoles ont les compétences directes suivantes :

- Les cantons sont responsables de l'infrastructure et de la mise sur pied de cadres structurels appropriés (programme sportif cantonal avec objectifs de formation, directives concernant la qualité avec un suivi des enseignants et l'organisation de formations continues, enseignement selon les bases légales en termes d'horaire avec suffisamment d'heures de sport, organisation de manifestations sportives cantonales, soutien financier aux écoles pour l'organisation de manifestations sportives, transfert d'informations sur les projets de promotion de l'activité physique, etc.).
- Les villes et les communes sont responsables du domaine de l'infrastructure (conception d'une école et d'une place de récréation propices au mouvement) et la réalisation d'un chemin sécurisé vers l'école favorisant le mouvement autonome. Elles encouragent également l'utilisation des infrastructures permettant le mouvement en dehors des heures d'enseignement.
- Les hautes écoles pédagogiques, universités et autres institutions de formation des enseignants sont responsables du domaine de la qualification didactique du corps enseignant (formation initiale et continue).
- Les écoles et leur personnel enseignant ont une tâche au niveau de l'intégration de l'éducation au mouvement et de la promotion de l'activité physique à l'école dans la charte de l'établissement. Les

écoles sont responsables de son transfert dans l'enseignement et dans le quotidien scolaire (offres sportives conformes aux directives cantonales, école en mouvement, organisation des loisirs scolaires, etc.), de l'organisation de manifestations sportives complémentaires, du sport scolaire facultatif et d'assurer la qualité de l'enseignement.

### **3.1.2 Education au mouvement et promotion de l'activité physique hors du contexte scolaire ; soutien des partenaires extrascolaires**

L'éducation au mouvement et la promotion de l'activité physique ne relèvent pas exclusivement de la compétence des écoles. Les enfants doivent bouger suffisamment dans leur quotidien et l'activité physique doit devenir une évidence pour eux. Une synergie avec les activités de nombreux partenaires est ainsi nécessaire. Il est important de trouver des partenaires qui s'investissent et qui coopèrent.

#### **➤ Famille et foyer parental**

- L'activité physique fait partie du mode de vie. Elle a lieu dans les loisirs ou dans le cadre du sport non-organisé. Les parents agissent comme des modèles. Des formations leur sont proposées pour la promotion de l'activité physique de leurs enfants.
- Les parents devraient inciter leurs enfants à faire le trajet vers l'école de manière indépendante par leurs propres moyens physiques.

#### **➤ Associations et clubs**

- Les associations et clubs offrent des activités sportives extrascolaires.
- Les sociétés sportives collaborent avec l'école pour la mise sur pied du sport facultatif et l'organisation de manifestations sportives.

- Promotion de l'activité physique et du sport au niveau de la Confédération
  - Avec le programme Jeunesse et Sport, la Confédération est un partenaire central de la promotion de l'activité physique en dehors de l'école.
  - La Confédération soutient d'autres programmes dans le domaine de la promotion de l'activité physique (par exemple l'école bouge<sup>11</sup>). Elle soutient et encourage la formation des maîtres de sport.
  
- Acteurs de la promotion de la santé
  - Les acteurs nationaux et cantonaux soutiennent l'école par des offres de promotion de l'activité physique faisant partie de la promotion de la santé.

---

<sup>11</sup> Intégration du mouvement dans l'enseignement des branches académiques. Le site [www.schulebewegt.ch](http://www.schulebewegt.ch) propose des documents didactiques pour aider les enseignants à introduire ce concept dans leur enseignement.



## 4 Problématique

Les bienfaits de l'activité physique pour le développement de l'enfant sont nombreux et explicites. Leurs apports au niveau physiologique et neurophysiologique avec le développement de la motricité, le renforcement musculaire, la prévention des maladies cardiovasculaires et de l'ostéoporose, le développement cognitif ainsi que les effets sur le plan psychologique sont considérables pour le développement optimal de l'enfant. La promotion de l'activité physique dans les communes et les écoles doit être une priorité. Il est primordial pour les communes d'en avoir conscience et de tout mettre en œuvre pour favoriser la promotion de l'activité physique au niveau scolaire et extrascolaire. Au vu de l'importance que revêt cette responsabilité, est-ce que l'engagement d'une personne spécialiste en la matière, un maître d'éducation physique, ne deviendrait-il pas une nécessité ?

Les communes de Marly, Romont, Fribourg, Bulle, Villars-sur-Glâne et Estavayer-le-Lac ont fait le pas dans ce sens et disposent d'un « concept » de maître d'éducation physique.

L'objectif de ce travail est de voir concrètement comment fonctionne ce concept de maître d'éducation physique dans les communes, de connaître l'historique de son instauration, d'analyser ses apports et d'évaluer ses enjeux. Des améliorations sont peut-être à envisager afin d'optimiser ce concept de maître d'éducation physique responsable de la promotion de l'activité physique dans les communes. Il sera également important de comprendre pourquoi seulement certaines communes disposent d'un tel système.

Le but principal de cette analyse qualitative réalisée dans diverses communes du canton de Fribourg doit permettre, suite à la présentation des bienfaits de l'activité physique, de se prononcer sur la nécessité de l'engagement d'un maître d'éducation physique et d'encourager éventuellement les autres communes à entrer dans une telle réflexion.

## II Partie pratique

### 5 Méthode

Afin de pouvoir dresser un état des lieux de la situation actuelle dans le canton de Fribourg au niveau de la promotion de l'activité physique dans les communes et de l'enseignement de l'éducation physique à l'école primaire, 5 communes ayant un système de maître d'éducation physique et 3 communes n'ayant pas ce système ont été consultées. 11 entretiens ont été passés avec des maîtres de sport, des politiciens ainsi que des membres de commissions scolaires des communes respectives. De plus, deux personnes ayant fortement contribué au développement de l'éducation physique dans le canton ont également été contactées afin d'apporter certaines informations complémentaires. De manière générale, les entretiens avec les MEP et les politiciens ont été effectués séparément, mis à part pour les communes de Fribourg et d'Estavayer-le-Lac où les intervenants étaient réunis dans un même entretien.

*Tab 2 : Tableau récapitulatif des entretiens effectués.*

Commune	Nom	Fonction
Bulle	M. Philippe Fragnière	MEP <sup>12</sup> à 100%
Marly	M. Olivier Macchi	MEP à 100%
Romont	M. Pierre Richoz	MEP à 100%
Estavayer	M. Julien Roy M. Christophe Pillonel	MEP à 100% Conseiller communal en charge des écoles
Fribourg	M. Jean-Marc Wicht Mme Antoinette de Weck M. Marc Capellini	Responsable des MEP Conseillère communale en charge des écoles, députée au Grand Conseil Responsable du service des écoles
Givisiez	M. Gilles de Reyff	Conseiller communal en charge des écoles

<sup>12</sup> Maître d'éducation physique et sportive

Überstorf	Mme Christine Buillard-Marbach	Syndique et conseillère nationale PDC
Le Mouret	Mme Martine Halter  Mme Barbara Prencipe	Conseillère communale en charge des écoles  Institutrice enfantine et responsable d'établissement scolaire
Bulle	M. David Seydoux	Conseiller communal en charge des écoles
Marly	Mme Françoise Savary  Mme Véronique Marchon	Conseillère communale en charge des écoles  Responsable du service des écoles
Romont	M. Roger Brodard  Mme Micheline Poulin	Syndic  Conseillère communale en charge des écoles
	M. Alexandre Dupasquier	Ancien MEP à Villars-sur-Glâne Ancien collaborateur pédagogique Responsable des MEP à l'EPAI <sup>13</sup>
	M. Denis Golliard	Ancien responsable de la formation des études universitaires SSM <sup>14</sup> à Fribourg

## 5.1 Passation des entretiens

Des entretiens semi-directifs à questions ouvertes ont été privilégiés et réalisés entre mi-février et mi-mars 2013. Ce type d'entretien permet de diriger le discours des personnes interrogées sur des thématiques définies au préalable. Les intervenants recevaient, environ 10 jours avant l'entretien, le fil rouge des thématiques traitées (cf. annexe B). Des catégories prédéfinies ont été élaborées sur la base des thèmes abordés. Ces catégories sont identiques pour les intervenants ayant le même statut dans cette étude ; MEP, politicien de commune avec MEP, politicien de commune sans MEP, autres personnalités. Chaque entretien a été enregistré à l'aide d'un dictaphone.

<sup>13</sup> Ecole Professionnelle Artisanale et Industrielle à Fribourg

<sup>14</sup> Sciences du Sport et de la Motricité à l'Université de Fribourg

Suite à un problème technique de l'appareil, seules les 14 premières minutes de l'entretien avec M. Philippe Fragnière ont pu être enregistrées.

## 5.2 Elaboration des catégories prédéfinies

Le fil rouge des thématiques abordées durant ces entretiens a été conçu pour répondre aux différentes questions présentées dans l'introduction ainsi que dans la problématique de ce travail. Voici, ci-dessous, un récapitulatif des catégories prédéfinies en fonction du statut des intervenants.

*Tab 3 : Tableau des catégories prédéfinies selon le statut des intervenants.*

<b>MEP</b>	<b>Commune avec MEP</b>	<b>Commune sans MEP</b>
Engagement <ul style="list-style-type: none"> <li>• date</li> <li>• diplôme</li> </ul>	Instauration <ul style="list-style-type: none"> <li>• date</li> <li>• arguments, raisons</li> </ul>	Connaissances du système avec MEP <ul style="list-style-type: none"> <li>• rôle et fonctionnement d'un MEP</li> <li>• coûts</li> </ul>
Cahier des charges <ul style="list-style-type: none"> <li>• contenu</li> <li>• comment est-il défini ?</li> <li>• calcul du %</li> <li>• satisfaction</li> </ul>	Cahier des charges <ul style="list-style-type: none"> <li>• comment est-il défini ?</li> <li>• calcul du %</li> </ul>	Système actuel sans MEP <ul style="list-style-type: none"> <li>• fonctionnement</li> <li>• satisfaction</li> <li>• remise en question</li> </ul>
Rôle et importance du MEP dans la commune	Rôle et importance du MEP dans la commune <ul style="list-style-type: none"> <li>• satisfaction</li> </ul>	Enseignement « spécial » (natation, patinoire, ski) <ul style="list-style-type: none"> <li>• comment ?</li> <li>• fréquence</li> <li>• coûts</li> </ul>
Enseignement « spécial » (natation, patinoire, ski) <ul style="list-style-type: none"> <li>• fréquence</li> </ul>	Finances <ul style="list-style-type: none"> <li>• coûts</li> <li>• uniquement à charge de la commune ?</li> </ul>	Sport facultatif <ul style="list-style-type: none"> <li>• situation</li> <li>• importance</li> </ul>
Soutien pédagogique aux instituteurs <ul style="list-style-type: none"> <li>• comment ?</li> <li>• satisfaction</li> </ul>	Stratégies budgétaires <ul style="list-style-type: none"> <li>• comment la commune peut se permettre ?</li> </ul>	Réflexion pour instauration d'un MEP <ul style="list-style-type: none"> <li>• situation</li> <li>• partenariat avec autres communes</li> </ul>

Sport facultatif <ul style="list-style-type: none"> <li>• buts</li> <li>• taux de participation</li> <li>• subventions</li> </ul>	Conseils aux autres communes <ul style="list-style-type: none"> <li>• apport de l'Etat</li> <li>• autres pistes</li> </ul>	Moyens financiers à disposition <ul style="list-style-type: none"> <li>• envisageable ?</li> </ul>
Salaire <ul style="list-style-type: none"> <li>• échelle de traitement</li> <li>• satisfaction</li> </ul>	Coordinateur sportif <ul style="list-style-type: none"> <li>• situation</li> <li>• envisageable ?</li> <li>• rôle de promoteur de l'activité physique</li> </ul>	Rôle de l'Etat <ul style="list-style-type: none"> <li>• partage des frais</li> <li>• encouragement</li> </ul>
Solutions alternatives <ul style="list-style-type: none"> <li>• pourcentage réduit</li> <li>• « couplage » avec autre commune</li> </ul>		Coordinateur sportif <ul style="list-style-type: none"> <li>• rôle d'animateur, de promoteur de l'activité physique</li> </ul>
Coordinateur sportif <ul style="list-style-type: none"> <li>• rôle et apport</li> </ul>		

Tab 4 : Tableau des catégories prédéfinies selon les 2 intervenants complémentaires

<b>Denis Golliard</b>	<b>Alexandre Dupasquier</b>
Position sur thématique du travail <ul style="list-style-type: none"> <li>• MEP = nécessité ?</li> </ul>	Instauration du concept de MEP à Villars-sur-Glâne <ul style="list-style-type: none"> <li>• arguments et réflexions</li> </ul>
Position sur fonction d'un MEP <ul style="list-style-type: none"> <li>• enseignement « spécial »</li> <li>• soutien pédagogique</li> <li>• sport facultatif</li> </ul>	Rôle et importance d'un MEP dans une commune
Formation universitaire <ul style="list-style-type: none"> <li>• futur débouché pour étudiants</li> <li>• formation adéquate ?</li> </ul>	Projet de développement des MEP à travers le collaborateur pédagogique <ul style="list-style-type: none"> <li>• projet</li> <li>• contraintes rencontrées</li> </ul>
Salaire <ul style="list-style-type: none"> <li>• correct et justifié ?</li> </ul>	Information aux communes du concept de MEP <ul style="list-style-type: none"> <li>• situation</li> </ul>
Solutions à proposer aux communes	Conseils et solutions à apporter aux communes

Rôle de l'Etat	Salaire <ul style="list-style-type: none"> <li>• correct et justifié ?</li> </ul>
Coordinateur sportif <ul style="list-style-type: none"> <li>• rôle de promoteur de l'activité physique</li> </ul>	Cahier des charges optimal d'un MEP <ul style="list-style-type: none"> <li>• contenu</li> <li>• forme de soutien pédagogique</li> <li>• calcul du %</li> </ul>
	Rôle de l'Etat
	Coordinateur sportif <ul style="list-style-type: none"> <li>• rôle de promoteur de l'activité physique</li> </ul>

### 5.3 Méthode d'analyse des entretiens

Les entretiens ont tous été retranscrits sur la base des enregistrements (cf. annexes C), à l'exception de celui de M. Denis Golliard dont le contenu avait été rendu par écrit par lui-même. Dès la 14<sup>ème</sup> minute de l'entretien avec M. Philippe Fragnière, la retranscription s'est faite sur la base de notes manuscrites prises lors de l'entretien. Certains passages des entretiens, sortant des thématiques abordées, ont été supprimés lors de la retranscription.

Une analyse catégorielle mixte a été privilégiée pour ce travail. En effet, un cadre fermé était établi avec les catégories prédéfinies, mais les discussions ont permis d'enrichir ce système de catégories initiales.

## **6 Etat des lieux de la situation actuelle concernant la promotion de l'activité physique dans le canton de Fribourg**

Aujourd'hui, seules les communes de Marly, Bulle, Romont, Fribourg, Villars-sur-Glâne et Estavayer-le-Lac disposent d'un ou de plusieurs maîtres d'éducation physique. Leurs tâches et leurs responsabilités sont nombreuses et elles seront présentées dans le chapitre suivant. Ces engagements sont de pures volontés communales et sont ainsi complètement à la charge des communes respectives. Le présent chapitre va dévoiler l'historique de l'instauration des maîtres d'éducation physique dans les communes citées ci-dessus et parcourir brièvement la situation des autres communes. Le rôle de l'Etat, à travers le service cantonal du sport, pour la promotion de l'activité physique dans les communes sera également présenté.

### **6.1 L'historique de l'instauration des MEP**

L'engagement des premiers maîtres d'éducation physique remonte à la fin des années 50 et au début des années 60 pour les communes de Fribourg, Bulle et Romont. Les communes de Villars-sur-Glâne et Marly ont suivi le pas au début des années 70. Comme ces engagements remontent à très longtemps, les raisons de leur instauration ne sont pas très précises pour les politiciens actuels. Il en ressort toutefois certains arguments ayant influencés leurs choix concernant ces engagements :

- l'enseignement de la natation et de la patinoire, permettant aussi de pallier le manque d'infrastructures pour garantir les 3 unités d'éducation physique, nécessitait la présence d'un spécialiste en raison de l'aspect sécuritaire (Fribourg) ;
- certains instituteurs primaires arrivaient sur l'âge et n'étaient plus en mesure d'enseigner le sport de manière efficiente (Romont) ;
- la construction d'une nouvelle salle de gym et l'envie d'utiliser ces infrastructures à bon escient (Romont) ;

- l'enseignement de l'éducation physique pour les 5<sup>èmes</sup> et 6<sup>èmes</sup> années devenait difficile en raison des éléments gymniques compliqués et de l'aspect sécuritaire (Villars-sur-Glâne).

Les premiers maîtres d'éducation physique engagés avaient une fonction uniquement dans le cadre scolaire et remplaçaient les instituteurs pour l'enseignement de la natation et de la patinoire ainsi qu'en salle de gym dans certaines communes, principalement pour les degrés supérieurs (5<sup>èmes</sup> et 6<sup>èmes</sup>). Ce n'est que par la suite que le rôle du maître de sport a évolué, notamment avec l'instauration du soutien pédagogique aux instituteurs, avec la mise sur pied du sport scolaire facultatif et avec le développement de la promotion de l'activité physique dans les communes.

Les politiciens actuels ne sont pas au courant des discussions qu'il y a pu avoir à l'époque de ces engagements concernant l'aspect financier. Des discussions plus récentes ont par contre eu lieu dans la reconduction du maître d'éducation physique lors de périodes de péréquation financière délicate ou lors de l'instauration d'une dotation supplémentaire. Les arguments principaux et les plus fréquents en faveur des maîtres d'éducation physiques étaient les suivants :

- enseignement sécurisé pour la natation et la patinoire ;
- utilisation efficiente des infrastructures sportives ;
- qualité dans l'enseignement ;
- développement psychomoteur chez les enfants ;
- sport facultatif comme promotion du sport à travers un éveil d'intérêt et une découverte de l'activité sportive ;
- aide et soutien aux enseignants ;
- organisation des camps, des sorties, des manifestations sportives ;
- développement des pratiques sportives ;
- engouement des enfants ;
- coordination entre les différents sites scolaires.



Ces différents arguments se retrouvent également dans le discours de la commune d'Estavayer-le-Lac, qui est la dernière commune à avoir engagé un maître d'éducation physique, en juillet 2012. Des interventions au conseil général de la commune, des interventions privées, mais notamment la construction d'une nouvelle salle de gym ont poussé la commune à créer un groupe de travail dans le but de proposer un concept. L'appui pédagogique et le sport scolaire facultatif ont été 2 axes principaux pris en exemple des systèmes déjà en place dans d'autres communes. Les problèmes d'inactivité, d'obésité, la prévention de la santé et la promotion de l'activité sportive à travers un aiguillage vers les sociétés sportives, via le sport facultatif, ont été les arguments principaux en faveur de ce projet.

## **6.2 Situation des autres communes**

L'enseignement de l'éducation physique est de la responsabilité des instituteurs primaires. Ces derniers ont tous suivi une formation de généraliste à la Haute Ecole Pédagogique leur permettant d'enseigner toutes les matières scolaires. 10 crédits ECTS<sup>15</sup> pour l'enseignement de l'éducation physique, sur un total de 180, font partie de leur formation, soit environ 5.5%. Seules les activités créatrices et manuelles sont dispensées par des enseignants spécialisés. Ces personnes, ainsi que les instituteurs primaires (à l'exception des enseignants en classes enfantines) sont tous sous le même traitement salarial, soit en classe 18 de l'échelle de traitement 36 de l'Etat (cf. annexe A). La participation de l'Etat aux coûts d'engagement de ces enseignants se monte à 35% contre 65% pour les communes.

Les politiciens des 3 communes contactées, le Mouret, Überstorf et Givisiez, sont au courant que certaines grandes communes fonctionnent avec des maîtres de sport, mais ils ne connaissent pas concrètement les enjeux ni les apports d'un tel système.

---

<sup>15</sup> "European Credit Transfer and Accumulation System". C'est un système qui définit la charge de travail à accomplir par les étudiants afin d'atteindre les objectifs du programme. La valeur d'un ECTS correspond environ à 25-30 heures de travail.

« Je sais que le système existe, mais je ne connais pas le rôle concret d'un maître d'éducation physique » (Christine Buillard-Marbach, cf. annexe C, p.174).

« Je sais qu'en Ville de Fribourg, par exemple, il y a ce concept, mais je ne connais pas le fonctionnement ni les enjeux d'un tel système » (Gilles de Reyff, cf. annexe C, p.179).

Le fonctionnement actuel de ces communes les satisfait du moment qu'ils n'ont pas concrètement connaissance d'une autre alternative. Ils se reposent sur la loi scolaire qui demande aux enseignants généralistes d'être capables et aptes à enseigner toutes les branches. Ils sont toutefois conscients que l'éducation physique est une branche spéciale et contraignante à enseigner et que tout le monde ne peut pas être irréprochable dans tous les domaines.

« Les enseignants sont supposés être aptes à donner ces cours, en tous cas c'est le système actuel qui impose cela. Après, je suis consciente, pour avoir aussi été enseignante, que l'éducation physique est une branche difficile et particulière à enseigner » (Christine Buillard-Marbach, cf. annexe C, p.175).

La charge de travail à l'école primaire est déjà très conséquente et ne facilite pas la gestion de l'éducation physique. Les politiciens rencontrés admettent également qu'il y a certainement des différences de traitement entre les classes, certains enfants auront peut-être la chance d'avoir un enseignant jeune, dynamique et motivé par le sport alors que d'autres pas. Pour pallier ce problème, certaines écoles procèdent à des échanges entre enseignants, selon les compétences des uns et des autres dans les limites du possible au niveau de l'organisation.

« Il y a des échanges de compétences entre certains collègues qui vont plutôt prendre le chant en compensation de la gym ou ce genre de choses-là. C'est à voir en fonction de chaque enseignant, en fonction des besoins et puis chaque année, c'est remis à jour en fonction des classes, des degrés, des horaires, etc. » (Barbara Prencipe, cf. annexe C, p.185).

Ces 3 communes proposent un enseignement de la natation à des fréquences restreintes. Le récent malheureux accident de Châtel-St-Denis et le durcissement de la loi scolaire pour l'enseignement de la natation poussent les communes à engager des spécialistes pour cet enseignement. Certaines

communes toutefois, comme celle d'Überstorf, ont encore recours à l'aide de parents bénévoles, disposant du brevet de sauvetage, afin de soutenir l'enseignant lors des cours de natation. « On est toutefois conscient que ce n'est pas une solution idéale sur le long terme » (Chritine Buillard-Marchbach, cf. annexe C, p.175). Des discussions concernant l'engagement d'un maître spécialiste pour la natation avaient été envisagées avant de s'estomper au fil du temps. La découverte d'activités sportives particulières dépend grandement de l'investissement et des capacités des instituteurs. L'organisation des camps de ski ou d'été reposent également sur le bon vouloir de certains enseignants de l'école.

Le sport scolaire facultatif est inexistant dans ces 3 communes. Elles comptent toutefois un certain nombre de sociétés sportives. Les politiciens reconnaissent cependant un certain manque de liens entre l'école et les sociétés. Les enseignants revendiquent la pratique du sport aux parents lors d'entretiens scolaires comme aide au développement psychomoteur, mais ils n'ont rien de concret à leur suggérer. « On pousse les parents à mettre leurs enfants au sport lors des entretiens, mais en même temps, on ne propose pas grand-chose de concret pour ce faire » (Barbara Prencipe, cf. annexe C, p.188). A titre indicatif, dans le canton de Fribourg, seule la commune de Morat, n'ayant pas de maître d'éducation physique, dispose d'une offre de sport facultatif multiple et variée. 2 communes proposent également un cours facultatif de natation alors que 2 autres communes ont mis sur pied un cours facultatif poly sport pour certains de leurs élèves.

La promotion de l'activité physique dans les communes se limite au cahier des charges des conseillers communaux qui assurent toutefois la gestion des infrastructures sportives, la communication et le soutien financier aux sociétés sportives. L'organisation de manifestations sportives visant la promotion de l'activité physique telles que « la Suisse bouge »<sup>16</sup> n'est pas d'actualité dans ces communes. L'aménagement de l'environnement propice

---

<sup>16</sup> Ce concept a vu le jour en 2005 et est la plus grande manifestation d'activité physique et d'alimentation saine en Suisse.

au mouvement ou encore les décisions techniques en matière d'infrastructures sportives reposent pratiquement uniquement sur les compétences des conseillers communaux. « On a agrandi dernièrement l'école, on a fait une nouvelle place de jeu, mais c'est vrai qu'on n'a pas pensé à consulter quelqu'un du domaine du sport pour l'aménagement » (Gilles de Reyff, cf. annexe C, p.183).

### **6.3 Le rôle actuel de l'Etat dans la promotion de l'activité physique**

L'instauration d'un maître d'éducation physique dans une commune dépend uniquement de la volonté, des besoins, mais surtout de la politique de la commune en question. Aucune loi actuelle n'exige qu'un MEP soit responsable de l'éducation physique dans les établissements scolaires primaires. Aucun moyen financier ou subventionnement de la part de l'Etat n'est proposé à l'heure actuelle pour favoriser l'instauration des maîtres d'éducation physique dans les communes.

Un grand nombre de communes du canton de Fribourg, au même titre que les communes du Mouret, de Givisiez et d'Überstorf sont au courant que certaines grandes communes fonctionnent avec des maîtres de sport. Toutefois, aucune explication concrète sur les enjeux, les apports et les possibilités d'un tel engagement ne leur a jamais été présentée. « De manière générale, il n'y a pas eu d'information qui a été ventilée aux communes dans le canton pour leur expliquer ce qui peut se faire » (Alexandre Dupasquier, cf. annexe C, p.196).

En revanche, le service cantonal du sport, notamment le collaborateur pédagogique, est à disposition des communes pour des demandes d'informations concernant l'instauration d'un MEP. Alexandre Dupasquier, ancien collaborateur pédagogique, a notamment apporté de nombreuses informations aux communes de Romont lors de la modification du cahier des

charges de leur MEP en 2007 ou à Estavayer-le-Lac lors de leurs réflexions sur le projet d'instauration d'un MEP dans leur commune.

Un des rôles du service cantonal du sport est d'assurer et de développer la qualité de l'enseignement de l'éducation physique. Outre l'organisation de formations continues et la mise à disposition de moyens didactiques, le service du sport cherche à développer des collaborations pédagogiques dans les communes à travers l'engagement d'un réseau de conseillers pédagogiques. Alexandre Dupasquier avait tenté de mettre un tel projet sur pied. Ce dernier consistait à disposer d'environ 4-5 personnes spécialistes, des conseillers pédagogiques, qui interviendraient directement dans des classes pour travailler avec l'instituteur et les élèves. Le but était d'instaurer des formations continues directement dans les classes avec les élèves et pas uniquement entre adultes.

« Concrètement, cela aurait été qu'un spécialiste aille s'installer dans un bâtiment scolaire, dans une commune, pendant un mois ou 6 semaines et qu'il donne des collaborations pédagogiques à toutes les classes. Le but aurait été d'avoir un spécialiste à disposition pour poser des questions, pour s'inspirer de ce qu'il montre et explique » (Alexandre Dupasquier, cf. annexe C, p.194).

Un planning d'interventions aurait été élaboré permettant à chaque commune de bénéficier de ce soutien environ tous les 2 ans. Ces personnes spécialistes auraient également été à disposition en cas de besoin urgent, comme pour un retour d'un enseignant après plusieurs années par exemple. Ce projet aurait aussi permis de présenter aux communes ce qui peut se faire et les inciter à développer de tels concepts en engageant un maître d'éducation physique à temps partiel ou en collaborant avec d'autres communes.

Malheureusement, selon Alexandre Dupasquier, les moyens financiers et l'écoute de la part des hautes instances politiques cantonales n'ont pas été mis en œuvre pour mener à bien ce projet.

L'Etat encourage toutefois le développement du sport facultatif dans les communes et prend à sa charge le 35% des coûts liés à l'engagement des moniteurs responsables des diverses activités. Il préconise également l'organisation de joutes sportives cantonales pour les écoles en les parrainant.

## **7 Le concept de maître d'éducation physique**

La Ville de Fribourg a été la première à redéfinir le rôle du maître d'éducation physique. « Nous avons été les premiers dans le canton à instaurer ce système, c'est le prédécesseur de M. Wicht, M. Bernard Monney ainsi que mon prédécesseur qui ont mis ce système en place il y a environ 40 ans » (Marc Capellini, cf. annexe C, p.156). Comme présenté au point 6.1, les premiers maîtres d'éducation physique ont été engagés essentiellement pour l'enseignement de la natation et de la patinoire ou en salle de gym uniquement pour les degrés supérieurs (5<sup>èmes</sup> et 6<sup>èmes</sup> années scolaires). Le rôle du maître d'éducation physique a ensuite évolué. Il y a eu, dans un premier temps, le développement du sport scolaire facultatif permettant aux élèves de pratiquer une activité sportive en dehors du temps scolaire sans pour autant être engagé dans une société ou un club sur une longue durée. Cette alternative permettait également de répondre au besoin d'utilisation des infrastructures sportives en dehors du temps scolaire. Par la suite, de plus en plus d'instituteurs primaires, dès l'âge de 50 ans et grâce à la décharge d'unités d'enseignement qui leur était accordée, commençaient à laisser tomber l'éducation physique. Les maîtres de sport ont alors pris ces heures de décharges et ont enseigné l'éducation physique, dans certaines classes, durant toute l'année. Ce système provoquait des inégalités de traitement entre les classes. Certains élèves avaient droit à un maître d'éducation physique à l'année et d'autres pas. M. Bernard Monney, maître de sport en ville de Fribourg, a alors proposé un concept de collaborations pédagogiques entre le maître spécialiste en éducation physique et l'instituteur.

Les autres communes se sont par la suite inspirées de ce concept qui compte notamment 3 grandes responsabilités ; l'enseignement d'activités à risque (natation, patinoire, ski, etc.), l'organisation du sport scolaire facultatif et la gestion des collaborations pédagogiques.

Comme les coûts de l'engagement des maîtres d'éducation physique sont uniquement à la charge des communes, elles peuvent ainsi décider de leur statut et adapter leur cahier des charges selon les besoins et la sensibilité de la commune respective. Ce chapitre va permettre de définir explicitement le cahier des charges d'un MEP en observant les nuances apportées par certaines communes, notamment au niveau de la promotion de l'activité physique dans le cadre extrascolaire. Une analyse des apports et des coûts de tels engagements sera également présentée afin de comprendre comment certaines communes peuvent se les permettre.

## **7.1 Le cahier des charges des MEP**

Le cahier des charges des MEP est très varié et contient des tâches administratives ou organisationnelles et des tâches pratiques, d'enseignement. Le cahier des charges est défini par le conseil communal en collaboration avec le chef de service des ressources humaines. La formation de maître d'éducation physique spécialisé pour le degré primaire n'existe pas encore. Le diplôme actuellement requis pour l'engagement d'un MEP est celui d'une formation universitaire comme maître d'éducation physique correspondant à l'enseignement au secondaire I.

### **7.1.1 Les tâches administratives**

Les tâches administratives des MEP sont pratiquement les mêmes dans toutes les communes. La Ville de Fribourg a un fonctionnement un peu différent en raison de son nombre important de MEP ; une personne responsable des MEP gère la majeure partie des tâches administratives. Dans les autres communes, ces dernières occupent environ 20 à 30% du temps de

travail des MEP engagés à 100%. Les tâches administratives sont les suivantes :

- élaboration des horaires d'éducation physique ;
- planification des activités spéciales (natation, patinoire, ski, après-midis sportifs, autres) ;
- planification et organisation des collaborations pédagogiques ;
- gestion du programme annuel pour l'éducation physique pour toutes les classes ;
- mise à disposition de moyens pédagogiques et didactiques pour les enseignants ;
- organisation des camps, journées sportives et manifestations sportives scolaires ;
- gestion du matériel scolaire et de secours pour l'éducation physique ;
- organisation et gestion du sport scolaire facultatif ;
- coach Jeunesse et Sport pour l'annonce des camps et des offres du sport facultatif ;
- communication et lien avec la commune pour tout ce qui touche au domaine sportif à l'école.

Le MEP de la commune de Marly a aussi un mandat supplémentaire dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé. « J'ai également un mandat annexe un peu particulier en tant que coordinateur de santé qui englobe l'organisation de modules sur l'alimentation, la sexualité, etc. » (Olivier Macchi, cf. annexe C, p.134).

Les communes de Bulle, de Villars-sur-Glâne et d'Estavayer-le-Lac ont également intégré dans le cahier des charges de leur MEP, une fonction de coordinateur sportif. Cette nouvelle appellation, instaurée récemment par l'office fédéral du sport a pour but d'accroître la promotion de l'activité physique dans la commune dans le cadre extrascolaire. Selon l'office fédéral du sport (2013), « le coordinateur de sport fait office de plaque tournante pour l'encouragement de l'activité physique et du sport à l'échelon communal ».



Son rôle est de :

- coordonner la collaboration des partenaires actifs avec leurs offres dans le domaine de l'activité physique et du sport ;
- faire partie de l'administration et de disposer des compétences et du pouvoir de décision nécessaires ;
- être l'interlocuteur/le centre de compétences pour la population, les clubs, les écoles et les partenaires commerciaux dans le paysage sportif de la commune ;
- mettre sur pied, le cas échéant, des offres d'activités physiques et sportives pour toute la population ;
- assurer la communication de manière ciblée afin de faire connaître les offres d'activités physiques et sportives dans toute la commune ;
- administrer les offres d'activités physiques et sportives dans la commune (par exemple Jeunesse et Sport, infrastructures, etc.) ;
- veiller à la qualité des offres et à leur mise en œuvre.

Le MEP de la commune de Marly a également effectué récemment la formation de coordinateur sportif. Cette fonction ne fait toutefois pas partie de son cahier des charges actuel, ou du moins pas encore.

### **7.1.2 Les tâches pratiques**

Bien que des MEP soient engagés dans ces diverses communes, il est important de relever que les instituteurs ne sont jamais déchargés d'éducation physique. Dans le cadre d'activités ayant lieu occasionnellement comme la natation, la patinoire, le ski ou les après-midis sportifs sur des thèmes particuliers, l'enseignement est effectué par le MEP, mais l'instituteur de la classe est toujours présent, chargé et participe aux cours en prenant la responsabilité de petites tâches. Pour les autres activités hebdomadaires en salle de gym, le MEP intervient selon une fréquence définie dans le cadre de collaborations pédagogiques. Cette intervention du maître spécialiste fait office de formation continue en direct avec les enfants. L'enseignant est donc

également présent, changé et se sert de la venue du MEP pour se perfectionner et enrichir ses compétences.

« Le fait qu'un spécialiste vienne dans ton cours pour traiter des thèmes, c'était à mon avis, et de l'avis général des enseignants, la meilleure formation continue possible, parce que les gens pouvaient faire les choses correctement, éviter de faire des erreurs et puis surtout avoir un répertoire d'exercices qui permettait de faire des cours appréciés par les enfants » (Alexandre Dupasquier, cf. annexe C, p.193).

La fréquence des activités spéciales comme la natation, la patinoire, le ski, l'escalade ou encore des après-midis sportifs dépend des infrastructures de la commune et de la sensibilité du MEP. La quantité d'interventions dans le cadre des collaborations pédagogiques varie en fonction du nombre de classes sous la responsabilité du MEP. Plus le nombre de classes est élevé, moins nombreuses sont ses interventions. Le calcul du nombre de classes par rapport au pourcentage du MEP est difficile à définir explicitement, car il dépend du statut du MEP dans la commune, mais également des infrastructures à disposition. Cependant, les observations dans les diverses communes tendent à prétendre qu'un rapport optimal serait de 20 à 25 classes pour un MEP engagé à 100%, permettant ainsi de garantir un suivi optimal. Ces observations sont également confirmées par Alexandre Dupasquier (cf. annexe C, p.197).

« Je pense que 20 à 25 classes, cela correspond à un maître d'éducation physique à 100%. 2 profs pour 50 classes. Cela permet d'aller dans des camps, d'organiser des journées sportives, de faire de la patinoire, de la natation et d'avoir un bon suivi dans les collaborations pédagogiques. Ce chiffre permet d'avoir environ 20-25 interventions entre la salle et les activités annexes ; patinoire, piscine, journées sportives sur l'année par classe, donc environ une fois toutes les 2 semaines ».

Le soutien pédagogique peut se faire de 2 manières ; en bloc ou en unité. Cela dépend de la sensibilité du MEP et des possibilités d'organisation. Le système en bloc préconise un suivi de plusieurs semaines consécutives permettant de travailler un thème complet de l'introduction à l'évaluation. Le système d'interventions à l'unité consiste à intervenir dans la classe une fois toutes les 3-4 semaines selon les communes et de travailler une partie d'une

thématique précise et de donner des pistes à l'enseignant pour la poursuite du thème.

« C'est une question de sensibilité, je pense que chaque concept a ses bons et ses mauvais côtés. Personnellement, pour avoir connu les 2 façons, je pense que la progression est meilleure avec un suivi en bloc, notamment chez les plus jeunes. Et pour l'enseignant, je pense que le fait d'avoir vu un thème complet, avec plein d'exercices, c'est aussi plus bénéfique » (Alexandre Dupasquier, cf. annexe C, p.196).

Le MEP de la commune d'Estavayer-le-Lac a la particularité de ne fonctionner qu'avec des collaborations pédagogiques, y compris pour l'enseignement des activités spéciales. La commune a la chance de bénéficier de 2 monitrices professionnelles engagées uniquement pour l'enseignement de la natation à toutes les classes et sous la supervision du MEP. La commune a également intégré, dans le cahier des charges du MEP, le rôle de promouvoir le mouvement durant les heures d'école (pauses actives, récréations, l'école bouge, apprentissage en mouvement, etc.). Le MEP intervient ainsi quelques fois durant l'année dans chaque classe, à raison de 10 minutes par intervention, pour introduire l'apprentissage en mouvement en salle de classe.

La majorité des MEP ont également, dans leur cahier des charges, 2 heures hebdomadaires d'enseignement du sport scolaire facultatif.

Le MEP de la commune de Romont a également la particularité d'avoir 3 heures hebdomadaires d'enseignement dans le centre éducatif spécialisé basé dans la commune.

## 7.2 Les apports d'un tel concept

Les apports d'un maître d'éducation physique sont nombreux et peuvent être répertoriés en plusieurs fonctions.

### ➤ Centralisation des tâches autour d'une seule et même personne

Le fait de disposer d'un MEP permet de centraliser un certain nombre de tâches administratives autour de cette personne. L'élaboration des horaires, la gestion du matériel, la gestion de l'éducation physique dans son ensemble, l'organisation des camps, des journées et autres manifestations sportives scolaires, le rôle du coach Jeunesse et Sport ou encore le rôle d'interlocuteur avec la commune dans le domaine sportif sont des exemples de tâches relativement vastes pouvant être ramenées à une seule et unique personne.

### ➤ Le sport scolaire facultatif

Le sport scolaire facultatif permet de proposer aux enfants toute une palette d'activités sportives gratuites en dehors des horaires scolaires. Cela permet de proposer une initiation à un sport sans un engagement de longue durée pour éveiller, faire découvrir un intérêt chez les enfants pour ensuite, éventuellement, les orienter vers un club ou une société sportive. Le sport facultatif reste dans le cadre du loisir, sans compétition. Le MEP peut également faire office de détecteur de talents précoces et les diriger vers des disciplines sportives correspondant à leurs facultés. Le but n'est pas de faire de la concurrence aux sociétés, mais de proposer des activités variées aux enfants afin de les motiver à continuer dans un club et éventuellement à se lancer dans la compétition.

« Le sport scolaire facultatif démontre le souci d'assurer à leurs jeunes citoyens une éducation, un encadrement par le sport offrant des facilités pour l'accès futur aux clubs sportifs locaux ou régionaux. Il démontre aussi la responsabilité des autorités communales envers ses citoyens en matière d'utilisation et d'exploitation des infrastructures sportives » (Denis Golliard, cf. annexe C, p.202).

Les coûts d'engagements des moniteurs pour le sport scolaire facultatif sont couverts par l'Etat à hauteur de 35%. La Confédération, grâce au service

Jeunesse et Sport, octroie également des subventions intéressantes pour le sport scolaire facultatif, pour autant que les activités aient lieu sur une période d'au moins 15 semaines, ce qui n'est pas toujours facilement conciliable dans l'organisation du calendrier scolaire.

Les taux de participation des élèves au sport scolaire facultatif sur le total des élèves dans les diverses communes contactées sont relativement élevés. Ils varient entre 1/5 pour la commune d'Estavayer-le-Lac qui a instauré ce système l'année dernière, 1/4 pour Romont, 2/3 pour Bulle et environ 1/2 pour les communes de Fribourg et Marly. Ces chiffres sont toutefois approximatifs car ils ne tiennent pas compte des inscriptions multiples d'un même élève.

#### ➤ Le soutien pédagogique

De manière générale, les collaborations pédagogiques sont très appréciées par les enseignants. Certains enseignants profitent de la venue du MEP pour avoir une leçon en moins à préparer alors que d'autres profitent de l'opportunité pour enrichir leur enseignement et apprendre de nombreuses choses. Les MEP interrogés et en place dans la commune depuis un certain temps, constatent une évolution positive et productive dans l'implication générale des enseignants, dans la mesure où il y en a de plus en plus qui posent des questions concernant le plan annuel et qui montrent de l'intérêt pour la branche.

La Ville de Fribourg a même fait, il y a 3 ans des visites didactiques de 22 classes pour évaluer l'évolution de l'apport des collaborations pédagogiques.

« On a donc visité avec l'ancien inspecteur, des leçons d'éducation physique données par des enseignants généralistes et on a été vraiment surpris en bien de voir à quel point les enseignants avaient développé des compétences pour l'enseignement de l'éducation physique. Donc le retour était très positif par rapport au soutien pédagogique » (Jean-Marc Wicht, cf. annexe C, p.161).

Le soutien pédagogique, sous la forme de formations continues directement dans les classes avec les enfants, permet de rassurer les enseignants,

notamment au niveau de la sécurité. La venue du MEP dans la classe permet de clarifier des éléments sécuritaires importants et de remettre à niveau les connaissances des enseignants qui auront ainsi moins peur de proposer des activités variées impliquant du matériel spécifique comme des agrès par exemple. Les interventions des MEP assurent également la tenue et le respect du programme annuel comportant de nombreuses thématiques spécifiques. Le MEP est également responsable de fournir les moyens didactiques nécessaires aux enseignants pour leur faciliter la tâche et ainsi offrir toutes les dispositions possibles pour un enseignement de qualité.

« Le principal argument c'est l'enfant, et les instituteurs qui sont des généralistes se plaignaient de manquer d'outils, de ne pas avoir les connaissances suffisantes pour vraiment faire de l'éducation physique. Quand on dit éducation physique, on a tout le côté enseignement et connaissance du mouvement qui entrent en ligne de compte » (Alexandre Dupasquier, cf annexe C, p.193).

Le système des collaborations pédagogiques permet également de ne pas péjorer des enseignants qui seraient très compétents et très motivés par l'enseignement de l'éducation physique. Les MEP ne remplacent pas l'enseignant qui est présent à chaque leçon. Il s'agit d'un coaching qui peut naturellement être adapté selon les besoins du corps enseignant. Il est tout à fait imaginable d'intensifier les collaborations pédagogiques avec un enseignant dont le besoin est conséquent et à l'inverse de les diminuer pour un enseignant déjà très à l'aise dans le domaine. Le soutien pédagogique contribue fortement à l'assurance d'une certaine qualité dans l'enseignement de l'éducation physique.

Les interventions passagères du MEP d'Estavayer-le-Lac en salle de classe pour le développement de l'apprentissage en mouvement permettent également de fournir des idées aux instituteurs et de les encourager à perpétuer l'intégration de cet apprentissage dans leur enseignement classique. « L'école bouge, pour introduire l'activité de mouvement en salle de classe, c'est super et ça a très bien marché » (Julien Roy, cf. annexe C, p.168).

➤ L'enseignement des activités à risque ou spéciales

Les directives cantonales exigent 2 personnes par classe ayant le brevet de sauvetage pour l'enseignement de la natation. Les communes qui souhaitent proposer cet enseignement à leurs élèves doivent respecter ces directives et mettre à disposition de l'enseignant une 2<sup>ème</sup> personne compétente. Le MEP favorise cette organisation, puisque c'est lui qui prend la responsabilité de cet enseignement, toujours accompagné du maître de la classe. Le MEP connaît les élèves et les instituteurs, cela facilite ainsi les contacts et l'approche d'un milieu à la fois dangereux et excitant pour les enfants.

L'enseignement de la patinoire, du ski, de l'escalade (pour autant que le MEP ait la distinction suffisante), du roller, du vélo, de la course d'orientation, des sports de combat ou autres nécessite des compétences particulières que peu d'enseignants généralistes peuvent se targuer d'avoir. L'intervention d'un spécialiste pour l'enseignement de ces activités sous la forme d'après-midis sportifs par exemple, offre l'opportunité aux élèves de diversifier leurs pratiques sportives tout en minimisant les risques d'accident.

« Le maître de sport spécialiste permet de proposer un nombre d'activités plus important. Dans le développement moteur de l'enfant, on sait que la poly sportivité joue un grand rôle et la découverte de nouvelles activités joue un rôle très important. C'est également dans cette tranche d'âge, à l'école primaire, que l'apprentissage est le meilleur. Il y a aussi beaucoup de valeurs éducatives à transmettre à travers le sport » (Philippe Fragnière, cf. annexe C, p.124).

L'augmentation de la population et l'arrivée de la 2<sup>ème</sup> année d'école enfantine posent de nombreux problèmes à beaucoup de communes en termes d'infrastructures sportives. Ainsi, les 3 unités d'éducation physique hebdomadaires obligatoires ont de la peine parfois à être maintenues en raison du manque de salles de gym. La mise à disposition d'un MEP permet de proposer des activités extérieures ou dans un cadre différent sans causer des soucis d'organisation et de gestion au corps enseignant. « On a un problème d'infrastructures en Ville de Fribourg, on est obligé de proposer une bonne fréquence d'autres activités pour arriver aux 3 heures obligatoires de sport par semaine. Ce qui nécessite d'avoir des maîtres de sport en suffisance » (Jean-Marc Wicht, cf. annexe C, p.159).

### ➤ Le coordinateur sportif

Les rôles du coordinateur sportif, comme présenté au point 7.1.1 par l'office fédéral du sport, sont multiples. Dans les faits, les MEP des communes contactées en remplissent déjà certains à travers leur cahier des charges comme maître d'éducation physique. Par le biais du sport scolaire facultatif, les MEP essaient d'instaurer une communication entre l'école et les sociétés. Ils sont également un interlocuteur important pour les communes en matière de connaissances sportives. En revanche, le rôle que remplissent les coordinateurs sportifs des communes d'Estavayer-le-Lac et de Bulle, (il n'y a pas eu d'entretien avec la commune de Villars-sur-Glâne qui possède toutefois également un MEP officiant comme coordinateur sportif), va bien au-delà. Ils jouent un rôle de promoteur de l'activité physique à l'ensemble de la population. Ils font notamment partie de commissions d'animations sportives comme le concept « la Suisse bouge » par exemple, ils créent des liens entre les sociétés et défendent leurs intérêts auprès de la commune, ils sont également à disposition de la commune comme conseiller ou consultant dans le cadre d'aménagement sportif. En d'autres termes, ils ont un rôle de tampon, assurant le lien entre la commune et les diverses activités sportives (sociétés, manifestations, groupes de travail, etc.).

La Ville de Fribourg dispose d'un service des sports qui remplit cette tâche de coordinateur sportif. « Le service des sports est en lien avec les commissions de la jeunesse, s'occupe des sociétés sportives, fait le lien et met à disposition les infrastructures de la Ville. Il s'occupe de tout le sport en dehors de l'école » (Marc Capellini, cf. annexe C, p.164).

## **7.3 Les coûts d'un maître d'éducation physique**

Le statut des maîtres d'éducation physique varie selon les communes. Pour les communes d'Estavayer-le-Lac et de Romont, les MEP ont un statut d'employé communal basé sur un contrat de 42 heures et 5 semaines de vacances, respectivement 7 semaines pour le MEP de Romont. Alors que pour les autres communes, les MEP ont tous un statut d'enseignant basé sur un



contrat de 28 unités d'enseignement hors vacances scolaires. Ils ont ainsi des unités de décharge pour des tâches organisationnelles non liées à l'enseignement (organisation du sport facultatif, organisation des camps, gestion du matériel, etc.). Les salaires des MEP varient également en fonction des communes. Certaines communes fonctionnent avec des échelles de traitement indépendantes alors que d'autres se basent sur l'échelle de traitement de l'Etat. De manière générale, le salaire d'un MEP est équivalent à celui d'un maître d'éducation physique travaillant à l'école secondaire. Il s'agit ainsi de la classe 21 de l'échelle 36 de l'Etat (cf. annexe A) En fonction des échelles de traitement, il peut y avoir certaines légères différences dans l'évolution des salaires avec le temps. En fonction de la carrière d'un MEP, on peut estimer son salaire annuel moyen brut à environ 100'000. --.

L'ajustement des salaires des MEP de la Ville de Fribourg en classe 21 a été adopté tout récemment par le conseil communal.

« Pour nous, cela devenait gentiment difficile pour les engagements, quand on voit maintenant le parcours du combattant que les étudiants doivent accomplir pour devenir maître de sport. Et on sait que le facteur financier reste quand même un élément important pour l'engagement » (Jean-Marc Wicht, cf. annexe C, p.161).

Globalement, les MEP consultés sont satisfaits de leur salaire et le trouve correct et justifié par rapport ; à leur formation universitaire de maître d'éducation physique, aux tâches d'enseignement à la fois à des enfants mais également à des adultes à travers les collaborations pédagogiques, à la grande responsabilité occasionnée par l'enseignement d'activités à risque comme la natation, le ski ou la patinoire.

« Pour moi, ce salaire est justifié dans la mesure où il n'y a pas qu'un travail d'enseignement, mais il y a tout le volume de travail pour l'organisation des camps, pour la mise en place du sport scolaire facultatif, il y a une responsabilité administrative et sécuritaire qui fait que c'est relativement lourd. Je trouve que c'est un travail qui est plus prenant, qui demande un investissement plus grand que si tu es dans un cycle d'orientation ou un collège. Après, on peut toujours discuter de la différence de traitement par rapport aux enseignants primaires qui ne sont, à mon avis, pas assez payés » (Alexandre Dupasquier, cf. annexe C, p.197).

Les MEP sont tous très contents de leur travail et manifestent un certain enthousiasme pour leur métier, mettant en avant la variété et la diversité des tâches administratives et pratiques. Ils sont toutefois conscients que les responsabilités et les tâches administratives qu'incombe ce rôle de MEP, sont certainement plus conséquentes que le rôle d'un maître d'éducation physique officiant dans un établissement scolaire du secondaire I ou II, notamment en raison de la gestion et de la planification du soutien pédagogique ainsi que la programmation des horaires d'éducation physique et des activités spéciales pour tout un cercle scolaire sans oublier le rôle d'interlocuteur auprès de la commune.

#### **7.4 Comment les communes peuvent-elles se permettre de tels engagements ?**

Le facteur financier est un élément capital dans l'instauration d'un maître d'éducation physique. Comme le montre l'échelle de traitement salarial des MEP (cf. annexe A), cela représente un gros investissement.

Le système de maître d'éducation physique dans les communes de Fribourg, Villars-sur-Glâne, Bulle, Romont et Marly est en place depuis très longtemps et apporte une telle satisfaction qu'il serait inimaginable de devoir s'en passer.

« Quand on a instauré quelque chose qui porte satisfaction, il est très difficile de revenir en arrière et de le supprimer. Et puis, il faut également constater que la population de la Ville de Fribourg n'est pas la même que dans les petites communes de campagne. L'instauration de maîtres de sport est devenue pratiquement une nécessité indispensable pour nos écoles primaires » (Antoinette de Weck, cf. annexe C, p.158+162).

« Cela fait tellement longtemps que c'est en place que c'est devenu une normalité dans la vie de la commune » (Françoise Savary, cf. annexe C, p.141).

« Cela fait maintenant 50 ans que Romont a un maître de sport, et on peut dire que le maître de sport fait partie du quotidien de la vie des enfants qui vont à l'école

primaire. Je pense qu'aujourd'hui, si on enlevait le maître de sport, il y aurait un levé de bouclier de la population » (Roger Brodard, cf. annexe C, p.150).

Les politiciens des communes contactées relèvent également le fait que pour de grandes communes comportant une certaine masse d'élèves, le coût par élève reste relativement bas. Et au niveau de la coordination des salles de sport, du matériel ou encore de la planification des activités sportives, cela devient pratiquement une obligation d'avoir une personne responsable de toute cette organisation. L'utilisation à bon escient des nombreuses infrastructures sportives des grandes communes ainsi que la prévention de la santé sont des arguments également importants dans la prise de décisions des politiciens.

Pour la commune d'Estavayer-le-Lac qui a instauré ce concept l'année dernière seulement, les finances se portaient bien et l'appui du législatif était conséquent. « On n'a eu aucun souci à faire passer ce poste. Puis après, c'est des questions de budget, quand on met de l'argent pour quelque chose, on essaie d'en économiser ailleurs » (Christophe Pillonel, cf. annexe C, p.172).

Il n'y a donc pas vraiment de stratégies budgétaires dans ces communes pour se « permettre » un tel engagement. Même si les finances sont suffisamment bonnes pour s'offrir une telle prestation, ce sont plutôt l'enthousiasme, la satisfaction et la prise de conscience de l'importance d'un maître d'éducation physique qui permettent à ces communes de faire perdurer ce mandat.

## **8 Discussion – les enjeux d’un maître d’éducation physique dans une commune**

Comme présenté dans la partie théorique de ce travail, les bienfaits de l’activité physique chez les enfants sont multiples et ont des répercussions considérables sur la prévention de la santé et le développement des enfants. La promotion de l’activité physique dans les communes, tant au niveau scolaire qu’extrascolaire doit, en ce sens, être une priorité. Au vu de l’importance et de la charge de travail qu’incombe cette responsabilité, l’apport d’un maître d’éducation physique pourrait s’avérer être une nécessité, voire même une obligation.

En effet, les enseignants généralistes n’ont pas toujours les compétences suffisantes et le temps à disposition pour proposer des leçons variées et adaptées au développement psychomoteur des enfants. Le manque de connaissances techniques, la difficulté de gestion d’élèves en mouvement et la crainte des accidents limitent régulièrement l’enseignement de l’éducation physique à des éléments basiques et répétitifs nuisant au développement de la motricité infantile. Comme présenté au point 1.1.2, la phase de développement de l’enfant, correspondant à l’école primaire, constitue la meilleure phase d’apprentissage moteur. Les enfants ont également, durant cette période, une motivation, une envie de bouger et de découverte qu’il faut utiliser à bon escient en leur proposant des activités sportives variées et diversifiées.

« Pour moi, l’engagement d’un maître d’éducation physique est une nécessité dans la mesure où j’ai pu me rendre compte pendant plus de 20 ans à l’école primaire, que le développement psychomoteur entre 6 et 12 ans était vraiment une période clé et que si on avait un spécialiste qui pouvait apporter de l’eau au moulin, c’était très très important » (Alexandre Dupasquier, cf. annexe C, p.192).

Les effets de l’activité physique sur les facteurs de risque des maladies cardiovasculaires (cf. 1.3.3), pour la prévention de l’ostéoporose (cf. 1.4.2) ou de la surcharge pondérale (cf. 1.3.2) sont efficaces en éducation physique, à

travers des exercices spécifiques et adaptés, nécessitant des connaissances particulières dans l'encadrement des enfants.

De même, les conséquences psychologiques qui peuvent être véhiculées à travers une mauvaise gestion de l'enseignement de l'éducation physique ou un mauvais encadrement (cf. 2.4) peuvent avoir des répercussions importantes sur le développement psychosocial et comportemental des enfants. La prise de conscience de son corps, de ses capacités, de ses compétences, la construction de la confiance en soi, de l'estime de soi et l'affirmation de la personnalité sont autant de facteurs ayant une part prépondérante dans le développement psychosocial, cognitif et émotionnel de l'enfant. Ces facteurs peuvent être développés en éducation physique grâce à une pédagogie d'enseignement spécifique basée sur la progression et l'accomplissement personnel.

L'apport d'un MEP est ainsi primordial afin de soutenir les instituteurs en leur proposant des collaborations pédagogiques. Le fait de fournir des outils pédagogiques, de démontrer des thématiques et des formes d'organisation pour la gestion d'élèves en mouvement, de remettre à niveau les connaissances des enseignants, notamment au niveau de la sécurité et de l'utilisation du matériel, d'être à disposition pour des compléments d'informations et d'assurer le suivi du programme rassure les enseignants et contribue fortement à la qualité de l'enseignement. Le métier d'instituteur primaire est très conséquent. L'enseignement des différentes matières scolaires demande beaucoup d'investissement dans la préparation des leçons et l'intensification des contenus des programmes scolaires ainsi que la gestion des parents, toujours plus soucieux quant à l'avenir de leurs enfants, deviennent de plus en plus pesants. Les problèmes de santé, tels que le burn out ou la dépression découlant de cette surcharge de travail chez les enseignants primaires sont en constante augmentation. Dans ce cadre-là, la mise à disposition d'un maître d'éducation physique dans un cercle scolaire permet de soulager considérablement les enseignants. Même si le MEP n'intervient pas chaque semaine dans la classe, le fait de se sentir aidé et soutenu est important pour les enseignants. Les moyens didactiques à

disposition et l'aide du MEP permettent également aux instituteurs de dépenser moins de temps dans la préparation des leçons d'éducation physique et de pouvoir ainsi concentrer leur énergie ailleurs.

« Au niveau organisationnel, l'éducation physique a un impact qui est grand et les appuis permettent de soulager fortement l'enseignant. Je pense que cela leur permet aussi à quelque part d'avoir peut-être un peu plus d'énergie pour les autres branches, donc c'est en quelque sorte une forme de décharge et dans la carrière d'un enseignant, c'est important d'avoir ce genre de choses-là » (Alexandre Dupasquier, cf. annexe C, p.193).

Certaines écoles procèdent déjà à des échanges entre les enseignants qui auraient des compétences plus pointues dans certaines matières spécifiques. Ces arrangements ne sont toutefois que ponctuels, éphémères et rediscutés d'année en année. Ils dépendent de plusieurs facteurs et ne peuvent malheureusement pas toujours être reconduits.

Le développement de l'offre sportive par le biais d'après-midis sportifs ou d'activités spéciales comme la natation, la patinoire, le ski, l'escalade ou autres, permet de soulager l'occupation des salles de gym et de garantir ainsi les 3 unités d'éducation physique hebdomadaires obligatoires. Avec l'arrivée de la 2<sup>ème</sup> année d'école enfantine, un grand nombre de communes sont empruntées au niveau de l'occupation des salles de gym. Cela permet aussi surtout de proposer aux enfants une découverte enrichissante d'éléments moteurs variés et sortant de l'ordinaire. La diversité a une influence importante pour le développement des facultés de coordination et de la motricité qui auront des avantages notoires dans le développement sensoriel et cognitif des enfants (cf. 1.1.4). Les observations réalisées dans les diverses communes contactées, indépendamment des infrastructures à disposition, démontrent que les fréquences d'activités spéciales sont plus élevées dans les communes ayant un maître d'éducation physique que dans les autres communes. Tous les instituteurs primaires n'ont pas les compétences ni le courage de prendre la responsabilité de telles activités. La présence d'un MEP garantit un cadre sécurisé et compétent. De même, l'organisation des activités spéciales, des camps, des journées ou des manifestations sportives

dans le cadre scolaire nécessite des compétences particulières et demande un investissement conséquent dont les enseignants généralistes ne peuvent pas toujours faire preuve. Le MEP peut s'en occuper et ainsi décharger les instituteurs de cette lourde responsabilité.

Le concept « l'école bouge » propose une solution alternative pour augmenter le temps d'activité physique ; l'école en mouvement. Ce concept incite les enseignants à intégrer le mouvement dans leur enseignement académique. Comme expliqué au point 1.5.1, des recherches montrent que les programmes d'enseignement axés sur le mouvement améliorent la concentration, la mémoire, l'irrigation du cerveau et le climat d'apprentissage. Ces programmes induisent également un changement de comportement durant les loisirs ; les enfants bougent plus et passent moins de temps devant la télévision. L'encouragement de l'activité physique à l'école est également positif pour les enseignants ; la satisfaction au travail augmente. Les avantages sont évidents pour l'école dans sa globalité.

Bien que le concept soit intéressant et efficace, l'instauration d'une telle pédagogie dépend de la volonté et du bon vouloir des enseignants. Selon Jean-Marc Aebischer, collaborateur pédagogique au service cantonal du sport, il n'y a pas de directives, il y a simplement des recommandations du service cantonal du sport. Les enseignants à l'école primaire sont déjà confrontés à tellement de problèmes dans leur métier que cette proposition est souvent peu considérée, voire quasiment négligée. A titre indicatif, à l'heure actuelle<sup>17</sup>, 3324 classes s'engagent en Suisse dans ce système.

L'intervention d'un spécialiste du mouvement serait bénéfique pour développer ce concept dans les écoles. Le site Internet de « l'école bouge » propose une multitude d'exemples d'exercices réalisables, mais leur mise en pratique mériterait certainement une démonstration faite par un spécialiste qui assurerait également le suivi et la planification d'un tel système.

---

<sup>17</sup> Chiffre reporté au 11 juin 2013

L'organisation du sport scolaire facultatif permettant d'utiliser de manière efficiente les installations sportives à disposition et d'encourager les enfants à pratiquer d'avantage d'activités sportives est également un facteur capital dans le rôle de l'école pour la promotion de l'activité physique. En effet, les enfants peuvent profiter d'un service gratuit en toute proximité et dans un cadre qu'ils connaissent et où ils sont à l'aise. La gratuité de ce service et son accessibilité ne laissent aucune excuse aux parents qui pourraient parfois rencontrer des soucis d'organisation dans l'engagement de leurs enfants dans une société sportive. Ce travail d'organisation et de gestion du sport facultatif, comprenant également le rôle de coach Jeunesse et Sport, peut prendre une certaine ampleur selon l'établissement scolaire et cela nécessite de mettre des heures à disposition pour gérer toute cette organisation. Un maître d'éducation physique a également l'avantage d'avoir un réseau de connaissances qui pourrait faciliter la recherche de moniteurs. Le sport scolaire facultatif a fait ses preuves dans de nombreuses communes et le nombre d'enfants orientés vers les sociétés sportives par le biais du sport facultatif est en augmentation et permet ainsi d'assurer une régénérescence de membres dans les clubs. « Le fait de proposer des activités extrascolaires en essai et d'intéresser les enfants pour le sport, cela permet de grossir les effectifs des sociétés sportives de la commune » (Philippe Fragnière, cf. annexe C, p.124).

Tous ces moyens au niveau scolaire permettent d'éveiller un intérêt pour la pratique sportive chez les enfants dès leur plus jeune âge. Il est capital que les enfants prennent des habitudes saines qui perdurent dans la période d'adolescence et à l'âge adulte. Les enfants font preuve d'une motivation naturelle, d'un besoin de bouger et d'une envie de découvrir et d'expérimenter de nouvelles choses, il faut ainsi privilégier cette phase du développement de l'enfant en favorisant l'apprentissage par une offre sportive complète et variée et par un encadrement de qualité. Un développement psychomoteur de qualité dans le cadre scolaire permet aux enfants d'être également plus à l'aise dans leur pratique sportive en club ou pour leur propre plaisir. Comme démontré au point 2.3, l'estime de soi et



l'estime de ses compétences jouent un rôle important dans le maintien d'une activité sportive. Afin de favoriser le développement de ces facteurs psychologiques à travers les pratiques sportives, il est primordial d'offrir à l'enfant, dans le cadre scolaire, une base solide de capacités motrices. Un développement psychomoteur de qualité chez les enfants permet également de détecter de jeunes talents dans l'optique du sport d'élite. En effet, plus l'acquisition d'aptitudes motrices est complète et diversifiée, plus grandes sont les chances d'avoir des enfants très compétents dans la pratique sportive en club. La présence d'un MEP peut même accélérer ce processus de détection de talents en orientant les enfants vers des disciplines sportives où leurs compétences ressortent très fortement.

Les communes disposant de maîtres d'éducation physique sont toutes très enchantées de leur système et la satisfaction des enseignants, des parents et des enfants est très marquée.

« Un retour positif qu'on a régulièrement, c'est lors de ma visite des classes où je rencontre les enseignants et là je vois qu'il y a une vraie satisfaction, notamment des enseignants qui viennent d'autres cercles scolaires ou d'autres cantons qui me disent que ce système est génial, que cela leur facilite la vie avec l'appui, le coaching, il y a toute une diversité d'activités sportives qui est mise sur pied par les maîtres d'éducation physique » (David Seydoux, cf. annexe C, p.152).

« Je vais de temps en temps discuter avec les enseignants et je dois dire que la plupart sont vraiment très contents, à part peut-être un ou deux, qui eux aimeraient que cela aille un peu plus loin. Mais je dirais que 95% des enseignants sont très satisfaits qu'on ait un maître de sport » (Micheline Poulin, cf. annexe C, p.145).

« Sans vouloir jeter des fleurs à Julien (MEP de la commune), il fait un excellent travail et les enseignants sont très contents. Ils voient vraiment quelque chose de bien, Julien ne vient pas les remplacer, il vient les former, il vient leur donner des outils pour améliorer leur enseignement. Et puis, bien sûr, les enfants aussi sont très contents » (Christophe Pillonel, cf. annexe C, p.168).

Les maîtres de sport contactés sont également unanimes sur les bienfaits et la nécessité d'un tel système.

« Même si le sport n'est pas une branche principale, le suivi qu'on a avec les maîtres de classe montre une certaine importance de la branche et on peut observer chez beaucoup d'enseignants une certaine prise de conscience de la branche » (Philippe Fragnière, cf. annexe C, p.122).

« Pour moi clairement, on connaît les problèmes actuels de la société avec des enfants qui bougent de moins en moins et qui mangent de moins en moins bien et l'activité physique doit être développée au maximum. On doit susciter l'intérêt chez l'enfant pour le mouvement à travers une qualité dans l'enseignement de l'éducation physique et par une offre sportive complète et variée. On doit essayer de développer l'enseignement de l'éducation physique en rendant attentif tant les enseignants que les autorités communales de l'importance de l'éducation physique pour le développement de l'enfant et pour sa santé » (Olivier Macchi, cf. annexe C, p.139 + 135).

« Au niveau primaire, les enseignants ont une formation de généraliste et la salle de gym c'est vraiment quelque chose de complètement différent de la salle de classe et difficile à gérer. Il y a aussi le facteur de la sécurité, donc pour moi, le spécialiste est indispensable » (Pierre Richoz, cf. annexe C, p.132).

Ce système de maître d'éducation physique permet également de pallier les problèmes d'inégalité de traitement entre les enfants. Certains enseignants, motivés et compétents en éducation physique proposent des activités variées et propices au développement moteur des enfants alors que d'autres enseignants, moins à l'aise dans la branche, n'ont pas le même apport.

« Ce système permet d'offrir à tous les enfants primaires les mêmes possibilités. Car sinon il y aurait des grosses inégalités entre des enfants ayant un enseignant sportif, qui souhaite proposer la natation ou les accompagner à la patinoire, et d'autres enseignants qui ne souhaitent pas prendre cela en charge par manque de compétences ou de capacités » (Jean-Marc Wicht, cf. annexe C, p.158).

Ce système ne peut, bien évidemment, pas annihiler les différences de compétences entre les enseignants, mais l'apport d'un MEP permet de garantir le respect et le suivi d'un programme d'établissement annuel d'éducation physique, de former, d'aider, de soutenir d'avantage les enseignants dans le besoin afin d'optimiser la qualité de l'enseignement.

Le domaine extrascolaire, avec la dimension d'animation, de promotion de l'activité physique dans la commune pour l'ensemble de la population n'est toutefois encore que peu intégrée dans les tâches du MEP.

« Pour moi, il doit y avoir 4 dimensions ; le sport facultatif, l'appui pédagogique, l'enseignement des activités spéciales (natation etc.), et encore l'aspect d'animation dans la commune par des joutes, des tournois par exemple qui sont importants dans la vie d'une commune. » (Alexandre Dupasquier, cf. annexe C, p.198).

Les propos de Denis Golliard (cf. annexe C, p.206) rejoignent ceux d'Alexandre Dupasquier.

« Le MEP de l'avenir doit être à la fois un enseignant, un coach, un promoteur, un coordinateur sportif. C'est avec ce profil qu'il faut convaincre les communes d'engager des MEP. Le temps où l'enseignement de l'EPS<sup>18</sup> au primaire devait être confié à des MEP par attractivité pour une commune ou simplement pour décharger des enseignants généralistes est révolu ».

Les communes de Bulle, de Villars-sur-Glâne et d'Estavayer-le-Lac ont intégré cette responsabilité de promoteur de l'activité physique au niveau extrascolaire à leur maître d'éducation physique respectif. La valorisation d'une telle responsabilité doit cependant être adaptée à sa juste valeur en fonction des besoins de la commune. Le travail de coordinateur sportif représente certainement un rôle plus conséquent dans les grandes communes, mais même dans les petites communes, le rôle d'un animateur sportif a son importance. « On le voit à Villars-sur-Glâne où la seule fois où tout le village est rassemblé, c'est quand il y a le tournoi de football » (Alexandre Dupasquier, cf. annexe C, p.198). L'organisation de manifestations sportives touchant l'ensemble de la population, la promotion de l'activité sportive à travers un réseau de sociétés facilitant leur accessibilité ainsi que l'organisation d'événements sportifs pour les enfants en dehors du cadre scolaire tels que des tournois ou des camps constituent une énorme plus-value pour la commune. Les conseillers communaux n'ont pas toujours le temps, ni les compétences pour assumer de telles fonctions.

---

<sup>18</sup> Education physique et sportive

« Il faut bien voir que nous, en tant que conseillers, on n'a pas de temps pour l'exécution, on s'occupe principalement de la stratégie et de l'opérationnel mais il fallait quelqu'un pour organiser tout ça » (David Seydoux, cf. annexe C, p.155).

« Il y a aussi l'aspect d'innover, de dynamiser, de proposer de nouvelles choses à la population qui est très intéressant. C'est indispensable, mais ce n'est pas notre métier » (Gilles de Reyff, cf. annexe C, p.183).

Le MEP peut ainsi s'en charger et être également un interlocuteur de la commune pour gérer la communication, la cohabitation et les liens entre les sociétés, de même que son avis dans l'aménagement de l'environnement sportif peut être pris en compte. L'aménagement d'espaces ludiques favorisant le mouvement pour les enfants dans des projets de constructions diverses ou encore une accessibilité sécurisée à l'école offrant aux enfants la possibilité d'y venir par leurs propres moyens sont des thématiques très importantes. Le MEP peut également servir d'interlocuteur pour défendre les intérêts des sociétés sportives ou de l'école auprès de la commune pour des demandes concernant le domaine sportif. « Nous, en tant qu'enseignants généralistes, on n'est pas toujours très crédibles, donc du moment qu'il y a une personne spécialisée qui a un contact avec la population, avec les enseignants, avec la commune, elle serait peut-être un peu plus écoutée » (Barbara Prencipe, cf. annexe C, p.190). Le simple fait d'avoir carte blanche pour proposer et développer une animation sportive extrascolaire est une tâche extrêmement intéressante pour le MEP et certainement une grosse plus-value pour la commune.

L'encadrement familial joue un rôle principal dans l'éducation des enfants. La promotion de l'activité physique et la prévention de la santé auprès de leurs enfants à travers des valeurs saines au niveau de l'hygiène de vie, de l'alimentation et contre la sédentarité doit être l'une des priorités des parents. Les enfants s'identifient souvent à leurs parents qu'ils prennent en exemple ou comme modèle. Il est donc primordial que les parents se comportent comme tel et soient eux-mêmes actifs. Les enfants sont en quête de découverte et de mouvement, les parents doivent leur proposer des

espaces propices au mouvement, que ce soit dans leur logement ou dans leur environnement. Ils doivent laisser leurs enfants expérimenter leur corps en faisant des expériences personnelles. Les enfants sont demandeurs d'activités, il est important de privilégier ces activités en famille. Malheureusement, tous les parents n'ont pas conscience de ces éléments et il est ainsi nécessaire de les mettre au courant, de leur faire prendre conscience de l'impact de l'activité physique dans le développement de leurs enfants. La communication et le dialogue avec les parents sont, en ce sens, des mesures indispensables à développer. Le MEP peut jouer un rôle de sensibilisation auprès des parents, à travers des séances d'informations ou de manifestations sportives dans l'objectif de promouvoir l'activité physique à des fins de prévention de la santé.

L'attrait du maître d'éducation physique peut éventuellement intéresser d'autres institutions privées ou publiques de la commune, comme des crèches ou jardins d'enfants, des homes pour personnes âgées, des foyers sociaux ou encore des établissements d'éducation spécialisée. C'est par exemple le cas du MEP de Romont qui est engagé à 10% par le centre éducatif spécialisé. Les éducateurs de ces diverses institutions ont tous eu une formation complète mais générale et, à nouveau, les propositions en matière d'activité physique dépendent grandement des capacités et des envies des éducateurs en question. Des interventions passagères du MEP pourraient voir le jour et générer un apport élargi à l'ensemble de la commune. Ce dernier pourrait leur apporter, éventuellement sous la forme de collaborations pédagogiques, des outils pour améliorer le développement et la qualité de l'activité physique. Il pourrait également prendre en charge certaines activités nécessitant la présence d'un spécialiste afin de proposer une plus grande diversité dans l'offre sportive. Un certain pourcentage dans son cahier des charges pourrait être accordé à des interventions dans ces divers établissements moyennant, bien évidemment, un partage des coûts en conséquence.

La formation universitaire de maître d'éducation physique est relativement longue et conséquente. Même si le facteur financier n'est pas toujours décisif, il doit être pris en compte pour motiver les maîtres d'éducation physique à s'intéresser au degré primaire. Le salaire d'un MEP devrait se baser sur un statut d'enseignant compté sur 28 unités d'enseignement et évalué selon l'échelle de traitement 36 de l'Etat en classe 21 (cf. annexe A). Le contrat devrait aussi comporter un certain nombre d'unités de décharge en fonction des tâches administratives scolaires et extrascolaires.

« Dans le cahier des charges, il faut également qu'il y ait une reconnaissance pour le travail administratif surtout avec les annonces d'offre à Jeunesse et Sport ou dans la gestion des moniteurs pour le sport facultatif, cela demande beaucoup de travail. Je sais que c'est souvent discuté dans les communes pour avoir un statut d'employé communal sur 42 heures, mais les maîtres d'éducation physiques sont des enseignants avec les mêmes règles, les mêmes droits qu'à l'Etat et devraient être basés sur 28 unités d'enseignement » (Alexandre Dupasquier, cf. annexe C, p.198).

Les coûts financiers pour de tels engagements sont relativement importants. Bien que ces dépenses viennent noyées dans les budgets colossaux des grandes communes, la problématique des charges liées laisse toutefois peu de marge de manœuvre aux communes dans l'instauration de nouveaux postes. Il est important de souligner qu'un MEP engagé à 100% correspond à un cercle scolaire de 20 à 25 classes. Il faudrait ainsi adapter son pourcentage d'engagement au nombre de classes du cercle scolaire en question et prendre également en compte son éventuel apport dans le domaine extrascolaire. Les communes disposant actuellement d'un MEP ne sont toutefois pas plus riches que les autres communes, elles ont simplement fait le choix d'investir dans un milieu important qui leur apporte une totale satisfaction. Les autres communes devraient également prendre conscience des bienfaits de l'activité physique et d'un encadrement optimal pour le développement psychomoteur, cognitif, émotionnel et psychosocial des enfants favorisant un équilibre sain dans la vie des enfants. Les sous-chapitres suivants vont décrire le rôle éventuel de l'Etat dans le développement des maîtres d'éducation physique et explorer des pistes afin d'inciter les communes à se lancer dans de telles réflexions.

## 8.1 Le rôle de l'Etat

Les politiciens des communes contactées, avec certaines nuances toutefois pour la Ville de Fribourg, sont tous unanimes concernant la nécessité d'un soutien financier de l'Etat pour le développement de l'instauration des MEP dans les communes. L'argument principal avancé par les politiciens se trouve dans la prévention de la santé.

« Effectivement, on parle toujours du concept de santé à l'école alors pourquoi l'Etat ne prendrait-il pas les choses en main pour investir à travers des maîtres de sport ? » (Gilles de Reyff, cf. annexe C, p.183).

« Du moment qu'il s'agit de politique sur le domaine de la promotion de la santé, c'est ridicule d'avoir des différences entre les cercles scolaires, donc oui je pense qu'il faudrait une participation de l'Etat » (David Seydoux, cf. annexe C, p.154).

L'Etat a également la mission d'assurer la qualité de l'enseignement dans le domaine scolaire. « L'Etat a une responsabilité pédagogique pour l'enseignement de l'EPS et doit veiller, avec les communes, à la qualité de l'enseignement. Une aide financière me paraît tout à fait logique » (Denis Golliard, cf. annexe C, p.205). Est-ce que, compte tenu de l'importance de l'activité physique et de la difficulté à enseigner l'éducation physique, la qualité de cet enseignement est-elle encore assurée ? La question mérite d'être posée.

Il y a également de nombreuses incompréhensions concernant l'engagement des enseignants responsables des activités créatrices et manuelles qui sont payés en partie par l'Etat. Pourquoi la même clé de répartition (35% à l'Etat/65% aux communes) ne serait-elle pas appliquée aux maîtres d'éducation physique ? Comment l'Etat se positionne-t-il par rapport aux inégalités qu'il y a entre les communes ?

L'avis de Mme Christine Bulliard-Marbach (cf. annexe C, p.178), conseillère nationale PDC et ancienne députée au Grand Conseil est intéressant.

« Oui c'est clair, personnellement je trouverais juste que l'Etat intervienne dans cette cause. A mon avis, le rôle de l'Etat est d'intervenir quand il constate qu'il y a une insuffisance dans un domaine. C'est comme avec les crèches pour les enfants, l'Etat et la Confédération ont aussi mis des moyens pour lancer cela. Et à mon avis, là pour le sport, c'est identique, on connaît tous l'importance du sport et si la commune ne peut pas payer cela, le canton doit venir en aide, doit subordonner. Il y aura toujours des inégalités, mais l'Etat doit essayer de les minimiser au maximum ».

Ces propos interfèrent avec ceux de Mme Antoinette de Weck (cf. annexe C, p.163), également députée au Grand Conseil, où la confrontation des intérêts entre la Ville de Fribourg et l'Etat se fait bien sentir sur la question de la participation de l'Etat pour le développement de l'instauration des maîtres d'éducation physique. « Si on impose au canton de mettre des maîtres de sport, la Ville de Fribourg n'aurait plus la qualité qu'elle a actuellement. On devrait alors participer au pot commun, mais finalement les prestations seraient moindres ».

La vision de Mme de Weck (cf. annexe C, p.163), en tant que députée au Grand Conseil, semble soudain oublier tous les bienfaits de ce système de maître d'éducation physique et la satisfaction générale qu'il engendre.

« L'Etat dira que le budget va mal, que les finances vont mal et qu'il n'a pas les moyens pour des charges en plus. On va clairement aussi vers une uniformisation des problèmes, dans le sens où les petites communes auront bientôt les mêmes problèmes que nous connaissons en Ville. Mais le canton, la réponse qu'il va donner, ce sera une uniformisation vers le bas et qu'il ne pourra pas payer. Les communes devront faire face à ces problèmes et réagir en conséquence, au même titre par exemple que les accueils extrascolaires où la Ville était pionnière en la matière et maintenant, on a une loi qui dit que chaque commune doit proposer ce service ».

Mme Isabelle Chassot, directrice de l'instruction publique du canton de Fribourg encore pour quelques mois et nommée récemment à la tête de l'office fédéral de la culture, est la présidente de la CDIP, conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique, présentée au point 3. Dans son avant-propos présentant l'aide de mise en œuvre de la déclaration de la CDIP (2010), Mme Chassot rappelle que « La CDIP soutient également les investissements dans la qualité : dans la formation des enseignantes et enseignants, dans l'enseignement du sport, dans la création de programmes



sportifs cantonaux ». On pourrait interpréter ces propos par une réelle prise de conscience des bienfaits de la promotion de l'activité physique et une volonté de mettre tous les moyens en œuvre pour le développement d'une qualité dans l'enseignement de l'éducation physique. On pourrait se targuer d'avoir à la tête de l'instruction publique de notre canton une personne dévouée et motivée à rendre possible cette prise de conscience. Or, cette interprétation diffère des propos d'Alexandre Dupasquier (cf. annexe C, p.195) relatant les limites et contraintes auxquelles son projet de développement des maîtres d'éducation physique (cf. 6.3) a été confronté.

« C'est aberrant que l'Etat ne soit pas d'accord et n'ait pas compris les bénéfices que cela peut apporter aux enfants, aux enseignants et aux communes. On m'a fait miroiter qu'il y avait des moyens qui allaient être disponibles et chaque fois cela a été balayé en disant que cela n'avait pas été accepté au plan financier, que cela n'avait pas passé etc. Il n'y avait tout simplement pas la volonté politique de soutenir cela. Je suis persuadé que la conseillère d'Etat (Mme Isabelle Chassot), qui était ma cheffe, n'a pas soutenu devant le conseil d'Etat ce projet et de dire c'est important, c'est une politique cantonale d'offrir un soutien aux communes, parce qu'il y a déjà des communes qui ont mis cela en place et cela fonctionne bien. J'ai tout bonnement pas été entendu, parce que les arguments on les avait, on peut démontrer tout ce qu'on veut, mais le sport est primordial, surtout au niveau de la santé etc. ».

Le projet proposé par Alexandre Dupasquier suggérait d'engager environ 4 conseillers pédagogiques à plein temps pour le canton, en dehors des communes ayant déjà des maîtres d'éducation physique. On peut se demander le poids que représente cet engagement pour le budget de l'Etat. Est-ce qu'il s'agit réellement d'un problème financier ou d'un problème de choix ?

« Je ne pense pas que le facteur financier soit l'argument principal de l'Etat, je pense que c'est plutôt une question de choix. Quand on voit que la volonté à moyen long terme de l'Etat est d'avoir des responsables d'établissement quasiment à 100% au niveau du primaire, il y a des moyens financiers pour amener de nouveaux projets » (David Seydoux, cf. annexe C, p.154).

## **8.2 Les solutions envisageables pour le développement de l'instauration des MEP dans les communes**

L'apport des maîtres d'éducation physique est considérable et constitue une réelle nécessité dans les communes. Plusieurs pistes sont à envisager pour inciter et encourager les communes dans la réflexion d'un tel engagement.

### **➤ Une information précise et bien argumentée**

Comme décrit au point 6.3, de nombreux politiciens sont au courant que certaines grandes communes possèdent des maîtres d'éducation physique, mais leur fonctionnement, leurs apports et leurs coûts leur sont totalement inconnus. Il est primordial d'informer précisément les conseillers communaux sur les enjeux d'un tel système afin qu'ils puissent prendre position et mener des réflexions. Le service cantonal du sport pourrait en ce sens créer un document relatant les enjeux de l'instauration des maîtres d'éducation physique et pourrait organiser des séances d'informations pour présenter ce système. La presse et les médias pourraient également être des moyens intéressants pour répandre l'information à l'ensemble de la population afin de créer une certaine sensibilisation dans les communes. « On avait aussi l'appui du législatif qui était sensible aux apports d'un maître de sport, donc on avait une bonne partie de la population qui était favorable » (Christophe Pillonel, cf. annexe C, p.172).

### **➤ La nouvelle loi scolaire favoriserait peut-être l'instauration des MEP**

La nouvelle loi scolaire proposée par la DICS, direction de l'instruction publique, de la culture et du sport, souhaite établir des regroupements pour atteindre un minimum de 10 classes par cercle scolaire. Elle prévoit également d'instaurer des responsables d'établissement servant de direction de cercle scolaire. Elle prévoit encore de revoir la clé de répartition des coûts au niveau du primaire et du secondaire I entre les communes et l'Etat. Le projet propose une clé de répartition de 50%-50% pour les 2 degrés. Actuellement, cette dernière est de 35% pour l'Etat et 65% pour les communes au primaire et de 70%-30% au secondaire I. Ces mesures

devraient servir à économiser, à diminuer les coûts et à améliorer la gestion et le soutien des enseignants généralistes. De nombreuses discussions ont déjà eu lieu entre des petits cercles scolaires pour d'éventuels regroupements. Ces rassemblements pourraient certainement servir à la cause du développement de l'instauration des maîtres d'éducation physique, dans la mesure où des communes voisines devraient collaborer et où la masse d'élèves rendrait l'engagement d'un maître d'éducation physique quasiment obligatoire, notamment au niveau organisationnel.

« L'évolution des cercles scolaires est claire, on veut des cercles scolaires à plus de 10 classes et c'est ce qui est demandé par le canton. Donc on va dans ce sens et là, je verrais tout à fait un maître de sport pour 2 cercles scolaires, pourquoi pas » (Christophe Pillonel, cf. annexe C, p.172).

« Avec les discussions sur la nouvelle loi scolaire, et sur la répartition des tâches entre le canton et les communes, on parle du 50-50 entre l'Etat et les communes, pourquoi ne pas intégrer les maîtres de sport à la même enseigne ? Ce serait bien plus simple » (Roger Brodard, cf. annexe C, p.148).

L'intégration de la 2<sup>ème</sup> année d'école enfantine pose de nombreux problèmes aux communes en termes d'infrastructures sportives et d'occupation des salles de gym.

« Pour le moment on s'en sort juste avec la halle de gym, mais dès l'année prochaine, avec 2 classes enfantines supplémentaires, je ne sais pas où on va les mettre. On devra se débrouiller et peut-être mettre 2 classes en même temps à la gym » (Barbara Prencipe, cf. annexe C, p.187).

Le maître d'éducation physique permettrait de proposer des solutions alternatives en augmentant la fréquence d'activités spéciales à l'extérieur des salles de gym, réduisant ainsi l'occupation de ces dernières et garantissant les 3 unités hebdomadaires obligatoires d'éducation physique.

➤ Présenter un nouveau projet à l'Etat

Selon Jean-Marc Aebischer, actuel collaborateur pédagogique, le projet qu'avait essayé de mettre sur pied Alexandre Dupasquier n'a pas été complètement mis de côté. Le service cantonal du sport a toujours l'intention

de développer un système de conseillers pédagogiques qui interviendraient dans les communes à des fréquences définies. Un tel projet devra être remanié, repensé et amené d'une autre manière au conseil d'Etat. Le successeur de Mme Chassot, à la tête de l'instruction publique, de la culture et du sport, aura également une grosse responsabilité dans la défense d'un tel projet. Gageons que cette nouvelle personne sera consciente d'un tel apport et saura transmettre les bienfaits d'un tel projet à ses collègues du conseil d'Etat.

L'idée d'avoir des maîtres d'éducation physique répartis par district et subventionnés par l'Etat pourrait également être une solution envisageable. « Je crois à l'arrivée des maîtres de sport dans les communes, mais seulement si cela se passe au niveau régional et que cela soit soutenu par le canton » (Roger Brodard, cf. annexe C, p.148). « On pourrait imaginer un système par région, par exemple 3-4 maîtres de sport pour la Broye qui tournent dans les différents villages. Je pense que c'est tout à fait réalisable » (Julien Roy, cf. annexe C, p.172).

#### ➤ Prise de conscience de l'Etat

Indépendamment du projet du service cantonal du sport, l'Etat doit prendre conscience de la nécessité des maîtres d'éducation physique. Différentes réflexions pourraient être envisagées dans le cadre d'une éventuelle participation cantonale pour une partie des coûts liés à l'engagement d'un MEP. Assurer la qualité de l'enseignement fait partie du mandat de l'Etat.

« Il me paraît important de souligner que, si la responsabilité de l'organisation du sport facultatif peut être pleinement du ressort communal, le soutien pédagogique par contre devrait être placé, par souci d'équité avec les autres branches d'enseignement, sous la responsabilité de l'Etat. Assurer la qualité de l'enseignement par la mise en place d'un soutien pédagogique est, selon moi, une responsabilité et une mission du département de l'instruction publique et non uniquement des communes. La responsabilité pédagogique de cet enseignement étant de la compétence de l'Etat et non des communes, je suggère une clé de répartition entre commune et état pour le calcul de ce salaire. Cette dernière pourrait être la même que pour les instituteurs/trices » (Denis Golliard, cf. annexe C, p.202+204).

De même, on pourrait envisager que l'enseignement des activités spéciales à risque soit mis au même niveau que l'enseignement des activités créatrices et manuelles.

« A mon avis, il faudrait que l'Etat prenne en charge une partie de l'engagement des maîtres d'éducation physique, notamment pour les heures de natation et pour les activités spéciales à risque. On a bien des profs spéciaux pour l'ACM/ACT alors pourquoi pas pour l'éducation physique ? » (Jean-Marc Wicht, cf. annexe C, p.162).

#### ➤ Solutions envisageables pour diminuer les coûts

L'organisation du sport scolaire facultatif peut permettre de générer de l'argent pour la commune. Paradoxalement, les subventions de l'Etat, correspondant à 35% de l'engagement des moniteurs, ainsi que les subventions de Jeunesse et Sport, conjuguées au fait que le MEP dispense 2 heures de sport scolaire hebdomadaires comptées dans son cahier des charges, mais comptabilisées dans le décompte de l'engagement des moniteurs et donc rétribuées en partie par l'Etat, permettent, dans certaines communes, de rapporter de l'argent.

« Actuellement, le sport facultatif nous rapporte de l'argent. Grâce aux subventions de l'Etat et de Jeunesse et Sport, on arrive à générer un peu d'argent. Pourtant les tarifs de nos moniteurs sont très corrects, mais les 2 heures que je donne sont en fait déclarées dans le décompte, mais l'argent va à la commune, je ne touche pas d'argent, c'est mon salaire » (Pierre Richoz, cf. annexe C, p.130).

On pourrait également imaginer qu'une offre hors du cadre scolaire soit mise sur pied par le MEP et puisse générer des fonds ; par exemple une offre sportive pour les enfants de la commune fréquentant les écoles secondaires ou pour la population adulte.

L'engagement d'un MEP permet également de soulager des parts de responsabilité dans le domaine sportif du responsable d'établissement scolaire, des enseignants ayant des décharges à cet effet ou encore des conseillers communaux. Les bénéfices apportés par l'engagement d'un MEP dans ces domaines mériteraient d'être chiffrés.

Dans le cadre d'éventuelles interventions du MEP dans d'autres institutions privées ou publiques de la commune (jardins d'enfants, crèches, home,

enseignement spécialisé, foyers sociaux, etc.), un partage des coûts serait naturellement envisageable. « On a une petite particularité, environ 10% du salaire de notre MEP est remboursé par l'Etat, car il donne quelques heures d'enseignement au centre éducatif spécialisé » (Micheline Poulin, cf. annexe C, p.147).

➤ Un débouché pour de nombreux étudiants

La formation actuelle en sciences du sport et de la motricité à l'Université de Fribourg pour devenir enseignant connaît un franc succès. Toutefois, de nombreux étudiants, privilégiant la formation menant à l'enseignement au secondaire II se voient bloqués en fin d'études par un problème de manque de places de stages lié à un manque d'offres de travail dans ce secteur. Un grand nombre d'étudiants finissent donc leurs études de spécialistes de l'éducation physique sans pour autant pouvoir trouver une place de travail. Il y aurait ainsi certainement beaucoup de personnes très compétentes à disposition pour des éventuels postes de maître d'éducation physique dans les communes. « La fonction de MEP dans une commune, aux dires des collègues qui sont engagés, est une activité professionnelle très intéressante et enrichissante ; il y a certainement là de nouveaux débouchés dans un avenir proche » (Denis Golliard, cf. annexe C, p.203).

La formation actuelle n'est toutefois pas destinée au niveau primaire ou à l'encouragement de la promotion de l'activité physique dans une commune.

« Ce serait bien d'avoir des gens formés spécifiquement là-dedans. Parce que finalement, le travail de maître de sport dépasse bien plus la salle de gym, il y a des tâches administratives importantes, il y a le coaching d'adultes, il y a l'enseignement à des tranches d'âges différentes, il y a des connaissances dans le management, dans la gestion de moniteurs, d'organisation et dans la défense de projets, bref il faudrait une formation beaucoup plus globale à mon avis » (Julien Roy, cf. annexe C, p.174).

Denis Golliard (cf. annexe C, p.203), ancien responsable des études en sciences du sport et de la motricité à l'Université de Fribourg, anticipe déjà une éventuelle évolution possible.

« Compte tenu du profil du MEP dans une commune, je proposerais une formation post-grade de 30 ECTS comprenant : une expérience de l'enseignement au degré primaire, une formation en psychologie du développement de l'enfant, une formation à la supervision de l'enseignement et au coaching d'adultes, une formation de coordinateur de sport (connaissances de la politique scolaire, associative et des structures communales) ».

### **8.3 Les limites du travail**

La littérature privilégiée dans la partie théorique concernant les bienfaits de l'activité physique est issue d'une campagne de propagande pour la promotion de l'activité physique chez les enfants. Les auteurs de ce projet se reposent sur de nombreuses recherches vantant les bienfaits d'une enfance active et du développement de la motricité. Un caractère subjectif ressort toutefois de ce projet dans la mesure où seules les recherches positives ont été répertoriées, de même que les auteurs sont tous des personnalités œuvrant dans diverses institutions sportives en Suisse, et donc intimement convaincus des bienfaits de l'activité physique.

Une certaine subjectivité se laisse également ressentir chez l'auteur de ce travail, lui-même maître d'éducation physique à temps partiel au secondaire I et entraîneur de tennis. La neutralité et l'impartialité dont devrait faire preuve l'auteur d'un tel travail sont ainsi légèrement égratignées. La méthode d'analyse choisie pour la réalisation de ce travail laisse une certaine part d'interprétation. En effet, les entretiens semi-directifs comprenant uniquement des questions ouvertes rassemblent une importante masse d'informations, mais ils ne permettent pas de quantifier les propos des divers intervenants de manière optimale. L'aspect scientifique d'un travail de Master est quelque peu laissé de côté au dépourvu de l'aspect politique qui prend une certaine ampleur dans les enjeux de cette thématique.

Les 3 communes, n'ayant pas de maître d'éducation physique, choisies dans le cadre de ce travail sont des petites communes. Celles-ci se reposent actuellement sur la loi scolaire qui responsabilise les enseignants primaires

dans la gestion de l'éducation physique. Par manque d'informations et de connaissances sur les enjeux des maîtres d'éducation physique, elles ne voient pas forcément la nécessité d'un tel concept bien qu'elles aient conscience que leur système actuel pourrait être meilleur. Il aurait été intéressant de contacter des grandes communes du canton comme Morat, Guin ou Châtel-St-Denis par exemple, qui ont une certaine masse de population et des prédispositions relativement proches des communes ayant des maîtres d'éducation physique. Il aurait été pertinent de voir si des discussions ont déjà eu lieu sur ce thème dans ces communes et d'analyser concrètement pourquoi ces discussions n'ont pas abouti. Un entretien avec un politicien siégeant à l'Etat et n'ayant pas une double responsabilité état/commune, comme c'est le cas de Mme Antoinette de Weck dans ce travail, aurait également été bénéfique pour connaître la position de l'Etat sur son éventuel rôle à tenir dans le développement de ce concept.



## 9 Conclusion

Ce travail démontre que les bienfaits de l'activité physique sont nombreux et qu'ils ont un impact considérable sur la prévention de la santé, mais également sur le développement psychomoteur, cognitif, émotionnel et psychosocial des enfants. Ces derniers ont un besoin naturel de bouger, de découvrir leur propre corps et l'environnement qui les entoure, d'expérimenter de nouvelles sensations. Il est important de proposer aux enfants un cadre optimal, qui plus est dans une phase de leur développement propice à l'apprentissage, pour leur éclosion psychomotrice et psychosociale. Les parents, l'école, les sociétés sportives et les autorités politiques ont tous un rôle majeur à tenir dans la promotion de l'activité physique qui doit devenir un plaisir et une habitude dans la vie quotidienne des enfants. Les valeurs transmises durant l'enfance auront une influence notoire sur le développement futur des enfants. La pratique sportive favorise grandement l'affirmation de la personnalité, l'estime de soi et les facteurs de sociabilité. Les observations de la société actuelle révèlent que les problèmes de sédentarité ont des répercussions catastrophiques sur la santé des individus. Il est primordial d'avoir conscience de l'importance de l'activité physique chez les enfants et de tout mettre en œuvre pour leur offrir les meilleures possibilités de développement.

Ce travail démontre l'apport des maîtres d'éducation physique spécialisés dans certaines grandes communes du canton de Fribourg. Leurs avantages sont considérables et même indispensables. Les collaborations pédagogiques permettant d'assurer une certaine qualité de l'enseignement effectué par les instituteurs généralistes, l'enseignement des activités à risque dans un cadre sûr et professionnel, le développement de la diversité des pratiques sportives ainsi que la proposition de sport facultatif aux élèves sont des atouts indéniables à la promotion de l'activité physique dans le milieu scolaire. Les rôles d'animateur et de conseiller sportif que peut prendre le MEP au sein de la commune sont également des éléments favorisant grandement le

développement et la sensibilisation de la promotion de l'activité physique au niveau extrascolaire.

La loi scolaire actuelle ne prend pas en compte les maîtres d'éducation physique spécialistes au niveau de l'école primaire. Les coûts d'un tel système sont uniquement à la charge des communes respectives et représentent un investissement important. Toutefois, les arguments présentés dans ce travail démontrent que les avantages d'un tel concept sont conséquents et devraient permettre de compenser l'investissement financier respectif. La satisfaction et les apports d'un tel système l'ont simplement rendu indispensable dans les communes qui l'ont instauré.

Les communes présentées dans ce travail ne sont pas des communes plus « riches » que les autres. Elles ont certainement l'avantage d'avoir une masse d'élèves et une population conséquente permettant de noyer ces coûts dans un budget global. L'engagement d'un maître d'éducation physique peut toutefois être adapté à la taille du cercle scolaire en question. Il est tout à fait envisageable d'avoir un maître d'éducation physique à temps partiel. La volonté politique de rassembler les cercles scolaires favoriserait également un éventuel partenariat entre plusieurs communes dans la répartition des coûts d'un tel engagement. Les coûts ne devraient ainsi pas être une excuse pour les communes, en comparaison aux communes qui ont déjà fait le pas et qui ne sont pas forcément mieux loties.

L'Etat a également un rôle majeur à tenir dans le développement de ces postes de maîtres d'éducation physique. Des réflexions mériteraient d'être menées afin d'étudier dans quelle mesure l'Etat pourrait avoir un rôle de détonateur et de promoteur d'un tel système. Les finances actuelles de l'Etat de Fribourg ne sont pas au mieux, le projet de mesures structurelles et d'économie, mis récemment en consultation, en témoigne. Cependant, la prise de conscience d'une telle importance devrait encourager l'Etat à se pencher concrètement sur le problème et à trouver des solutions en faveur d'un tel système. Un premier pas gigantesque dans ce sens serait déjà

d'informer les conseillers communaux de l'existence d'un tel système et de présenter clairement ses enjeux. De nombreuses communes auraient certainement les moyens d'instaurer ce concept de maître d'éducation physique si elles étaient au courant des multiples avantages respectifs.

La filière de formation en sciences du sport et de la motricité à l'Université de Fribourg connaît un succès croissant et de nombreux étudiants du canton seront disponibles pour occuper de tels postes. Les volontés politiques de regroupements de cercles scolaires, de fusions communales ainsi que la disponibilité d'une main d'œuvre qualifiée et compétente portent à croire que le moment est propice au développement et à l'expansion de l'instauration des maîtres d'éducation physique, en tant que promoteur de l'activité physique dans les communes. Rien n'empêche, en tous cas, d'en rêver...

« Ils ont échoué parce qu'ils n'avaient pas commencé par le rêve » (Nicholas Shakespeare).

## Bibliographie

### Livres et articles :

Aeberli, I., Ammann, R., Knabenhans, M., Molinari, L. & Zimmermann, M. (2009). *Decrease in the prevalence of paediatric adiposity in Switzerland from 2002 to 2007*. Public Health Nutrition: Epub ahead of print-6pp.

Blondel, L., Debois, N. & Vettraino, J. (2007). *Les émotions en EPS*. Paris : Revue EPS

Brunelle, J., Carlier, G. & Florence, J. (1998). *Enseigner l'éducation physique au secondaire I*. Paris, Bruxelles : De Boeck

Carlier, G., Gérard, P., Obsomer, R. & Renard, J. (2002). *Education physique et sportive*. Bruxelles : De Boeck & Larcier

CRCS, (2010). *Promotion de l'activité physique ; idées et ressources*. Berne : CDIP

Hebrard, A. (1986). *L'éducation physique et sportive*. Paris : Revue EPS

Hegner, J. (2006). *Théorie de l'entraînement Jeunesse et Sport*. Macolin : Office fédéral du sport

Thiebault, C. & Sprumont, P. (1998). *L'enfant et le sport*. Paris, Bruxelles : De Boeck & Larcier

Velay, J. (2013, 9 mars). Apprendre passe par le corps. *La liberté*, p.13

Viau, R. (1994). *La motivation en contexte scolaire*. p. 0-116

Weineck, J. (2007). *Optimales Training : leistungsphysiologische Trainingslehre unter besonderer Berücksichtigung des Kinder- und Jugendtrainings*. Balingen: 15. Aufl.

Zahner, L., Pühse, U., Stüssi, C., Schmid, J. & Dössegger, A. (2004). *Enfance active – vie saine*. Fondation de la Winterthur Assurances pour la prévention des sinistres ; Institut de sport et des sciences du sport, Université de Bâle ; Office fédéral du sport Macolin (OFSP)

### **Références électroniques :**

Site de l'OMS, *La sédentarité ; un problème de santé publique mondial*. Consulté le 6.05.2013. Disponible sur :

[http://www.who.int/dietphysicalactivity/factsheet\\_inactivity/fr/index.html](http://www.who.int/dietphysicalactivity/factsheet_inactivity/fr/index.html)

Site de l'office fédéral de la statistique, *Mortalité ; causes de décès*. Consulté le 30.04.2013. Disponible sur :

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/14/02/04/key/01.html>

Colloque de jeunes chercheurs en sciences cognitives, (2006). *La cognition incarnée*. Consultée le 24.04.2013. Disponible sur :

<http://cognitio.uqam.ca/2006/index.php?section=thematique&lng=fr>

Site de Jeunesse et Sport, *Le rôle du coordinateur sportif*. Consulté le 17.05.2013. Disponible sur :

<http://www.baspo.admin.ch/internet/baspo/fr/home/dienstleistungen/bildung/breitensport/sportkoordination.html>

*Le système des crédits ECTS*. Consulté le 23.05.2013. Disponible sur :

<http://www.europe-education-formation.fr/page/ects>

*Le site de l'école bouge.* Consulté le 20.04.2013. Disponible sur :  
<http://www.schulebewegt.ch/>

*Citations de Shakespeare.* Consulté le 23.05.2013. Disponible sur :  
<http://www.evene.fr/citation/echoue-parce-avaient-commence-reve-2728.php>

## **Annexes**

Annexe A :	Salaires selon l'échelle de traitement 36 de l'Etat
Annexe B :	Fil rouge des entretiens selon le statut des intervenants
Annexe C :	Retranscriptions des entretiens
Annexe D :	Déclaration personnelle et droits d'auteur

## Annexe A

Tab 5 : aperçu du salaire des enseignants à l'école primaire selon l'échelle de traitement de l'Etat

CLASSE		N 18	Paliers																				
Rubriques		Annuité	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Traitement de base	Année	1783.20	70'354.80	72'138.00	73'921.20	75'705.00	77'488.20	79'272.00	81'055.20	82'838.40	84'622.20	86'405.40	88'188.60	89'972.40	91'755.60	93'538.80	95'322.60	97'105.80	98'889.00	100'672.80	102'466.00	104'239.20	106'023.00
	Mois	148.60	5'862.90	6'011.50	6'160.10	6'308.75	6'457.35	6'606.00	6'754.60	6'903.20	7'051.85	7'200.45	7'349.05	7'497.70	7'646.30	7'794.90	7'943.55	8'092.15	8'240.75	8'389.40	8'538.00	8'686.60	8'835.25
Y compris 13ème	Année	1'931.80	76'217.70	78'149.50	80'081.30	82'013.75	83'945.55	85'878.00	87'809.80	89'741.60	91'674.05	93'605.85	95'537.65	97'470.10	99'401.90	101'333.70	103'266.15	105'197.95	107'129.75	109'062.20	110'994.00	112'925.80	114'858.25

Tab 6 : aperçu du salaire des maîtres d'éducation physique dans les communes et au niveau du secondaire I selon l'échelle de traitement de l'Etat

CLASSE		N 21	Paliers																				
Rubriques		Annuité	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Traitement de base	Année	1'944.00	79'171.20	81'115.20	83'058.60	85'002.60	86'946.60	88'890.60	90'834.00	92'778.00	94'722.00	96'666.00	98'610.00	100'553.40	102'497.40	104'441.40	106'385.40	108'328.80	110'272.80	112'216.80	114'160.80	116'104.80	118'048.20
	Mois	162.00	6'597.60	6'759.60	6'921.55	7'083.55	7'245.55	7'407.55	7'569.50	7'731.50	7'893.50	8'055.50	8'217.50	8'379.45	8'541.45	8'703.45	8'865.45	9'027.40	9'189.40	9'351.40	9'513.40	9'675.40	9'837.35
Y compris 13ème	Année	2'106.00	85'768.80	87'874.80	89'980.15	92'086.15	94'192.15	96'298.15	98'403.50	100'509.50	102'615.50	104'721.50	106'827.50	108'932.85	111'038.85	113'144.85	115'250.85	117'356.20	119'462.20	121'568.20	123'674.20	125'780.20	127'885.55



## **Annexe B : Fil rouge des entretiens selon les intervenants**

### **Entretien ; MEP**

Depuis quand travaillez-vous comme MEP dans cette commune ? Comment s'est déroulé votre engagement ? Quels diplômes ont été exigés lors de votre engagement et quelle(s) formation(s) possédez-vous ?

Quel est votre cahier des charges ? Pourriez-vous quantifier approximativement le nombre d'heures hebdomadaires de chacun des domaines de votre cahier des charges (ou l'exprimer en divers pourcentages) ? Comment et par qui est-il défini ? Etes-vous satisfait de votre cahier des charges ?

A quel pourcentage travaillez-vous comme MEP ? Est-ce qu'il existe un nombre d'élèves ou de classes correspondant à un certain pourcentage en tant que MEP ?

Quel est votre rôle dans la commune ? Quelle est l'importance d'un MEP dans une commune ?

J'imagine que vous dispensez les activités spéciales (natation, ski, patinoire, escalade etc.). A quelle fréquence ont lieu ces différentes activités ?

A quelle fréquence intervenez-vous directement en salle de sport pour l'enseignement d'EPS ? Comment se passe le soutien pédagogique proposé aux maîtres titulaires de classe ? Est-ce que ce soutien est apprécié, productif et est-il vraiment nécessaire ?

J'imagine que vous gérez l'organisation du sport facultatif dans la commune. Quel est le but du sport facultatif extrascolaire et à qui est-il proposé ? Quel est le taux de participation au sport facultatif extrascolaire ? Est-ce que le sport facultatif est subventionné par l'Etat ?

Est-ce que j'ose savoir sur quelle échelle de traitement et en quelle classe salariale vous vous situez ? Trouvez-vous que votre salaire est correct par rapport à votre travail et à votre formation ?

Dans l'optique de trouver des solutions alternatives pour proposer aux autres communes l'instauration d'un MEP, notamment au niveau financier, est-ce qu'un pourcentage de travail réduit (donc également un cahier des charges réduit) serait envisageable ? Est-ce que le « couplage » avec une autre commune serait envisageable et abordable ? Pourquoi ?

Quels seraient vos arguments pour défendre la cause d'un MEP dans une commune et ainsi convaincre d'autres communes d'instaurer un MEP ?

Avez-vous effectué la formation de coordinateur sportif (CS) proposée par l'office fédéral du sport (ou est-ce envisagé) ? Est-ce que ce rôle est rémunéré et quel taux de travail représente-t-il ? Quel est concrètement ce rôle et qu'apporte cette nouvelle fonction dans la commune ?

*Le CS met en lien le sport scolaire avec le sport associatif et développe le sport à plus grande échelle dans une commune en instaurant un réseau de partenaires sportifs entre les diverses sociétés sportives de la commune.*

### **Entretien ; politicien commune avec MEP**

Depuis quand votre commune fonctionne-t-elle avec un maître d'éducation physique (MEP) et comment s'est déroulée cette instauration ? Est-ce que le projet de MEP dans une commune vous a été présenté, a été repris d'une autre commune ou est-ce que cela a été une volonté communale ?

Quels ont été les réflexions et les arguments pour l'engagement d'un MEP dans votre commune ?

Quel est le cahier des charges de votre MEP ? Comment a-t-il été défini ? Est-ce que ce cahier des charges est régulièrement rediscuté ?

Est-ce que le conseil communal est, à ce jour, globalement satisfait de cette instauration ? Est-ce que l'intervention d'un MEP dans le cadre d'activités spéciales (natation, ski, patinoire, escalade etc.), du soutien pédagogique au maître titulaire ou encore de l'organisation du sport facultatif est une nécessité pour la commune et revêt d'une importance primordiale ? Pourquoi ?

Est-ce que j'ose vous demander à combien se chiffre l'engagement annuel du MEP dans votre commune et à quel pourcentage travaille-t-il ? Si vous ne souhaitez pas communiquer de chiffre, pouvez-vous me dire sur quelle échelle de traitement de salaire et en quelle classe se trouve votre MEP ? Est-ce que le MEP est entièrement à la charge de la commune ou est-ce que l'Etat subventionne une partie ?

Le facteur financier est régulièrement mis en avant par les communes n'ayant pas de MEP concernant son instauration. Comment votre commune a-t-elle pu « se permettre » un tel engagement ? Est-ce que des stratégies et réflexions budgétaires ont été mises sur pied ?

Sur la base de votre argumentation en faveur de l'instauration d'un MEP, selon vous, l'Etat ne devrait-il pas jouer un rôle pour encourager les communes à mettre un tel système sur pied en les aidant financièrement ?

Quels conseils donneriez-vous à des communes (n'ayant pas de MEP) pour les convaincre à engager un MEP ?

Lors de l'engagement de votre MEP, quels diplômes et quelles qualités avez-vous exigés et recherchés ? Y avait-il plusieurs candidatures pour ce poste ?

Est-ce que le MEP de votre commune a effectué la formation de coordinateur sportif (CS) proposée par l'office fédéral du sport ? Ou est-ce que quelqu'un d'autre remplit cette fonction ?

*Le CS met en lien le sport scolaire avec le sport associatif et développe le sport à plus grande échelle dans une commune en instaurant un réseau de partenaires sportifs entre les diverses sociétés sportives de la commune.*

Si oui, est-ce que cet engagement est rémunéré comme mandat supplémentaire ou fait-il partie de son cahier des charges ? Quel taux de travail représente cette fonction ? Qu'apporte concrètement cette nouvelle fonction dans votre commune ?

Si non, est-ce que la commune trouverait intéressant et bénéfique qu'une personne (le MEP notamment) fasse office de plaque tournante pour l'encouragement de l'activité physique dans votre commune (domaine extrascolaire) ?

### **Entretien : politicien commune sans MEP**

Est-ce que votre commune est au courant du fonctionnement de certaines communes avec un maître d'éducation physique (MEP) ? Connaissez-vous concrètement le rôle d'un MEP dans une commune ?

Est-ce que votre commune est satisfaite du fonctionnement actuel sans MEP ? Pensez-vous que les maîtres titulaires de classe sont aptes à dispenser les leçons d'éducation physique et que l'instauration d'un MEP ne serait pas nécessaire dans votre commune ?

Est-ce que l'école primaire de votre commune propose des activités « spéciales » aux élèves (natation, ski, patinoire, escalade etc.) ainsi que le sport facultatif extrascolaire ?

Si oui, qui gère ces activités et l'organisation du sport facultatif ? Est-ce que ces personnes sont rémunérées ? Est-ce que le taux de participation au sport facultatif est élevé ?

Si non, ne pensez-vous pas que ces activités « spéciales » et le sport facultatif sont importants et primordiales pour les élèves de votre commune ?

Est-ce que votre commune a déjà mené des discussions sur l'instauration d'un MEP ? Quels sont les arguments et réflexions en faveur et contre cette instauration ?

J'imagine que le facteur financier est certainement un des arguments en défaveur de l'instauration d'un MEP dans votre commune. Savez-vous à combien se chiffre l'engagement annuel d'un MEP à 100% ? Si ce montant est trop élevé pour le budget de votre commune, est-ce que votre commune serait tout de même prête à mettre un certain montant pour l'engagement d'un MEP ?

Avez-vous déjà eu des discussions de stratégies budgétaires au sujet de l'instauration d'un MEP (faire certains sacrifices dans le budget ou autres...) ? Avez-vous déjà songé à avoir des discussions avec des communes voisines concernant l'instauration d'un MEP ? Est-ce que l'engagement d'un MEP en collaboration avec d'autres communes serait envisageable ? Est-ce que l'engagement d'un MEP à pourcentage réduit serait éventuellement une solution alternative ?

Pensez-vous que c'est le rôle de l'Etat de subventionner un tel concept ? Pensez-vous qu'une aide de l'Etat pourrait encourager la commune à instaurer un MEP ?

L'office fédéral du sport a mis dernièrement sur pied la formation de coordinateur sportif (CS). Est-ce que votre commune en possède un ?

*Le CS met en lien le sport scolaire avec le sport associatif et développe le sport à plus grande échelle dans une commune en instaurant un réseau de partenaires sportifs entre les diverses sociétés sportives de la commune. Il joue également un rôle de conseiller dans les projets de constructions sportives et a un rôle dans le développement de l'animation sportive pour la commune (domaine extrascolaire).*

Si oui, est-ce que cet engagement est rémunéré et quel taux de travail représente-t-il ? Qu'apporte cette nouvelle fonction dans votre commune ?

Si non, est-ce que la commune trouverait intéressant et bénéfique qu'une personne fasse office de plaque tournante pour l'encouragement de l'activité physique dans votre commune (domaine extrascolaire) ?

## **Entretien ; Mme de Weck, M. Capellini, M. Wicht**

Depuis quand votre commune fonctionne-t-elle avec un maître d'éducation physique (MEP) et comment s'est déroulée cette instauration ? Quels ont été les réflexions et les arguments en faveur de cet engagement ? Quels sont les diplômes et les qualités requises pour être un MEP dans votre commune ?

Quels sont le rôle et l'importance d'un MEP dans une commune ? Est-ce qu'un MEP dans une commune est une nécessité selon vous ? Pourquoi ?

La ville de Fribourg fonctionne avec plusieurs MEP. Est-ce qu'il existe un calcul par rapport aux nombres de classes ou d'élèves pour définir le pourcentage de travail d'un MEP dans une commune ?

Quel est le cahier des charges de vos MEP ? Est-ce qu'il est possible de quantifier approximativement le nombre d'heures hebdomadaires dans chacun des domaines du cahier des charges ? Comment a-t-il été défini ? Est-ce que ce cahier des charges est régulièrement rediscuté ? M. Wicht, quel est votre rôle en tant que responsable de l'éducation physique ?

A quelle fréquence ont lieu les interventions de vos MEP pour les activités « spéciales » (natation, ski, patinoire, escalade etc.) et les interventions en salle de sport pour le soutien pédagogique ? Comment se passe le soutien pédagogique et est-il apprécié et productif ?

Quel est le but du sport facultatif extrascolaire que vous proposez et quel est le taux de participation ?

Est-ce que j'ose vous demander à combien se chiffre l'engagement annuel d'un MEP dans votre commune ? Si vous ne souhaitez pas communiquer de chiffre, pouvez-vous me dire sur quelle échelle de traitement de salaire et en quelle classe se trouvent vos MEP ? Est-ce que ce salaire dépend de la formation du MEP ? Est-ce que vous trouvez que ce salaire est correct et

justifié ? Est-ce que le MEP est entièrement à la charge de la commune ou est-ce que l'Etat subventionne une partie ?

Le facteur financier est régulièrement mis en avant par les communes n'ayant pas de MEP concernant son instauration. Comment votre commune a-t-elle pu « se permettre » un tel engagement ? Est-ce que des stratégies et réflexions budgétaires ont été mises sur pied ? Quels conseils donneriez-vous à des communes (n'ayant pas de MEP) pour les convaincre à engager un MEP ?

Dans l'optique de trouver des solutions alternatives pour proposer aux autres communes l'instauration d'un MEP, notamment au niveau financier, est-ce qu'un pourcentage de travail réduit serait envisageable ? Est-ce que le « couplage » avec une autre commune serait imaginable et abordable ? Auriez-vous d'autres propositions ?

Sur la base de votre argumentation en faveur de l'instauration d'un MEP, selon vous, l'Etat ne devrait-il pas jouer un rôle pour encourager les communes à mettre un tel système sur pied en les aidant financièrement ?

Est-ce que votre commune possède un MEP remplissant la fonction de coordinateur sportif (CS) proposée par l'office fédéral du sport ? Ou est-ce que quelqu'un d'autre remplit cette fonction ?

*Le CS met en lien le sport scolaire avec le sport associatif et développe le sport à plus grande échelle dans une commune en instaurant un réseau de partenaires sportifs entre les diverses sociétés sportives de la commune. Il fait également office de conseiller lors de projets de construction d'infrastructures sportives.*

Si oui, qu'apporte concrètement cette nouvelle fonction dans votre commune ? Est-ce que cet engagement est rémunéré comme mandat supplémentaire du MEP ou fait-il partie de son cahier des charges ? Quel taux de travail représente cette fonction ?



Si non, est-ce que la commune trouverait intéressant et bénéfique qu'une personne (un MEP notamment) fasse office de plaque tournante pour l'encouragement de l'activité physique dans votre commune (domaine extrascolaire) ?

### **Entretien ; M. Pillonel, M. Roy**

Depuis quand votre commune fonctionne-t-elle avec un maître d'éducation physique (MEP) et comment s'est déroulée cette instauration ? Quels sont les diplômes et les qualités requises pour être un MEP dans votre commune ?

Quels ont été les réflexions et les arguments pour l'engagement d'un MEP dans votre commune ?

Quels sont le rôle et l'importance d'un MEP dans une commune ? Est-ce qu'un MEP dans une commune est une nécessité selon vous ? Pourquoi ?

Est-ce qu'il existe un calcul par rapport aux nombres de classes ou d'élèves pour définir le pourcentage de travail d'un MEP dans une commune ?

Quel est le cahier des charges de votre MEP ? Est-ce qu'il est possible de quantifier approximativement le nombre d'heures hebdomadaires dans chacun des domaines du cahier des charges ? Comment a-t-il été défini ? Est-ce que ce cahier des charges est régulièrement rediscuté ?

A quelle fréquence ont lieu les interventions du MEP pour les activités « spéciales » (natation, ski, patinoire, escalade etc.) et les interventions en salle de sport pour le soutien pédagogique ? Comment se passe le soutien pédagogique et est-il apprécié et productif ?

Quel est le but du sport facultatif extrascolaire que vous proposez et quel est le taux de participation ?

Est-ce que j'ose vous demander à combien se chiffre l'engagement annuel d'un MEP dans votre commune? Si vous ne souhaitez pas communiquer de chiffre, pouvez-vous me dire sur quelle échelle de traitement de salaire et en quelle classe se trouve votre MEP ? Est-ce que vous trouvez que ce salaire est correct et justifié ? Est-ce que le MEP est entièrement à la charge de la commune ou est-ce que l'Etat subventionne une partie ?

Le facteur financier est régulièrement mis en avant par les communes n'ayant pas de MEP concernant son instauration. Comment votre commune a-t-elle pu « se permettre » un tel engagement ? Est-ce que des stratégies et réflexions budgétaires ont été mises sur pied ? Quels conseils donneriez-vous à des communes (n'ayant pas de MEP) pour les convaincre à engager un MEP ?

Dans l'optique de trouver des solutions alternatives pour proposer aux autres communes l'instauration d'un MEP, notamment au niveau financier, est-ce qu'un pourcentage de travail réduit serait envisageable ? Est-ce que le « couplage » avec une autre commune serait imaginable et abordable ? Pourquoi ?

Sur la base de votre argumentation en faveur de l'instauration d'un MEP, selon vous, l'Etat ne devrait-il pas jouer un rôle pour encourager les communes à mettre un tel système sur pied en les aidant financièrement ?

Est-ce que votre commune possède un MEP remplissant la fonction de coordinateur sportif (CS) proposée par l'office fédéral du sport ? Ou est-ce que quelqu'un d'autre remplit cette fonction ?

*Le CS met en lien le sport scolaire avec le sport associatif et développe le sport à plus grande échelle dans une commune en instaurant un réseau de partenaires sportifs entre les diverses sociétés sportives de la commune.*

Si oui, est-ce que cet engagement est rémunéré comme mandat supplémentaire ou fait-il partie de son cahier des charges ? Quel taux de travail représente cette fonction ? Qu'apporte concrètement cette nouvelle fonction dans votre commune ?

Si non, est-ce que la commune trouverait intéressant et bénéfique qu'une personne (le MEP notamment) fasse office de plaque tournante pour l'encouragement de l'activité physique dans votre commune (domaine extrascolaire) ?

### **Entretien : Alexandre Dupasquier**

Alexandre, tu as fortement contribué à l'instauration d'un MEP dans la commune de Villars-sur-Glâne. Quels ont été les arguments et réflexions en faveur de cet engagement ? Est-ce que l'instauration d'un MEP dans une commune est une nécessité ?

Tu as également travaillé durant plusieurs années comme collaborateur pédagogique et tu as notamment investi beaucoup d'énergie dans le projet de développement des MEP dans les communes. Peux-tu me parler de ce qui a été mis sur pied et des problèmes que tu as rencontrés dans ce projet ?

Est-ce que l'information d'un tel concept a été transmise aux communes ? Selon toi, les communes sont-elles vraiment au courant des enjeux d'une telle instauration ?

Pourquoi les communes n'osent pas se lancer dans ce concept ? Quels éléments les font renoncer ? Où se situe concrètement le problème ?

Quels conseils et arguments donnerais-tu aux communes pour les encourager à engager un MEP ?

A combien se chiffre l'engagement annuel d'un MEP ? Trouves-tu que ce salaire est correct et justifié par rapport aux maîtres de classes primaires ?

Est-ce que ce salaire prend (ou devrait) prendre en compte le degré de formation du MEP ?

J'imagine que le facteur financier est l'argument principal en défaveur de cet engagement. Est-ce qu'il existe des solutions pour résoudre ce problème ? Est-ce qu'un MEP à pourcentage réduit ou un « couplage » entre plusieurs communes seraient envisageables ? Est-ce qu'il existe un calcul du nombre de classes ou d'élèves pour définir le pourcentage de travail d'un MEP ?

Quel est, pour toi, le cahier des charges optimal d'un MEP dans une commune ?

Il existe différentes manières de proposer le soutien pédagogique (en bloc, en fréquence d'interventions ou autres), selon toi, quelle est la méthode la plus efficace pour garantir une certaine qualité dans le suivi du maître de classe ?

Selon ton argumentation en faveur de l'instauration des MEP dans les communes, penses-tu que l'Etat devrait jouer un rôle pour encourager les communes en les aidant financièrement ?

Que penses-tu de la fonction de coordinateur sportif proposée par l'office fédéral du sport ? Quel est concrètement l'apport de cette fonction dans une commune ? Est-ce que chaque commune, ou du moins chaque région, devrait disposer d'un coordinateur sportif ? Est-ce que cette tâche devrait faire partie du cahier des charges du MEP ?

## **Entretien ; Denis Golliard**

Denis, quelle est ta position concernant le développement et l'instauration des MEP dans les communes ?

Penses-tu que l'instauration des MEP dans les communes soit une nécessité ? Quels conseils aurais-tu à donner aux communes pour les encourager à engager un MEP ?

Que penses-tu du soutien pédagogique et du sport facultatif extrascolaire qui sont 2 des principaux éléments du cahier des charges d'un MEP ?

Tu as fortement contribué au développement des études en sciences de la motricité et du sport à l'Université de Fribourg. La formation universitaire proposée à Fribourg connaît un large intérêt pour l'enseignement au secondaire II. Hors, l'offre de travail dans ce secteur est nettement inférieure à la demande. Le travail de MEP dans une commune ne serait-il pas une autre solution de débouché pour ces étudiants ? Est-ce que tu penses que la formation proposée à l'Université est adéquate pour devenir MEP dans une commune ?

Les MEP actuels ont pratiquement tous l'ancien diplôme fédéral de maître de sport correspondant à la nouvelle formation du DAES I. En imaginant que ces postes de MEP dans les communes prennent de l'essor, serait-il envisageable qu'une nouvelle formation universitaire spécialisée pour l'enseignement primaire et le coaching pédagogique voie le jour ?

Les MEP sont payés selon une échelle de traitement correspondant aux salaires des maîtres de sport du secondaire I. Trouves-tu que ce salaire est correct et justifié par rapport aux maîtres primaires ? A moyen long terme, des personnes ayant un diplôme DEEM (Diplôme d'Enseignement d'Ecoles à Maturité) risquent d'être engagées comme MEP, penses-tu que leur salaire comme MEP devrait être revu à la hausse ?

Le facteur financier est régulièrement l'argument principal en défaveur de l'engagement d'un MEP. Aurais-tu des solutions ou des perspectives à proposer pour résoudre ce problème ?

Sur la base de ton argumentation en faveur de l'instauration d'un MEP dans les communes, penses-tu que l'Etat devrait jouer un rôle pour encourager les communes à engager des MEP en les aidant financièrement ?

Que penses-tu de la fonction de coordinateur sportif proposée par l'office fédéral du sport ? Quel est concrètement l'apport de cette fonction dans une commune ? Est-ce que chaque commune, ou du moins chaque région, devrait nécessairement disposer d'un coordinateur sportif ?

## **Annexe C : Retranscription des entretiens**

### **Entretien MEP Bulle ; Philippe Fragnière**

Bulle, lundi 18 février 2013 10h30

**Depuis quand travailles-tu comme MEP dans cette commune ? Comment s'est déroulé ton engagement, quels diplômes ont été exigés lors de ton engagement et quelle(s) formation(s) possèdes-tu ?**

*J'ai travaillé durant 6 ans avec Alexandre Dupasquier à Villars-sur-Glâne comme maître d'éducation physique à l'école primaire sous forme d'appui aux maîtres de classe de 1993 à 1999 et dès 1999 j'ai remplacé à Bulle le maître de sport parti à la retraite. Le principe était toutefois différent avant que j'arrive, il s'agissait de décharges de maîtres de 5<sup>èmes</sup> et 6<sup>èmes</sup> années. En 1999, un conseiller communal, Jean-Bernard Repond, axé sur le sport, a persuadé la commune d'engager 2 personnes comme maîtres de sport. J'ai donc été engagé en 99 avec Carlo Gattoni pour un appui auprès d'une quarantaine de classes primaires. J'ai travaillé à 100% comme maître de sport jusqu'à l'année passée. Depuis cette année, j'ai également la fonction de coordinateur sportif à 40%. Je suis donc à 60% MEP et à 40% coordinateur sportif.*

*Au niveau de la formation, ils demandaient un diplôme fédéral de maître de sport équivalent à un bachelor actuellement. Personnellement, j'avais fait l'école normale, j'avais fait instituteur au début et le fait d'avoir les 2 formations, enseignant primaire et maître de sport, a été un avantage pour mon engagement, que ce soit à Villars ou à Bulle.*

**Ok. Peux-tu m'expliquer le contenu de ton cahier des charges et éventuellement me dire si tu arrives à quantifier le nombre d'heures hebdomadaires approximatives dans chacun de tes domaines d'action ?**

*On a effectivement plusieurs charges dont par exemple l'organisation du sport facultatif. En 99, il n'existait rien du tout, au fil des années on a mis des cours en plus, trouvé des moniteurs supplémentaires, tissé des liens avec les sociétés de la*

*région. Et maintenant on est à 24 cours avec plus de 600 enfants par semestre. On fait par semestre pour ne pas concurrencer les sociétés. On a donc fortement développé le sport facultatif. Autrement dans le cadre de l'école, c'est de donner des appuis pédagogiques aux maîtres de classes, préparer un plan annuel et par rapport à ce plan, passer plus ou moins 1x toutes les 3 semaines dans chaque classe de l'école infantine à la 6<sup>ème</sup>. On leur prépare aussi des évaluations sur les différents thèmes traités. Parallèlement à ces thèmes traités en classe, on organise également le ski où tous les élèves de 2<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> vont à ski en sachant qu'à Bulle, la moitié des élèves ne skient jamais donc on a vraiment fait l'effort avec un certain budget pour acheter du matériel, des petits skis, et pouvoir équiper le plus d'enfants possible. Sur 3 ans, tout le monde passe donc au ski, ce qui n'était pas le cas avant. La patinoire la même chose, on organise à peu près 3x par année pour les degrés qui ne vont pas à ski. La piscine, c'est un peu le parent pauvre à Bulle, on a que les 3<sup>èmes</sup> qui ont la piscine obligatoire, 15x et autrement c'est le sport facultatif qui permet aux débutants d'aller aussi à la piscine.*

**C'est donc vous qui donnez directement ces différents cours d'activités spéciales ?**

*Voilà oui c'est nous qui donnons ces différents cours mais toujours en collaboration avec les enseignants, ils ne sont jamais déchargés d'éducation physique, ils sont toujours présents, changés et participent aux cours avec la responsabilité de petites tâches.*

**D'accord et est-ce que tu arrives à quantifier plus ou moins le nombre d'heures hebdomadaires ou le pourcentage dans chacun des domaines ?**

*Disons qu'on est en activité avec les classes plus ou moins 80% du temps et le 20% c'est pour organiser. Parce que maintenant avec 75 classes, 17 de plus l'année prochaine avec les écoles enfantines, il y a vraiment un gros travail d'organisation. Il y a également la gestion du matériel. On se répartit les tâches d'organisation entre nous comme nous sommes 2 maîtres de sport actuellement, et 3 dès l'année prochaine. Notre cahier des charges est donc le même à la base et on s'arrange ensuite entre nous pour savoir qui organise*



*quoi. Mais on a choisi de garder tous ce principe de 80% d'activité et 20% d'administratif. Quelqu'un s'occupe donc des camps de ski, un autre des journées de ski, un autre du sport fac ou encore des horaires etc.*

**Ok. Et comment est défini ce cahier des charges ? Est-ce que c'est le conseil communal qui le définit ou avez-vous aussi votre mot à dire ?**

*A la base, quand on a été engagé avec Carlo en 1999, c'est le conseil communal qui a élaboré le cahier des charges mais sur la base de ce qui se faisait à Villars-sur-Glâne et à Fribourg car ils voulaient utiliser le même système d'appuis pédagogiques. Par la suite on a aussi eu notre mot à dire pour améliorer certaines choses.*

**Et es-tu satisfait de ce cahier des charges ?**

*Oui c'est tout à fait satisfaisant, on mise sur la qualité du travail avec la collaboration avec les enseignants, avec des documents qu'ils peuvent utiliser, avec des modèles d'évaluations. On a également du temps pour l'organisation des journées ou des camps, ce qui permet de miser sur la qualité. Cet aspect est fondamental, si on avait 28 heures d'enseignement et encore devoir organiser tout ça, on n'arriverait pas à assurer une qualité. En termes d'heures on arrive plus ou moins à 22 heures d'enseignement par semaine et 6 heures d'organisation.*

**Donc vos contrats se basent sur 28 unités d'enseignement ?**

*Oui exactement, maintenant le calcul se fait aussi sur 41 heures vu que 28 heures d'enseignement correspondent à 41 heures effectives.*

**Est-ce qu'il existe un calcul de la dotation de maîtres de sport par rapport au nombre de classes ou au nombre d'élèves ? Est-ce qu'on peut dire il faut tant de classes, tant d'élèves pour un tel pourcentage ?**

*Ça n'a pas été calculé sur un nombre de classes précis mais ça a été développé au fur et à mesure de l'évolution de l'augmentation des classes parce que ça a doublé depuis qu'on a commencé. Donc la commune a réagi mais notre effectif n'a pas doublé puisqu'on est toujours 2 mais on sera 3 dès l'année prochaine.*

*Pour garder le rythme d'interventions d'une 1x toutes les 3 semaines dans les classes, il fallait suivre au niveau de l'engagement d'une nouvelle personne. Mais là on peut dire qu'avec 80 classes on aurait 300%, on peut donc dire qu'un maître de sport à plein temps peut s'occuper environ de 25 classes.*

**Ok et sinon de manière plus générale, comment définirais-tu le rôle et l'importance d'un maître de sport dans une commune ?**

*Je pense que d'abord dans les écoles, avec ce système de collaboration avec les enseignants, on met en valeur l'éducation physique. Même si le sport n'est pas une branche principale, le suivi qu'on a avec les maîtres de classe montre une certaine importance de la branche et on peut observer chez beaucoup d'enseignants une certaine prise de conscience de la branche. Et puis il y a aussi le sport facultatif qui permet de créer des liens avec les sociétés.*

Le dictaphone a eu un problème de batterie et la suite de la retranscription a été faite sur la base de notes manuscrites prises durant l'entretien.

**Peux-tu m'expliquer concrètement comment fonctionne le soutien pédagogique dans votre commune ?**

*Alors comme je l'ai dit, on intervient environ 1x toutes les 3 semaines dans la salle de sport pour donner une leçon. L'enseignant de la classe est également présent, changé et disponible pour participer à la leçon. On essaie souvent d'introduire un thème et ensuite de donner des pistes pour le suivi de ce thème. Le but est que les enseignants puissent reproduire nos leçons d'exemple. On donne également des documents d'aide et on prépare des évaluations.*

**Est-ce qu'il y a également une sorte de contrôle dans le sens où vous assistez parfois aux leçons des enseignants pour voir ce qui est fait ?**

*Non alors ça on ne le fait pas. Par contre, c'est clair qu'on voit très bien, selon l'implication des enseignants et l'observation des élèves quand on revient dans la classe, si le suivi est respecté.*

**Et est-ce que ce soutien est apprécié et productif ?**

*Oui alors je dirais que dans plus de 90% des cas, le soutien pédagogique est très apprécié. Pour certains, ça les arrange d'avoir une leçon en moins à préparer, pour d'autres c'est une opportunité d'apprendre beaucoup de choses. Je dirais que de manière générale ce soutien est productif dans le sens où le programme est suivi et respecté.*

**Concernant le sport facultatif... Quel est le but du sport fac pour toi ? Et quel taux de participation avez-vous ?**

*Le but est de faire découvrir, de faire expérimenter diverses disciplines et de proposer des activités d'essai pour les enfants de l'école primaire en dehors des heures d'école. Le sport fac est gratuit et cela permet aussi de faire un lien avec les sociétés. Comme on fonctionne sur des semestres, un enfant peut s'inscrire à un cours et s'il voit que ça lui plaît vraiment on peut l'orienter vers une société. Le but n'est pas de faire de la concurrence aux sociétés mais bien de proposer des activités variées aux enfants pour les motiver à continuer dans un club.*

*Le taux de participation est relativement élevé avec environ 600 inscriptions sur 1500 enfants au total sans compter les inscriptions à double.*

**Ok et est-ce que l'Etat subventionne une partie ou est-ce la commune qui prend tout à sa charge ?**

*L'Etat subventionne les coûts des moniteurs à hauteur de 35%, une autre partie est couverte par Jeunesse et Sport et le reste par la commune.*

**Est-ce que j'ose te demander sur quelle échelle de traitement ton salaire se situe et en quelle classe tu te trouves ?**

*La commune fonctionne sur une échelle de traitement indépendante, cela correspond à l'échelle de traitement des maîtres de sport au secondaire I.*

**Trouves-tu que ce salaire est correct et justifié par rapport à ton travail et à ta formation?**

*Oui je trouve que ce salaire est correct par rapport au travail et à la formation que j'ai. Il faut aussi voir que dans nos interventions on enseigne à la fois à des*

*enfants mais également à des adultes, aux enseignants des classes primaires. Il y a également une grande tâche de responsabilité dans les activités de natation, de patinoire ou encore d'organisation de journées de ski.*

**Dans l'optique de trouver des solutions alternatives pour proposer aux autres communes l'instauration d'un MEP, notamment au niveau financier, est-ce qu'un pourcentage de travail réduit serait envisageable ?**

*Oui, bien sûr, ce serait envisageable, ou alors imaginer une collaboration entre plusieurs communes. Avec un pourcentage réduit il faudrait tout de même veiller à garder une fréquence d'interventions de 1x toutes les 3 semaines pour assurer une certaine qualité dans le suivi pédagogique aux maîtres de classe. Le calendrier, avec les vacances scolaires, favorise ce système de 1x sur 3. Le calcul des interventions se fait aussi sur la fréquence des activités spéciales. Par exemple pour le ski, nous sommes déjà chacun plus ou moins 24 jours sur les skis.*

**Quels seraient tes arguments pour défendre la cause d'un MEP et convaincre d'autres communes d'instaurer un MEP ?**

*Le maître de sport spécialiste permet de proposer un nombre d'activités plus important. Dans le développement moteur de l'enfant, on sait que la polysportivité joue un grand rôle et la découverte de nouvelles activités jouent un rôle très important. C'est également dans cette tranche d'âge, à l'école primaire, que l'apprentissage est le meilleur. Il y a aussi beaucoup de valeurs éducatives à transmettre à travers le sport. Le fait de proposer des activités extrascolaires en essai et d'intéresser les enfants pour le sport, cela permet de grossir les effectifs des sociétés sportives de la commune. Je pense aussi que dans une perspective d'avenir, l'Etat devrait être conscient de ces arguments et subventionner une partie de cet engagement.*

**Est-ce que tu penses que le système de MEP dans une commune peut accroître la détection de talent et favoriser ainsi la relève dans le sport d'élite ?**

*Ah ça c'est quelque chose à laquelle je n'avais pas pensé mais pourquoi pas... Bon, l'influence qu'on a directement sur les jeunes n'est pas énorme mais c'est vrai que le fait d'avoir des spécialistes permet d'avoir un œil avisé sur certains enfants qui sortiraient du lot et de pouvoir les orienter vers l'une ou l'autre société sportive.*

**Tu m'as parlé au début de l'entretien de ton rôle en tant que coordinateur sportif à 40%, quel est concrètement l'apport de cette fonction pour la commune ?**

*Alors je dois préciser que j'ai le rôle de coordinateur sportif mais que je n'ai pas encore fait la formation. J'ai un mandat annexe à mon cahier des charges de MEP qui correspond à 40%. Je sais que dans certaines communes, ce rôle est intégré dans le cahier des charges du MEP. Mon rôle est de faire le lien entre les sociétés et surtout de défendre les intérêts des sociétés auprès de la commune. On a par exemple des soucis d'heures de glace dans la patinoire et j'interviens auprès de la commune pour présenter les problèmes et suggérer des solutions. Je m'occupe aussi, à travers le service du sport bullois, de l'octroi des subventions aux diverses sociétés de la commune. Je fais également partie de diverses commissions d'animation de la vie sportive de la commune, comme « Bulle bouge » ou « le Grand Prix des Villes Sportives » par exemple. Je suis aussi à disposition de la commune comme conseiller ou consultant dans des projets de constructions sportives.*

## **Entretien MEP Romont ; Pierre Richoz**

Romont, mardi 19 février 2013 8h

**Depuis quand travaillez-vous comme MEP dans cette commune ?  
Comment s'est déroulé votre engagement et quels diplômes, quelles formations ont été exigés ?**

*C'est la 6<sup>ème</sup> année que je suis là à Romont, j'ai donc commencé en automne 2007. J'avais travaillé auparavant durant 2 ans à Villars-sur-Glâne aussi comme prof de sport dans les écoles primaires avec Alexandre Dupasquier et Bruno Rüegger. En 2007, l'ancien maître de sport de Romont partait à la retraite, il y avait eu des discussions sur la reconduction de ce poste en raison des problèmes financiers que traversait la commune et Alexandre Dupasquier, en tant que collaborateur pédagogique pour le canton, était venu également présenter les avantages d'avoir un maître de sport et avait présenté le concept de Villars-sur-Glâne. Et ils ont choisi de reprendre le système qui se faisait à Villars-sur-Glâne dès 2007. Du coup, comme je viens de Romont et que j'avais travaillé 2 ans à Villars-sur-Glâne, je pense que cela a aidé lors de mon engagement. De plus j'ai aussi une première formation comme prof primaire, avec le diplôme de l'école normale de l'époque, plus la formation de maître de sport que j'avais faite à Lausanne, donc j'avais un petit avantage avec cette double formation.*

**Quel est votre cahier des charges ? Pourriez-vous quantifier approximativement le nombre d'heures hebdomadaires de chacun des domaines de votre cahier des charges ou l'exprimer en divers pourcentages ?**

*Alors déjà je suis sur un contrat de 42 heures par semaine comme tous les employés communaux avec la seule différence que moi j'ai 7 semaines de vacances alors qu'eux ils en ont 4 ou 5. Je dirais qu'en moyenne j'ai environ 26 unités d'enseignement par semaine réparties entre l'enseignement des activités spéciales comme la natation, la patinoire, le ski mais aussi les interventions en salle pour le soutien pédagogique. Après je m'occupe également du sport*

*facultatif avec 2 unités d'enseignement comprises mais toute l'organisation est difficile à quantifier en nombre d'heures car il y a 2 grosses périodes de travail lors de l'annonce et de la clôture de l'offre. J'ai pas mal de travail administratif avec l'organisation des camps, et surtout dans la confection des horaires qui me prend beaucoup de temps car il y a beaucoup de contraintes avec les branches d'ACM / ACT qui ont la priorité et certains enseignants à pourcentage réduit. Et puis il y a toujours des petits trucs avec la commune, à répondre ou autres. Je suis également responsable du matériel et chaque été je passe pas mal de temps à tout remettre en ordre, à gérer les commandes de matériel. Après c'est clair que durant les semaines de camps, le nombre d'heures sur la semaine est pratiquement doublé.*

**Et globalement, êtes-vous satisfait de ce cahier des charges ?**

*Je me rends quand même compte que par rapport à Villars-sur-Glâne où je ne m'occupais de rien au niveau administratif, là je me retrouve seul et je dois tout gérer. Il y a du job mais je ne me plains pas en fait car j'aime ce que je fais, je suis bien dedans mais c'est vrai que le travail administratif est quand même assez lourd. J'ai quand même mes semaines sans élèves où je peux m'occuper de ça, j'ai aussi le mercredi après-midi où malgré quelques réunions, j'ai du temps pour ce boulot-là. Mais c'est clair que je me rends compte que ce n'est pas le poste de maître de sport le plus tranquille qu'il existe.*

*J'ai aussi proposé qu'éventuellement, dès l'année prochaine, parce que la commune paie déjà quelqu'un pour me remplacer à la natation le mardi quand je suis en camp, à ski ou à la patinoire, que cette personne s'occupe entièrement de la natation du mardi et que cela me laisse du temps de libre pour rajouter certaines choses.*

**Et par rapport à votre engagement à 100%, est-ce qu'il existe un calcul du nombre de classes pour définir le pourcentage d'un maître de sport ?**

*Ici à Romont, on a 19 classes primaires, 6 classes enfantines et puis il y a encore une petite spécificité dont je n'ai pas encore parlé, en fait moi je suis engagé à 90% par la commune et j'ai un 10% où je suis engagé par les classes*

*spécialisées. Alors sur mon contrat à la commune je suis à 100% mais c'est qu'une histoire de paiement avec 3 heures d'enseignement dans ces classes-là. Après, je pense qu'il est difficile de faire un calcul du nombre de classes pour un 100%, mais je me rends compte, qu'à l'heure actuelle, je ne suis plus autant efficace dans le sens où je vois moins souvent les classes et je dois plus faire du survol. Ma fréquence d'interventions a diminué avec l'augmentation du nombre de classes. Maintenant, avec l'expérience que j'ai acquise dans ce milieu, je dirais qu'une vingtaine de classes représenteraient un 100% avec une bonne qualité de fréquence d'interventions. Je commence même à me faire un peu de souci, car avec la nouvelle loi scolaire, les communes de Billens et Mézières n'ont pas assez d'élèves pour former un cercle scolaire et elles devront certainement se rattacher à nous. Et là, la commune de Romont devra réagir en engageant un 2<sup>ème</sup> maître de sport sinon ce sera vraiment ingérable.*

**De manière plus générale, quel est, pour vous, le rôle et l'importance d'un maître de sport dans une commune ?**

*Pour moi, c'est indispensable d'avoir un maître de sport, je pense qu'on est tous convaincus par les bienfaits de notre rôle, maintenant pour la commune en elle-même, c'est clair que c'est un investissement mais pour la commune, au-delà du domaine pédagogique, il y a aussi tout le côté du conseil, surtout dans le cadre d'une éventuelle construction d'un projet sportif. A travers le sport facultatif, je travaille en étroite collaboration avec les sociétés de la commune. Et tout ça serait impossible sans maître de sport.*

**Comme vous l'avez dit, vous enseignez les activités dites spéciales comme la natation, la patinoire etc. A quelle fréquence ont lieu ces activités ?**

*Pour la natation j'ai 5 leçons de 40 minutes par semaine chaque fois le mardi et les élèves ont eux, au total 7 leçons durant l'année réparties sur 2 blocs de 4 semaines et 3 semaines 2x durant l'année. Pour la patinoire, l'école enfantine vient 2 demi-jours, les premières ont eux actuellement 4 leçons et les autres degrés 3 leçons. Je fonctionne avec des semaines complètes de patinoire. Pour le ski, les 2, 3, 4<sup>èmes</sup> années ont 3 journées de ski, en 5<sup>ème</sup> ils ont un camp de ski*



*d'une semaine et les 6<sup>èmes</sup> n'ont pas de ski. Les journées à ski me prennent 3 semaines et je travaille beaucoup avec les parents qui viennent bénévolement encadrer les enfants, donc du coup j'ai très peu de moniteurs qualifiés. Sinon on a aussi des camps verts, en 2<sup>ème</sup> année c'est sur 3 jours, en 4<sup>ème</sup> sur 4 jours et en 6<sup>ème</sup> sur une semaine. Après, il y a l'escalade, ils ont tous 2x par année à raison d'une heure. Je donne encore à chaque classe un après-midi sportif sur l'année où c'est ciblé sur le grand trampoline.*

**Je reviens sur le soutien pédagogique, pouvez-vous m'expliquer comment cela fonctionne et me donner les fréquences de vos interventions ?**

*Je fais des collaborations de 4 semaines et je vais 2x durant l'année dans leur classe. Donc je vais au total 8 leçons par année dans chaque classe. J'interviens 4 semaines de suite par exemple le lundi matin dans une classe, je montre une séquence complète pour un thème avec souvent une évaluation comprise. Le but serait que l'enseignant soit capable de refaire ce thème tout seul. Après, en fonction des besoins de certains enseignants, il est possible que j'intervienne que pour une collaboration de 4 semaines dans une classe alors que je fais 3 collaborations dans d'autres classes. C'est assez modulable, en fonction des besoins. Mais c'est vrai que si je pouvais faire 3 collaborations de 4 semaines chaque fois chez tout le monde, ce serait bien.*

**Et est-ce que ce soutien est apprécié et productif ?**

*Oui je pense qu'au moins 90% des enseignants sont convaincus et sont toujours très contents de me voir et je pense que l'implication de la majorité des enseignants est productive. Il y en a certains qui prennent des notes, qui prennent des photos.*

**Concernant le sport facultatif extrascolaire, quel est concrètement son but et à qui est-il proposé ? Quel est le taux de participation au sport facultatif extrascolaire ? Est-ce que le sport facultatif est subventionné par l'Etat ?**

*Le but est d'offrir une possibilité aux jeunes d'avoir une, voire deux heures de sport en plus dans la semaine, mais c'est également une proposition pour les gens, qui n'ont peut-être pas la possibilité d'aller dans les sociétés, de faire du sport car c'est offert, c'est gratuit. Donc c'est un moyen de faire bouger encore plus les élèves, ça c'est le but principal. On a aussi un but de travailler avec les sociétés, en faisant découvrir le sport aux élèves et en les motivant à le continuer en rejoignant les clubs. Parce que le sport facultatif reste dans le cadre du loisir, donc sans compétition.*

*Cette année, j'ai environ 140 inscriptions sur pas loin de 500 élèves. Il y en a quelques-uns dans ces 140 qui font 2 cours. Donc ça représente un gros quart des élèves.*

*L'engagement des divers moniteurs pour les activités est subventionné à hauteur de 35% par l'Etat. Et je peux encore ajouter qu'actuellement, le sport facultatif nous rapporte de l'argent. Grâce aux subventions de l'Etat et de Jeunesse et Sport, on arrive à générer un peu d'argent. Pourtant les tarifs de nos moniteurs sont très corrects mais c'est clair que moi, les 2 heures que je donne en fait, sont déclarées dans le décompte, mais l'argent va à la commune, je touche pas l'argent, c'est mon salaire. Donc c'est la seule place où je rapporte de l'argent alors que je fais que d'en dépenser.*

**Ok et sinon par rapport au côté financier, est-ce que j'ose savoir sur quelle échelle de traitement et en quelle classe salariale vous vous situez?**

*Je suis sur une échelle communale mais ça correspond à l'échelle de l'Etat pour un maître de sport du CO.*

**Et trouvez-vous que votre salaire est correct par rapport à votre travail et à votre formation ?**

*Alors je n'ai pas comparé avec les autres maîtres de sport d'autres communes, je ne sais pas si je pourrais gagner plus ailleurs, mais en tous cas je suis content et satisfait de ce que j'ai, aucun souci là-dessus. Je trouve aussi juste que le salaire soit adapté à la formation, car sinon il y aurait personne qui voudrait prendre ces postes-là. Les profs de sport iraient travailler au CO ou ailleurs. Le travail comme maître de sport est le même qu'au CO par exemple, voire même plus conséquent car avec le soutien pédagogique, la préparation des leçons est peut-être plus pointue.*

**Est-ce qu'il y a une certaine jalousie des enseignants primaires concernant votre salaire plus élevé que le leur ?**

*Je pense que ça discute pas tellement mais personnellement je trouve, qu'ayant bossé dans les 2 domaines, je pourrais comprendre que les enseignants primaires se trouvent un peu sous-payés par rapport à un prof de sport, ça je peux le comprendre car la charge de travail est aussi conséquente et il y a aussi beaucoup de travail administratif. Mais ça parle très peu de ça, ou en tous cas je ne le ressens pas.*

**Dans l'optique de trouver des solutions alternatives pour proposer aux autres communes l'instauration d'un MEP, notamment au niveau financier, est-ce qu'un pourcentage de travail réduit serait envisageable et est-ce que le « couplage » avec une autre commune serait imaginable et abordable ?**

*Comme ça, je dirais que tout ce qui peut-être fait sera de toute façon mieux que ce qu'il y a actuellement. Alors même si le prof de sport n'est qu'à 50%, à 30% ou j'en sais rien, de toute façon ce sera positif, ça j'en suis fortement convaincu. Maintenant c'est clair que la grosse barrière sera toujours le financement. Pour moi, le couplage entre communes est aussi tout à fait réalisable, après c'est clair qu'il y a des contraintes d'organisation avec les déplacements mais je pense que c'est vraiment faisable.*

**Donc globalement, quels seraient vos arguments principaux si vous étiez à ma place pour défendre la cause d'un maître de sport dans une commune ?**

*Alors c'est clair qu'un argument principal c'est celui de la santé pour les enfants grâce au sport. Et ça je pense que les politiciens s'en rendent compte. C'est pas pour rien non plus que maintenant Jeunesse et Sport a commencé à subventionner la tranche d'âge 5-10 ans. Donc que l'enfant bouge ça devient quelque chose de très très important et cela se perd justement de plus en plus, à travers ce que je vois aussi avec les élèves. Et puis, c'est clair qu'au niveau primaire, les enseignants ont une formation de généraliste et la salle de gym c'est vraiment quelque chose de complètement différent de la salle de classe, c'est vraiment quelque chose de difficile à gérer et je pense quand même que le spécialiste est formé là-dedans pour pouvoir gérer ça. Il y a aussi le facteur de la sécurité avec la salle de gym qui dispose d'un matériel très vaste et déjà pour nous c'est difficile de maîtriser tout ce matériel, donc comment un généraliste pourrait tout maîtriser ? Donc pour moi le spécialiste est indispensable. Il est même, pour moi, plus indispensable au primaire qu'au secondaire à la limite parce qu'au secondaire c'est facile de les faire bouger. J'exagère peut-être un peu mais ça me paraît important d'avoir des spécialistes en primaire. Par exemple pour le ski ou la natation c'est quand même mieux d'apprendre ça tout de suite, c'est plus facile d'apprendre quand on est petit que quand on est déjà au CO. Dans ce sens, pour moi, les maîtres les mieux formés devraient être à la base de la pyramide. Par exemple lors des journées de ski, moi je prends les débutants, ça me paraît évident que le plus formé prenne les débutants, la base. Le maître de sport permet aussi de mettre sur pied des activités en plus pour faire bouger les élèves, avec par exemple le sport facultatif qui, à mon avis, ne peut être fait que par le prof de sport ou alors par un enseignant hyper motivé.*

**Et est-ce que vous pensez que pour la détection de talents précoces, le fait d'avoir un maître d'éducation physique peut avoir une certaine influence ?**

*J'avais pas pensé à ça. Bon, en même temps, on ne résout pas tout avec un prof de sport, loin de là, surtout avec la fréquence d'interventions que j'ai ici. Mais en*

*même temps c'est vrai que j'ai des demandes par exemple du ski club qui me demande chaque année s'il y a des enfants qui seraient susceptibles de faire de la compétition donc effectivement il peut y avoir quelque chose.*

**Et avec ces arguments de santé, d'offre sportive élargie, de développement psychomoteur précoce, de sécurité ou encore de détection de talents, est-ce que vous pensez que l'Etat devrait intervenir pour encourager l'engagement de maîtres de sport ?**

*Oui alors effectivement j'ai de la peine à comprendre que l'Etat paie des maîtres par exemple pour le bricolage mais alors pas pour le sport. J'ai l'impression que c'est 2 branches bien distinctes du reste effectivement mais alors pourquoi d'un côté on paie des maîtres et puis pas dans le sport ? J'ai l'impression qu'on pourrait revendiquer la même chose.*

**J'ai encore un dernier thème que j'aimerais aborder, c'est au sujet de la formation de coordinateur sportif. L'avez-vous effectuée ?**

*Alors je ne l'ai pas encore effectuée. J'en ai déjà parlé une fois à la commune mais c'est clair que ça a un coût. Pour le moment c'est un peu en stand bye.*

**Et pensez-vous que cette fonction de coordinateur sportif serait importante et nécessaire pour la commune ?**

*Je sais pas si elle serait vraiment nécessaire car d'un côté je sais que ça me plairait de la faire et d'apprendre de nouvelles choses et d'un autre côté, en lisant le descriptif sur le site de l'office fédéral du sport, je me rends compte qu'il y a déjà pas mal de tâches que je fais déjà.*

**Et dans l'optique de l'éventuel futur centre sportif à Romont, une personne faisant le tampon avec la commune et permettant d'avoir un avis sur l'aspect pratique et technique serait certainement indispensable ?**

*Alors je serai mis dedans, je serai mis dans la commission, ça je sais déjà. J'aurai mon avis à donner mais c'est clair que je ne me fais pas trop d'illusion, ce sera en dehors de mes heures, ce sera une charge en plus.*

**Et au niveau de l'animation sportive pour l'ensemble de la population, est-ce qu'il y a des projets, tels que « Romont bouge » ou autres ?**

*Pour le moment on n'est pas parti dans « Romont bouge » encore, je suis en train de réfléchir à y participer parce que je pense que ça pourrait être pas mal mais pas au même niveau que Bulle, où eux c'est vraiment un gros truc. Alors c'est pas que j'aime pas mais je trouve que j'ai déjà pas mal. Je me suis mis durant 2 ans dans une autre commission, le Pass'Sport Glâne en entente avec la Veveyse pour proposer du sport à l'ensemble de la population. J'avais pour ça reçu un petit mandat supplémentaire.*

### **Entretien MEP Marly ; Olivier Macchi**

Marly, jeudi 21 février 2013 14h

**Depuis quand travailles-tu comme MEP dans cette commune ? Comment s'est déroulé ton engagement et quels diplômes, quelles formations ont été exigés ?**

*Je travaille à Marly depuis 2005. J'avais vu une mise au concours dans La Liberté et j'ai postulé. Le diplôme de maître d'éducation physique était demandé. Je l'avais fait à Lausanne.*

**Quel est ton cahier des charges ? Pourrais-tu quantifier approximativement le nombre d'heures hebdomadaires de chacun des domaines de ton cahier des charges ou l'exprimer en divers pourcentages ?**

*Je suis responsable de l'enseignement de l'éducation physique, de la planification, de l'appui pédagogique même si j'en fais assez peu car j'ai 28 classes en étant seul. Je suis aussi responsable de tout l'enseignement et de l'organisation de la natation, de la patinoire, du ski. Je confectionne également les horaires des heures d'éducation physique pour toutes les classes. A côté de ça, je suis responsable du matériel, du sport scolaire facultatif, je fais partie de diverses commissions. J'ai également un mandat annexe un peu particulier en*

*tant que coordinateur de santé qui englobe l'organisation de modules sur l'alimentation, la sexualité etc.*

*Plus ou moins 30% de mon job c'est de l'administratif, sinon j'enseigne 2 matinées par semaine la natation, j'ai en tout 32 jours de ski, et la patinoire des vacances d'automne à Pâques représente 3 demi-jours par semaine excepté durant les camps de ski.*

**Sur quelle dotation horaire es-tu basé ?**

*Je suis traité sur 28 unités d'enseignement.*

**Tu m'as parlé de 28 classes, est-ce qu'il existe un calcul pour définir le pourcentage d'un maître sport en rapport au nombre de classes ?**

*Pas à ce que je sache, par contre ce que je constate, c'est qu'être seul avec 28 classes c'est peu.*

**De manière plus générale, quel est pour toi le rôle et l'importance d'un maître de sport dans une commune ?**

*On doit essayer de développer l'enseignement de l'éducation physique en rendant attentif tant les enseignants que les autorités communales de l'importance de l'éducation physique pour le développement de l'enfant et pour sa santé et ceci à tous les niveaux, que ce soit administratif ou pratique avec les appuis pédagogiques. Pour moi, c'est un rôle qui est extrêmement important, qui est nécessaire et qui est, je pense, très apprécié dans l'ensemble.*

**Je reviens sur le soutien pédagogique, tu m'as dit que tu en faisais peu en raison du nombre élevé de classes. Peux-tu m'expliquer comment cela fonctionne et me donner les fréquences de tes interventions ?**

*Je vois les classes de la 3<sup>ème</sup> à la 6<sup>ème</sup> 8x par année et les classes enfantines à la 2<sup>ème</sup> 6x par année en salle de sport. La patinoire a lieu 2x par année pour chaque classe, la piscine 6x par année pour chaque classe, le ski 2 matinées pour les 1<sup>ères</sup> et 2<sup>èmes</sup>, 3 journées pour les 3<sup>èmes</sup> et 4<sup>èmes</sup> et un camp d'une semaine pour les 5<sup>èmes</sup> et 6<sup>èmes</sup>. Concernant le fonctionnement du soutien pédagogique, je*

*donne des blocs pour un thème complet sur 3-4 semaines et je propose donc 2 blocs complets par année en fonction des degrés, donc 2x 4 leçons ou 2x 3 leçons.*

**Et quel est le but de ces interventions en bloc pour le soutien pédagogique ?**

*Le but est que l'enseignant ait vu un thème complet et qu'il puisse le reproduire l'année suivante ou durant l'autre période de gym durant la semaine. Les enseignants ont également à leur disposition un programme d'établissement, donc un programme annuel des thématiques qui doivent être traitées et je suis bien sûr à leur disposition pour répondre aux questions.*

**Quels sont les avantages du système en bloc par rapport au système fréquentiel simple ?**

*La toute première année quand j'avais repris la succession de l'ancien maître de sport, j'avais fonctionné avec un système fréquentiel où j'intervenais 2x de suite dans la classe et ceci était répété plusieurs fois durant l'année. Pour moi, l'enseignement de l'éducation physique est difficile et compliqué pour la majorité des enseignants. Ils n'ont pas forcément toujours le temps de pouvoir préparer leurs leçons et je préfère leur montrer un bloc complet sur une thématique précise pour qu'ils puissent ensuite la reproduire. J'essaie de leur mâcher au maximum le travail.*

**Est-ce que ce soutien est apprécié et productif ?**

*Il est fortement apprécié dans l'ensemble, après, tout le monde n'apprécie pas de la même manière ma venue dans la classe. Il y a des différences dans le comportement des enseignants lors de ma venue, certains sont changés, participent, prennent des notes et posent des questions alors que d'autres se mettent un peu en retrait. Je sens une certaine évolution dans l'implication générale des enseignants, dans la mesure où il y en a de plus en plus qui posent des questions concernant le plan d'établissement et qui montrent de l'intérêt pour la branche.*



**Concernant le sport facultatif extrascolaire, quel est concrètement son but et à qui est-il proposé ? Quel est le taux de participation au sport facultatif extrascolaire ? Est-ce que le sport facultatif est subventionné par l'Etat ?**

*Pour moi, le sport facultatif est un pont entre l'école et les clubs de la commune. Il est proposé à tous les élèves de l'école primaire. Ceci n'est malheureusement pas toujours très bien compris par les sociétés. Il m'est arrivé de chercher des moniteurs dans les clubs et on m'a répondu que les enfants n'avaient qu'à commencer cette activité dans leur club. Pour moi, on a une fonction d'initiation, d'éveiller un intérêt de découverte chez l'enfant et de lui proposer une période d'essai gratuite de l'activité en question. L'enfant ne s'engage pas pour une année comme c'est le cas en club, mais bien pour une période courte de 8 à 15 semaines qui lui permet de « goûter » à l'activité. Et puis, on offre également la possibilité aux enfants qui ne font pas, ou ne veulent pas faire de sport en club, d'en pratiquer un petit peu à travers cette organisation. Cela permet aussi de varier les activités, les enfants pouvant chacun choisir 2-3 activités différentes sur l'année. Cette année on propose l'escalade, le judo, le VTT, la natation, le patinage, le hockey, la gymnastique et le ski. On essaie de proposer des activités variées mais je me rends compte que cela engendre des difficultés avec les déplacements et les coûts.*

*J'ai environ 280 inscriptions sur 530 élèves mais ce nombre comprend certaines inscriptions doubles. L'Etat subventionne à hauteur de 35% l'engagement des divers moniteurs.*

**Est-ce que j'ose savoir sur quelle échelle de traitement et en quelle classe salariale tu te situes?**

*Je me situe sur une échelle de traitement correspondant au maître d'éducation physique du CO. J'ai été sur une échelle de traitement communale jusqu'à l'année dernière et je suis passé ensuite sur l'échelle de traitement cantonale, échelle 36 en classe 21.*

**Trouves-tu que ton salaire est correct par rapport à ton travail et à ta formation ?**

*Oui je suis satisfait de mon salaire. L'échelle communale proposait un salaire élevé au moment de l'engagement mais plafonnait un peu avec les années alors que l'échelle de l'Etat a une courbe plus exponentielle, donc je suis mieux loti maintenant. Je suis aussi content car pour moi, il n'y a pas que le salaire mais il y a pas mal de choses à côté, par exemple, comme je travaille dans plusieurs écoles et que je ne suis que très peu à la maison, j'ai eu besoin d'un ordinateur portable, qu'on m'a d'abord refusé puis on me l'a fourni. J'ai également obtenu un dédommagement plus élevé pour l'utilisation de mon natel, indispensable dans certaines activités comme le ski par exemple ; 5.--/mois avant et maintenant 25.--/mois, et je touche aussi un petit montant pour ma bureautique. Donc je trouve que maintenant je suis bien reconnu et je trouve cela juste.*

*Il faut aussi préciser que par rapport à d'autres enseignants, le maître d'éducation physique fait de l'appui pédagogique, donc de la formation d'adultes mais a également beaucoup de responsabilités dans les tâches administratives, que ce soit pour les horaires, pour l'organisation du sport facultatif ou encore pour les activités spéciales où le danger est présent. Plusieurs maîtres de sport actuels dans diverses communes ont également fait la formation d'enseignant primaire comme moi. On est donc autant, voire plus formés que des enseignants du CO et je trouve que notre salaire est justifié.*

**Est-ce qu'il y a une certaine jalousie des enseignants primaires concernant ton salaire plus élevé que le leur ?**

*Alors oui il y a clairement des jalousies. Certains pensent que parce que j'enseigne aux mêmes élèves, je devrais être payé la même chose qu'eux. Et certains ne comprennent pas que je puisse avoir des heures libres parfois dans mon programme hebdomadaire. Par exemple cet après-midi, je n'ai pas d'heures d'enseignement, mais il faut bien savoir que quand je pars en camp de ski ce n'est pas 5 périodes par jour qui sont comptées et que ces heures sont bien récupérées une fois.*

**Dans l'optique de trouver des solutions alternatives pour proposer aux autres communes l'instauration d'un MEP, notamment au niveau financier, est-ce qu'un pourcentage de travail réduit serait envisageable ? Est-ce que le « couplage » avec une autre commune serait imaginable et abordable ? Pourquoi ?**

*Oui absolument, je pense que ce serait une très bonne chose. La collaboration entre communes se fait pour le psychologue scolaire, pour le coordinateur de sport alors pourquoi pas pour le maître de sport.*

**Quels seraient tes arguments pour défendre la cause d'un MEP dans une commune et ainsi convaincre d'autres communes d'instaurer un MEP ?**

*Pour moi clairement, on connaît les problèmes actuels de la société avec des enfants qui bougent de moins en moins et qui mangent de moins en moins bien et l'activité physique doit être développée au maximum. On doit susciter l'intérêt chez l'enfant pour le mouvement à travers une qualité dans l'enseignement de l'éducation physique et par une offre sportive complète et variée.*

**Je sais que tu as effectué la formation de coordinateur sportif proposée par l'office fédéral du sport. Quel est concrètement ce rôle et qu'apporte cette nouvelle fonction dans la commune ?**

*Pour le moment à Marly, cette fonction de coordinateur sportif ne comprend pas de pourcentage attribué, par contre elle m'a déjà beaucoup apporté à titre personnel. On est par exemple en train de plancher sur la construction d'une nouvelle école ici à Marly, et je vais vraiment insister pour que l'aménagement de l'espace récréatif autour de l'école favorise le mouvement. J'ai découvert pas mal de possibilités à ce niveau-là lors de cette formation. On a également eu un bloc sur les installations sportives et j'ai réalisé un projet sur la construction de terrains de beach-volley. La commune est en train de réfléchir justement sur ce projet d'aménagement de terrains de beach-volley. Cette fonction me permet également de créer un réseau, d'amener de nouvelles idées. Cette fonction me donne du travail supplémentaire mais que je fais volontiers parce que cela réveille de l'intérêt. Je pourrais en faire d'avantage, mais bien évidemment, il*

*faudrait que cette fonction soit rémunérée. Cela représenterait environ un 20-25% pour la commune de Marly selon les statistiques de la population.*

**Je sais que la commune de Marly dispose d'un service animation de jeunesse intéressant, est-ce qu'il y a des liens entre ce service et ta fonction de maître de sport ou de coordinateur sportif ?**

*Je m'entends très bien avec le responsable de l'animation de jeunesse mais malheureusement on a que très peu de contacts pour le moment. Le concept « Marly Sympa » a été mis sur pied et il y a certainement des choses à faire en relation avec le sport. Mais cela demande du temps que je n'ai malheureusement pas pour le moment.*

### **Entretien commune de Marly ; Mme Savary et Mme Marchon**

Marly, mardi 29 janvier 2013 14h45

**Depuis quand votre commune fonctionne-t-elle avec un maître d'éducation physique (MEP) et comment s'est déroulée cette instauration ? Est-ce qu'il y avait une volonté communale pour cette instauration ou est-ce que le projet a été « copié » sur une autre commune ?**

*Mme Marchon : La première trace de l'engagement d'un maître de sport que j'aie retrouvée date de 1974. Par contre, comme cela date depuis relativement longtemps, on ne peut pas vous dire quelles ont été les réflexions du conseil communal de l'époque, on n'a pas retrouvé le compte-rendu des discussions qu'il y a eu pour cet engagement.*

**D'accord, et pour les conseillers communaux qui ont succédé et qui sont actuellement en place, est-ce que ce système de maître de sport a toujours été finalement une normalité ou est-ce que cet engagement a été rediscuté ?**

*Mme Marchon : Je n'ai pas retrouvé l'intégralité des discussions qu'il y a eu à ce sujet depuis 1974, par contre je sais qu'il y a eu, à une époque, plusieurs*

*enseignants ayant un statut d'employé communal également dans les branches d'allemand et de chant. Ces fonctions ont été à un moment donné rediscutées et les fonctions de spécialistes en allemand et en chant sont tombées alors que la fonction de maître de sport est restée. Donc il y a eu une discussion quant au statut de ces enseignants spécifiques, avec la décision de maintenir la fonction de maître de sport.*

**Quel est le cahier des charges de votre MEP ? Comment ce cahier des charges est-il défini et est-il rediscuté régulièrement ?**

*Mme Savary : Le cahier des charges comporte plusieurs fonctions et est remis à jour en fonction des besoins, quand c'est nécessaire.*

*Mme Marchon : Les tâches du maître de sport sont l'enseignement de la natation et du patinage, l'organisation et l'accompagnement pour les journées de ski, la collaboration à l'organisation du camp de ski, l'intervention à des fréquences données pour l'appui pédagogique aux enseignants. Il est également responsable du sport scolaire facultatif. Et à côté de ça, il a aussi des tâches administratives comme la gestion des besoins en matériel pour l'éducation physique. Notre maître de sport a également un mandat supplémentaire dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé.*

**Sur quelle dotation horaire se base ce cahier des charges ?**

*Mme Marchon : Il y a eu, à un moment donné, lors des discussions au sujet des maîtres spécialistes, une évaluation du taux d'activité qui a été réalisée. On a cherché à quantifier les choses sur la base de l'Etat par rapport au personnel enseignant. On a ainsi pu, sur cette base, définir son cahier des charges.*

**De manière générale, est-ce que la commune est satisfaite de ce concept de maître de sport ?**

*Mme Savary : Oui la commune est très satisfaite de ce concept. Cela fait tellement longtemps que c'est en place que c'est devenu une normalité dans la vie de la commune. On a parfois un retour de certains nouveaux habitants qui trouvent le concept génial.*

**Une question un peu plus indiscrete, à combien se chiffre l'engagement annuel du maître de sport dans votre commune ? Est-ce que cet engagement est entièrement à charge de la commune ou est-ce que l'Etat subventionne une partie ?**

*Mme Marchon : Alors on ne va pas vous donner de chiffre concernant le salaire de notre maître de sport, par contre M. Macchi se trouve sur l'échelle de traitement de l'Etat. Il n'y a aucune subvention de l'Etat concernant l'engagement salarial du maître de sport, par contre l'Etat subventionne à hauteur de 35% l'engagement des moniteurs pour le sport scolaire facultatif.*

**Le facteur financier est régulièrement mis en avant par les communes n'ayant pas de MEP. Comment votre commune a-t-elle pu « se permettre » un tel engagement ?**

*Mme Savary : C'est difficile de répondre car le concept existe depuis tellement longtemps et cet engagement est mis au budget. Dans le cercle scolaire de Marly, on collabore avec 2 autres communes, Pierrafortscha et Villarsel, qui participent naturellement aux coûts. On ne peut toutefois pas dire que nous sommes une commune riche, je pense qu'il y a plutôt une volonté communale de privilégier ce concept avec l'apport bénéfique dans l'organisation des camps de ski ou du sport facultatif par exemple. La commune est consciente d'un tel apport également au niveau des valeurs éducatives à travers le sport. Et M. Macchi fait également partie de diverses commissions comme l'animation de jeunesse par exemple qui promeut le projet « Marly Sympa Allez vers ». Il est donc primordial d'avoir une telle personne dans la commune.*

**Selon vous, est-ce que l'Etat devrait jouer un rôle en aidant financièrement les communes pour l'instauration d'un tel concept ?**

*Mme Marchon : Oui l'Etat devrait instaurer la nécessité des maîtres de sport, tout comme les maîtres d'AC / AM. On peut se demander, avec l'évolution actuelle, si cette fonction devient une vraie nécessité et ainsi que l'Etat finance cela. On aurait alors un enseignant de sport sous le statut de l'Etat en primaire.*

**Je sais qu'Olivier Macchi a réalisé la formation de coordinateur sportif. J'imagine que cette fonction joue un rôle important dans votre commune. Pouvez-vous m'expliquer concrètement l'apport d'une telle fonction ?**

*Mme Marchon: C'est l'animation de jeunesse qui est entrée en matière pour cette formation de coordinateur sportif. Au niveau scolaire, on n'aurait pas eu besoin de cette nouvelle formation de coordinateur sportif, on voit par contre qu'avec l'évolution de la commune, le réseau entre les sociétés et notamment avec l'animation de jeunesse devient très important. Dans une perspective de développement de l'animation dans la commune, comme par exemple des terrains de beach-volley qui sont actuellement en pourparlers, c'est le coordinateur sportif qui entre en matière.*

**Est-ce que cette fonction est rémunérée et comptée dans son mandat de maître de sport ?**

*Mme Savary : Pour le moment il n'a pas de mandat pour cette fonction. La commune lui a payé la formation mais dans le futur on peut imaginer que cela devienne un mandat annexe dans le cadre de l'animation de jeunesse.*

**Est-ce qu'il y a également une fonction d'animateur sportif communal, avec par exemple l'organisation d'événements pour la commune et donc en dehors du domaine scolaire ?**

*Mme Savary : Non alors pour ça on a déjà un service de jeunesse qui s'occupe de cela. On a par exemple un concept « Manger-bouger » avec l'ouverture d'une salle de gym le vendredi soir pour tout le monde.*

## **Entretien commune de Romont ; Mme Poulin et M. Brodard**

Romont, lundi 18 février 2013 8h

**Depuis quand votre commune fonctionne-t-elle avec un maître d'éducation physique (MEP) et comment s'est déroulée cette instauration ?**

*Mme Poulin : Nous avons fait des recherches car de mémoire je me souviens de l'ancien maître de sport mais pas du tout premier. En 1963, il y a eu l'engagement du premier maître de sport, M. Etienne Devaux qui était déjà à plein temps. Ensuite en 1972, il y a eu l'engagement de M. Bernard Haussener qui a travaillé jusqu'en 2007. Puis dès 2007, on a engagé M. Pierre Richoz. A cette période-là, cet engagement ne coulait pas de source puisque la commune traversait une phase financière difficile après le départ de la société Tetra Pak.*

**Et quels ont été les arguments et les réflexions pour l'engagement d'un MEP et pour le maintenir en 2007 suite aux problèmes financiers évoqués ?**

*M. Brodard : J'avais entendu qu'à l'époque, les enseignants étaient gentiment sur l'âge et le conseil communal estimait qu'avec en plus la construction de la salle de sport, l'engagement d'un maître de sport permettait d'utiliser cette infrastructure de manière la plus efficiente possible, d'autant plus que la commune, à cette époque, avait les moyens de se payer un maître de sport. Et cela permettait également aux enfants d'avoir un enseignement de l'éducation physique plus adapté que s'il était donné par les maîtres généralistes.*

*En 2007, on arrivait au bout des difficultés financières, on avait plus ou moins commencé à résorber la dette liée à Tetra Pak donc on n'était pas dans une situation hyper catastrophique. Et on se disait quand même tout le bénéfice qu'un maître de sport pouvait apporter, notamment dans le coaching des enseignants primaires, car même s'ils ont une formation de généraliste, il reste beaucoup à faire dans le domaine du sport d'autant plus qu'une nouvelle méthodologie d'enseignement du sport arrivait. On a par contre modifié son cahier des charges, sa façon de travailler, car à l'époque le maître de sport*



*remplaçait l'enseignant de la classe qui pouvait profiter de faire autre chose durant ces heures de gym. Il y avait donc une inégalité de traitement entre les enseignants de Romont et ceux de la campagne qui devaient tout donner. On a donc décidé de modifier cela dans le but d'améliorer l'enseignement du sport dans les classes. L'enseignant doit être présent aux cours de sport et le maître de sport lui donne un soutien pédagogique en lui montrant des leçons et en l'aidant pour le programme annuel.*

*Mme Poulin : On a profité, pour mettre ce système sur pied, de l'expérience de Pierre Richoz qui travaillait avant à Villars-sur-Glâne et qui avait également ce système. Il accompagne les enseignants durant quelques heures pour leur montrer la méthodologie et les conseiller, puis il les laisse finir le programme seul. Cela permet à Pierre de passer dans toutes les classes. On a même pu inclure l'école enfantine dans ce système, car avant c'était les maîtres généralistes qui faisaient ça et on sait que tout le monde n'a pas forcément la fibre sportive.*

*M. Brodard : Et en même temps le maître de sport est un spécialiste, cela permet d'avoir un regard aussi critique mais constructif.*

**Et par rapport à ça, est-ce que vous avez un retour satisfaisant ?**

*Mme Poulin : Je vais de temps en temps discuter avec les enseignants et je dois dire que la plupart sont vraiment très contents, à part peut-être un ou deux qui eux, aimeraient que ça aille un peu plus loin. Mais je dirais que 95% des enseignants sont très satisfaits qu'on ait un maître de sport.*

*M. Brodard : Moi j'ai aussi entendu qu'avec le changement en 2007, où l'on demandait aux enseignants d'être présents aux cours de gym, ça râlait un peu et au début ça grinçait un peu des dents, mais aujourd'hui ça se passe bien. En tous cas on n'a pas de retour négatif ni à la commune, ni à la commission scolaire. Cela permet aussi de garantir toutes les semaines les leçons d'éducation physique même si un enseignant est tout à coup malade ou a des*

*difficultés à enseigner le sport, le maître de sport s'occupe de cette classe de manière plus régulière.*

**Je vois M. Richoz demain et je traiterai avec lui tous les éléments plus techniques concernant le soutien pédagogique et l'organisation avec la fréquence des activités spéciales comme la natation ou la patinoire, mais est-ce que vous pouvez déjà me parler un peu de son cahier des charges ?**

*Mme Poulin : Je vous le donne. Donc là, vous voyez son cahier des charges, avec ses tâches et ses responsabilités.*

**Merci beaucoup. Et qui définit ce cahier des charges et est-il revu régulièrement ?**

*M. Brodard : C'est le conseil communal qui se charge de ça. Comme lors de chaque engagement, il y a le chef de service des ressources humaines qui est le secrétaire communal en fait, il y a toujours le syndic qui est le responsable du personnel et puis il y a toujours le conseiller communal responsable du dicastère concerné. Nous avons ensemble défini ce cahier des charges et l'avons soumis ensuite au conseil communal. On avait également demandé à l'ancien maître de sport de venir apporter certaines modifications mais on a repris essentiellement les tâches du prédécesseur. On avait également contacté M. Dupasquier, conseiller pédagogique du sport pour le canton pour avoir son avis.*

**Au niveau financier, est-ce que j'ose vous demander à combien se chiffre l'engagement de votre maître de sport ?**

*M. Brodard : La commune a son propre système salarial avec 4 classes de salaires A-B-C-D. Le maître d'éducation physique se trouve en classe D au même titre que les chefs de service ici dans l'administration, à savoir, le secrétaire communal, l'adjoint au secrétaire communal, le chef du service technique. Il faut savoir qu'avant, le maître de sport était en classe C mais maintenant le nouveau prof de sport a une reconnaissance de formation universitaire alors qu'avant c'était le diplôme de Macolin qui n'avait pas la même reconnaissance. On s'est donc renseigné sur ces distinctions et il s'avérait que les personnes qui*

*avaient la formation de M. Richoz étaient en classe 21 de l'Etat ce qui correspond à notre classe D. Mais si on parle de chiffre, en 2007, lors de son engagement, son salaire brut mensuel était de 7241.--.*

*Mme Poulin : On a aussi une petite particularité, c'est que le 3/28<sup>ème</sup> de son salaire est remboursé par l'Etat car il donne quelques heures d'enseignement au centre éducatif spécialisé.*

**Et comment la commune peut-elle se permettre un tel engagement ? Est-ce qu'il y a des restrictions budgétaires dans d'autres secteurs ou des stratégies budgétaires qui ont été mises sur pied ?**

*M. Brodard : Alors cette question s'était posée justement en 2007 parce qu'il y avait quand même au sein du conseil des voix pour dire que ça coûtait cher et on a pesé dans la balance le coût du maître de sport par rapport au nombre d'élèves qu'on avait. Si on a 400 élèves et qu'on met 150'000 francs au budget, le coût par élève n'est pas énorme. On a également la chance d'être une commune pourvue de belles infrastructures comme la piscine, la patinoire, la halle de gym Bicubic et le fait d'avoir un maître de sport était important pour utiliser ces installations à bon escient. Les impôts des contribuables sont bien placés. La jeunesse c'est l'avenir et on fait assez de prévention pour la santé avec les problèmes de surpoids, donc la mise en pratique passe par un système efficace avec un maître de sport.*

*Mme Poulin : Il y a également le sport facultatif extrascolaire qui permet de motiver les jeunes en dehors de l'école. Et pendant que les enfants font du sport ils ne font pas autre chose. Et quand on voit comme cela marche, on peut être satisfait.*

**Quels conseils donneriez-vous à des communes pour les inciter à engager un maître de sport ?**

*M. Brodard : J'avais réfléchi à l'époque à tout ça, quand j'étais inspecteur scolaire, j'avais discuté avec Alexandre Dupasquier et la solution, elle est toute faite ; il faut un certain nombre de maîtres d'éducation physique itinérants.*

*C'est la solution la meilleur marché car elle est prise en charge par l'ensemble des communes. Par exemple pour le district de la Glâne, avec 19 communes, on pourrait engager un certain nombre de maîtres d'éducation physique répartis sur l'ensemble des communes et qui pourraient évoluer selon le même concept qu'on a mis en place à Romont. A mon avis, globalement, si on enlève Romont, 3 maîtres de sport seraient suffisants pour le district. Mais pour réaliser cela, il faudrait que le canton pousse derrière et qu'un groupe de travail soit mis sur pied avec éventuellement l'association des maîtres d'éducation physique du canton pour mettre sur pied un concept qui tienne la route. Il faudrait peut-être commencer par ne pas mettre trop de charges financières sur les communes mais gentiment, au fil des années, rendre ce prof d'éducation physique indispensable. C'est comme ça que finalement les choses font partie du quotidien des gens et font partie des charges des communes. Avec les discussions sur la nouvelle loi scolaire, et sur la répartition des tâches entre le canton et les communes, on parle d'un 50/50 entre l'Etat et les communes, pourquoi ne pas intégrer les maîtres de sport à la même enseigne, 50% à la charge de la commune et 50% à la charge de l'Etat. Ce serait encore bien plus simple.*

*Je crois à l'arrivée des maîtres de sport dans les communes, mais seulement si cela se passe au niveau régional et que cela soit soutenu par le canton. Et là, les communes, elles marcheront.*

**Ok. Et sinon lors de l'engagement de votre maître de sport, quels diplômes et quelles qualités ont été requis ?**

*Mme Poulin : Alors M. Richoz avait le diplôme fédéral de maître d'éducation physique et de sport I. Vous trouvez également ces éléments dans le cahier des charges que je vous ai transmis avant.*

**Est-ce que le maître de sport de votre commune a effectué la formation de coordinateur sportif proposée par l'office fédéral du sport ? Ou est-ce que quelqu'un remplit cette fonction ?**

*Mme Poulin : M. Richoz nous en avait parlé un petit peu mais il l'a mise en stand by pour le moment. En même temps, on dispose déjà d'un réseau « Glâne-Veveyse » qui a mis sur pied les Pass'Sports qui permettent de découvrir et d'essayer des disciplines sportives gratuitement pour les jeunes et les adultes. On trouve également sur leur site un répertoire de toutes les sociétés sportives en Glâne et en Veveyse.*

*Sinon j'ai été voir sur le site de l'office fédéral du sport le descriptif du coordinateur sportif et je vois qu'il y a déjà plusieurs choses que M. Richoz fait dans son cahier des charges, comme par exemple le rôle de coach Jeunesse et Sport ou l'organisation des camps de ski ou des camps d'été.*

**Un des autres rôles du coordinateur sportif, notamment dans la réalisation de projets sportifs, est d'avoir un rôle de conseiller, de tampon auprès de la commune. Dans l'optique de votre futur centre sportif au Glaney, est-ce qu'une personne de ce type pourrait être importante pour la commune ?**

*M. Brodard : Alors c'est clair que malgré les problèmes du terrain actuel et les oppositions, on va le faire ce centre sportif ! Et c'est clair que dans cette optique, des commissions sont mises sur pied et on demandera au prof de sport d'assister à ces réunions et de donner son avis. C'est certainement lui qui serait la personne idéale pour être ce coordinateur sportif. Il apprendrait certainement plein de choses intéressantes dans cette formation, au même titre que les autres employés communaux qui doivent suivre des formations continues. Et peut-être qu'à un moment donné, la commune sentira le besoin d'avoir ce type de personne.*

**Et j'ai vu sur le site de la commune que vous proposez un concept de Passeport vacances ? Est-ce que votre maître de sport joue un rôle dans ce concept ? De manière plus globale, est-ce que votre maître de sport est impliqué dans la vie extrascolaire de la commune, par exemple avec le concept de « la Suisse bouge », est-ce que la commune verrait d'un bon œil que le maître de sport prenne cette organisation à sa charge ?**

*Mme Poulin : Alors le Passeport Vacances, M. Richoz n'a rien avoir là-dedans, c'est une association de parents qui a mis ce concept sur pied. Ils peuvent par contre faire appel à lui pour certaines activités au besoin. Nous n'avons pas pour le moment mis en place le système « Romont bouge », mais effectivement ce serait une possibilité que le maître de sport, à travers ce rôle de coordinateur, prenne ce projet en main.*

**Donc à vous entendre, la commune de Romont semble plutôt se diriger vers un poste de maître de sport supplémentaire ?**

*M. Brodard : Bon, disons que l'augmentation de la population est là. On a aussi des discussions de fusion de communes avec Billens et Mézières et cela deviendrait certainement une nécessité d'avoir un 2<sup>ème</sup> maître d'éducation physique. Ce serait peut-être aussi une possibilité d'approcher d'autres communes voisines pour leur demander si une participation à ce concept de maître de sport les intéresse, en leur disant que les charges seront partagées.*

**J'ai fait le tour des thèmes que je voulais traiter avec vous, je vous remercie pour votre précieuse collaboration et pour les documents que vous m'avez fournis. Est-ce que vous avez encore quelque chose à rajouter ?**

*M. Brodard : Je pourrais juste compléter en disant que depuis 1963, cela fait maintenant 50 ans que Romont a un maître de sport, et on peut dire que le maître de sport fait partie du quotidien de la vie des enfants qui vont à l'école primaire. Je pense qu'aujourd'hui, si on enlevait le maître de sport, il y aurait un levé de bouclier de la population.*

*Mme Poulin : Et puis on a également une bonne palette de bons sportifs Romontois, et je pense que dès le départ, avec un enseignement approprié,*

*d'avoir quelqu'un qui aime transmettre sa passion permet aussi de développer un intérêt chez les enfants.*

### **Entretien commune de Bulle ; M. Seydoux**

Fribourg, jeudi 21 février 2013 13h

**Depuis quand votre commune fonctionne-t-elle avec un maître d'éducation physique (MEP) et comment s'est déroulée cette instauration ?**

*Je ne sais pas, honnêtement, depuis quand la commune fonctionne avec un maître d'éducation physique à Bulle mais il faudrait demander à M. Guy Monney qui est responsable des ressources humaines à la commune. C'est lui qui a tous les contrats des personnes engagées par la commune et peut-être qu'il pourra même vous dire les débats qu'il y a eus à l'époque quant à cette instauration.*

**Donc depuis votre arrivée comme conseiller communal, le poste de maître d'éducation physique n'a jamais été rediscuté ?**

*L'engagement du maître d'éducation physique n'a jamais été remis en question par contre on a bien sûr eu des discussions quand il a fallu ajouter une dotation supplémentaire en rapport avec l'augmentation du nombre d'élèves et l'agrandissement du cercle scolaire. Alors c'est clair, à ce moment-là, on a eu des discussions sur cette dotation supplémentaire malgré des budgets déjà difficiles à boucler et l'apport du maître d'éducation physique dans l'aide aux enseignants, dans l'organisation des camps de ski, des sorties à ski, le développement des pratiques sportives ou encore dans la coordination entre les différents sites scolaires a été mis en avant. Et puis, il y a bien sûr toute l'organisation du sport facultatif qui rencontre un certain succès avec environ 1 élève sur 2 qui suit ces cours et cela permet d'éveiller un intérêt pour le sport. Donc à partir de là on entre dans une démarche plus politique, de promotion de la santé et de prévention, dans le sens que la pratique du sport va contre les problèmes de santé, d'obésité.*

**Et est-ce que le conseil communal est unanime concernant cette fonction de maître de sport dans la commune ?**

*Je dirais que le conseil actuel est unanime, après, comme je l'ai dit, il y a eu ce petit débat sur la dotation supplémentaire sachant qu'on allait vers des difficultés financières. Il faut aussi préciser que légalement ce n'est pas une obligation de proposer cet apport. Mais je dirais que cette proposition de dotation supplémentaire est passée sans faire l'ombre d'un doute.*

**Concernant le cahier des charges de vos MEP, est-ce que c'est le conseil communal qui le définit ?**

*Initialement, j'imagine que le cahier des charges avait été défini par le conseil communal sur proposition du responsable des ressources humaines. Après, je dois dire que depuis que je suis en place au conseil, depuis 2006, on a jamais revu, jamais réétudié ce cahier des charges. Il n'a jamais été remis en question non plus. Le cahier des charges est une base d'engagement mais cela ne définit pas toutes les tâches, donc effectivement les tâches ont certainement évolué depuis lors mais le cahier des charges n'a pas forcément été modifié. En même temps, comme le système fonctionne, le conseil n'a jamais vu la nécessité de se replonger dans ce cahier des charges.*

**On peut donc dire que la commune est satisfaite de cette instauration. Est-ce qu'il y a un retour permettant de sentir cette satisfaction dans la commune, à travers les parents, les enseignants ou les enfants ?**

*On a jamais fait d'étude, par contre je dirais que le seul retour positif qu'on a régulièrement, c'est lors de ma visite des classes où je rencontre les enseignants et là je vois qu'il y a une vraie satisfaction, notamment des enseignants qui viennent d'autres cercles scolaires ou d'autres cantons qui me disent que ce système est génial, que cela leur facilite la vie avec l'appui, le coaching, il y a toute une diversité d'activités sportives qui est mise sur pied par les maîtres d'éducation physique. Je dirais qu'ils voient que Bulle en fait plus que d'autres communes à ce niveau-là. Une autre forme de retour positif est le taux de participation au sport facultatif.*



**Est-ce que j'ose vous demander à combien se chiffre l'engagement annuel de vos MEP ?**

*Alors ça je vous propose de demander de nouveau à Guy Monney. Il pourra vous fournir les informations nécessaires. Je sais qu'on a une échelle de traitement qui est calquée sur celle de l'Etat.*

**Et comment votre commune peut-elle se permettre un tel engagement ? Est-ce qu'il y a des restrictions budgétaires dans certains autres domaines ?**

*Dans un budget d'une ville comme la nôtre de plus de 100 millions cela reste relativement faible. Je pense que pour engager un maître de sport il faut que la commune ait une certaine masse critique d'élèves pour que cela vaille la peine. Nous aurons cet automne un cercle scolaire d'environ 1800 élèves avec l'école enfantine. Au niveau de la coordination des salles de sport, du matériel, de la planification des activités sportives cela devient une obligation d'avoir quelqu'un de professionnel qui s'occupe de ça. Maintenant, pour un petit cercle scolaire, je peux comprendre qu'il n'y a pas forcément une nécessité pour cet engagement au-delà de l'aspect financier.*

**Quels conseils auriez-vous à donner à des communes pour les convaincre d'engager un maître de sport ?**

*Pour moi, il faudrait créer des cercles scolaires d'une taille suffisante, d'ailleurs je crois que c'est également une volonté de la DICS en termes d'établissement scolaire où il faut au minimum 200 élèves pour créer un cercle. Donc l'idée c'est quand même de réunir effectivement différentes écoles pour avoir un cercle d'une taille minimale, qui permet de pallier aussi les problématiques des cours d'anglais par exemple qui vont arriver dès cet automne. Je pense donc que dans ce sens, cela pourrait être intéressant d'engager un maître d'éducation physique.*

**Et d'après-vous, est-ce que l'Etat devrait jouer un rôle dans l'encouragement de l'engagement des maîtres de sport dans les communes ?**

*Alors de mon point de vue oui, ne serait-ce que pour qu'il y ait une unité au niveau des différents cercles scolaires, du moment qu'il s'agit de politique sur le domaine de la promotion de la santé, c'est ridicule d'avoir des différences entre les cercles scolaires. Et d'autre part, comme je l'ai dit, à partir d'une certaine taille de cercle scolaire, cela devient une nécessité, voire une obligation et on pourrait difficilement faire sans alors même que légalement il n'y a aucune directive. Donc oui, je pense qu'il faudrait une participation de l'Etat. Et je ne pense pas que le facteur financier soit l'argument principal pour l'Etat, je pense que c'est plutôt une question de choix. Quand on voit que la volonté à moyen long terme de l'Etat est d'avoir des responsables d'établissement quasiment à 100% au niveau du primaire, il y a des moyens financiers pour amener de nouveaux projets. Alors c'est clair que pour les grands cercles scolaires, ces postes de responsables d'établissement sont indispensables, mais l'Etat devrait également se rendre compte que des maîtres de sport, pour des grands cercles, sont aussi indispensables.*

**Je sais que Philippe Fragnière, que j'ai rencontré dernièrement, officie également comme coordinateur sportif dans votre commune. Quel est concrètement l'apport de cette fonction ?**

*Cela permet de coordonner les activités sportives qu'elles soient scolaires ou privées, cela permet de faire le lien entre les associations sportives et le monde scolaire, mais c'est clair qu'il fallait également des tâches spécifiques, alors c'est vrai que pour nous, cela tombait assez bien avec le projet de centre sportif régional en Gruyère, duquel a débouché l'idée de la régionalisation des sports avec notamment le partage et la prise en charge des infrastructures les plus lourdes comme la patinoire, la piscine et autres. Je dirais que cela a été un peu le déclencheur, de mon point de vue, de l'engagement d'un coordinateur des sports. Si c'était qu'au niveau communal, je ne suis pas sûr, aujourd'hui encore, que cela soit vraiment une nécessité absolue, par contre là oui, dans la région,*

*on a quand même beaucoup de discussions à mener, de négociations avec les communes.*

*Il y a également une particularité concernant le coordinateur des sports car il dépend du dicastère des sports alors que le maître de sport dépend de celui des écoles. Donc on est un peu à cheval entre les 2.*

**Philippe me parlait également de sa place dans diverses commissions favorisant le développement de l'activité physique et l'intérêt du sport dans la commune, comme le concept « Bulle bouge » ou encore le challenge «Grand Prix des Villes Sportives» que votre commune organisera en juin prochain. Est-ce important pour la commune d'avoir de telles manifestations ? Est-ce indispensable d'avoir une personne qui chapeaute ces projets ?**

*Alors d'avoir quelqu'un qui chapeaute tout ça oui bien sûr car sans lui je pense que ce ne serait pas réalisable. Il faut bien voir que nous, en tant que conseillers, on n'a pas de temps pour l'exécution, on s'occupe principalement de la stratégie et de l'opérationnel. Donc c'est clair que c'est grâce au fait qu'on ait un coordinateur des sports qu'on a pu mettre sur pied ces manifestations, même s'il y avait une volonté politique à la base, mais il fallait quelqu'un pour organiser tout ça. Cela permet aussi de montrer une certaine visibilité de son travail.*

**Pour moi j'ai fait le tour des questions que j'avais à traiter, est-ce que vous avez quelque chose à rajouter ?**

*C'est intéressant d'avoir eu cet entretien car ça montre aussi qu'on doit peut-être plus s'intéresser à ce qui existe, voir s'il y a des choses à développer ou de revoir une fois éventuellement le cahier des charges. C'est vrai que pour nous, c'est parti, c'était un acquis. En tous cas pour moi, depuis que je suis là, on voit que tout fonctionne bien et on ne le remet pas en question.*

## **Entretien Ville de Fribourg ; Mme de Weck, M. Capellini, M. Wicht**

Fribourg, mardi 26 février 2013 9h

**Depuis quand votre commune fonctionne-t-elle avec un maître d'éducation physique et comment s'est déroulée cette instauration ? Quels ont été les réflexions et les arguments en faveur de cet engagement ?**

*M. Capellini : Nous avons été les premiers dans le canton à instaurer ce système. C'est le prédécesseur de M. Wicht, M. Monney, ainsi que mon prédécesseur, M. Galley, qui ont mis ce système en place il y a environ 40 ans. Et ce concept initial n'a absolument pas changé depuis le temps si ce n'est que l'organisation est devenue un petit peu plus moderne. Les raisons de cette instauration à l'époque étaient assez simples ; nous avons un manque, et nous avons toujours ce manque, d'infrastructures sportives donc de salles de sport pour garantir les 3 heures de sport hebdomadaires obligatoires sans prévoir la patinoire et la piscine. Donc les premiers maîtres de sport qui furent engagés, ils étaient 4 ou 5 au début et provenaient tous de l'école de Macolin à l'époque, ont mis sur pied un concept qui s'est développé par la suite. Le but principal au début, était de garantir l'enseignement de la patinoire et de la natation, car on pensait qu'on ne pouvait pas obliger les enseignants généralistes, 1 heure toutes les semaines environ, de donner ces cours en raison du facteur de sécurité notamment. Puis par la suite, c'est vrai que chaque maître de sport avait ses propres qualités sportives personnelles et il y avait également le besoin d'utiliser les infrastructures sportives en dehors du temps scolaire avant l'utilisation des sociétés en soirée. La philosophie de la pratique de ces activités n'était pas du tout incompatible avec la pratique d'une activité en club, donc il n'y a jamais eu l'idée de faire de la concurrence directe aux clubs mais bien de faire de la promotion du sport et surtout de proposer une initiation à une palette de sports pour éveiller, faire découvrir un intérêt chez les enfants et ensuite éventuellement pouvoir les orienter vers des clubs. En d'autres termes, c'était donc le début du sport facultatif extrascolaire.*

*Le concept s'est ensuite développé, car comme on avait à disposition des maîtres de sport, on s'est dit qu'il fallait les utiliser encore plus. Et c'est là que les maîtres de sport ont commencé à prendre les décharges de sport, des plus de 50 ans par exemple ou autres. On a environ actuellement 1 enseignant sur 3 qui ne va pas en salle de sport. Et puis, au fil des années, on a également instauré un soutien pédagogique aux enseignants généralistes avec un coaching effectué par les maîtres de sport toutes les 3-4 semaines. Ça permet de proposer une formation continue à nos enseignants primaires dans le domaine de l'éducation physique.*

*M. Wicht ; Je rajouterais encore que c'est vrai que la Ville de Fribourg a été pionnière en la matière, dans ce concept-là. Mais actuellement, c'est au niveau des directives cantonales qu'on aurait quelques problèmes si on n'avait pas de maître de sport, notamment pour la natation puisqu'il faut 2 personnes par classe pour enseigner la natation. Ensuite, au niveau de la sécurité, les enseignants ne sont plus prêts à prendre le risque de partir en sortie, soit à la patinoire, soit en forêt mais même en salle de gym les enseignants font peu de chose à cause du risque d'accident.*

*Mme de Weck ; C'est également la raison qui nous a poussés à organiser tous les transports des enfants pour ces activités, car les enseignants ne voulaient plus emmener les enfants. On a engagé des personnes pour les trajets.*

**Et quels diplômes et qualités sont requis lors de l'engagement d'un maître de sport dans votre commune ?**

*M. Capellini ; Alors ça a effectivement changé, au début, on avait engagé des maîtres de sport qui avaient fait l'école de Macolin, mais actuellement cela ne suffit plus, on n'engage que des gens qui ont une formation universitaire de maître d'éducation physique.*

**De manière plus générale, quelle est l'importance d'un maître de sport dans une commune ?**

*Mme de Weck ; Je pense que le fait que ce système existe depuis plus de 40 ans, cela montre l'importance que la commune y prête. Et il est important que les enfants soient bien encadrés. On voit aussi l'importance dans le budget de la Ville, avec environ 2.5 millions consacrés à l'éducation physique comprenant également la location des diverses infrastructures sportives et l'organisation des trajets. Et puis, quand on a instauré quelque chose qui porte satisfaction, il est très difficile de revenir en arrière et de le supprimer.*

*M. Wicht ; Je peux aussi dire que les grandes communes comme Romont ou Bulle ont très vite compris que l'enseignement de l'éducation physique n'est pas simple, que les enseignants primaires n'avaient pas les compétences pour et ils ont aussi instauré depuis longtemps des maîtres de sport, dans un premier temps, dans les degrés supérieurs en 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> année. Ce système permet d'offrir à tous les enfants primaires les mêmes possibilités. Car sinon il y aurait des grosses inégalités entre des enfants ayant un enseignant sportif qui souhaite proposer la natation ou les accompagner à la patinoire et d'autres enseignants qui ne souhaitent pas prendre cela en charge par manque de compétences ou de capacités.*

*M. Capellini ; Il faut aussi dire qu'à un moment donné, l'exécutif de la Ville a remis un peu en question ce concept en raison de difficultés financières et il a fallu argumenter pour les convaincre des bienfaits de ce système. On a alors montré ce qui se faisait dans le cadre de la piscine, des cours facultatifs mais aussi au niveau de l'engouement des enfants et dans la qualité de l'enseignement pour régler la discussion. On remarque également avec le succès du sport facultatif, où l'on a près de 1400 élèves qui suivent ces cours, soit pratiquement 50% des élèves, que tant que les enfants font du sport, ils ne font pas autre chose.*

**La Ville de Fribourg fonctionne avec plusieurs maîtres de sport. Est-ce qu'il existe un calcul par rapport au nombre de classes ou d'élèves pour définir le pourcentage de besoin en maîtres de sport ?**

*M. Wicht ; Nous avons un peu moins de 15 postes à plein temps pour environ 150 classes. J'avais fait à l'époque une répartition par domaine, et on voit qu'on a un équivalent de 5.5 pleins-temps qui sont utilisés pour l'enseignement de la natation, on a 2.7 équivalents plein-temps pour les décharges, donc c'est ce qui est reversé par l'Etat, on a 2.5 équivalents plein-temps pour les collaborations pédagogiques et environ 3.5 postes plein-temps pour les activités diverses en après-midis sportifs tels que patinoire, course d'orientation, course à vélo, ski. Mais je pense qu'il est très difficile de pouvoir définir un nombre de maîtres de sport par rapport au nombre de classes, parce qu'il y a beaucoup de facteurs qui entrent en jeu et qui changent chaque année, notamment dans la demande des décharges par exemple. Et puis comme M. Capellini l'a déjà dit, on a un problème d'infrastructures en ville, on est obligé de proposer une bonne fréquence d'autres activités pour arriver aux 3 heures obligatoires de sport par semaine. Ce qui nécessite d'avoir des maîtres de sport en suffisance.*

**Et sur quelle base contractuelle sont engagés vos MEP ?**

*M. Capellini ; Tous nos MEP sont engagés sur la base de 28 périodes d'enseignement. On se base sur le descriptif d'engagement des maîtres de branches spéciales. Donc cela comprend la formation pédagogique, les relations aux parents, la partie administrative etc.*

**Je vois que vous avez un certain nombre de maîtres de sport. Comment se passe la répartition de leurs tâches ? Et quel est concrètement votre rôle, M. Wicht ?**

*M. Wicht ; J'ai un rôle administratif et d'enseignement. J'ai environ 6 heures d'enseignement sur la semaine et sinon je m'occupe de la gestion de l'équipe et des tâches organisationnelles.*

*J'essaie, dans la mesure du possible, d'offrir à chacun des heures de natation, des heures de collaborations pédagogiques, des décharges etc. Mais le plus important dans mon travail, c'est de mettre chacun à la bonne place, c'est*

*d'utiliser les compétences de chacun pour essayer de le mettre dans le domaine où il se sent le plus à l'aise. Certains sont plus à l'aise dans la formation d'adultes, d'autres plus dans l'enseignement de la natation ou encore d'autres avec des classes difficiles. Mais j'essaie quand même de confectionner des horaires variés et je n'aimerais pas non plus qu'on en arrive à des différences trop grandes entre les maîtres de sport. Chaque maître de sport a aussi au moins 2 périodes d'enseignement du sport facultatif dans son cahier des charges.*

**Une question un peu plus technique, quelles sont les fréquences des interventions pour les activités spéciales par les maîtres de sport ?**

*M. Wicht ; Tous les élèves ont une leçon de natation d'une heure toutes les 3 semaines et un après-midi sportif tous les mois à part pour les classes enfantines qui n'ont pas d'après-midis sportifs et les futures premières classes enfantines n'auront pas de natation non plus parce qu'ils sont quand même trop petits.*

**Et quelles sont les fréquences d'interventions pour la collaboration pédagogique ? Avez-vous un système fréquentielle à l'unité ou en bloc ? Est-ce que ce soutien est apprécié et productif ?**

*M. Wicht ; Chaque classe primaire a un maître de sport attitré pour le soutien pédagogique à l'enseignant. Et les interventions se passent une fois par mois, donc une leçon de gym par mois.*

*Au niveau de la qualité de l'enseignement de l'éducation physique, on a créé un groupe de travail l'année passée de 6 personnes pour mener des réflexions sur la planification annuelle de chaque degré scolaire et on a réalisé un document avec 15 objectifs annuels comprenant 3 objectifs prioritaires par période. On a développé chaque thème et on a mis ce travail en ligne et chaque enseignant primaire a accès à ce document. C'est notre base de travail et c'est clair que le retour est très positif. Les enseignants sont soulagés car ils trouvent tout dans ce document et ils n'ont pas besoin de faire beaucoup de préparation pour leurs leçons de gym. Donc c'est tout un savoir que les maîtres de sport de la Ville ont pu rassembler, clarifier et proposer aux enseignants pour faciliter leur travail.*



*J'ai également présenté ce document au service cantonal du sport, à M. Jean-Marc Aebischer et nous sommes en pourparlers pour le diffuser à l'échelle cantonale. Donc finalement la qualité de l'enseignement a été améliorée par ce document qu'on a réalisé l'année passée.*

*On a également fait, il y a 3 ans, des visites didactiques avec l'ancien inspecteur. On avait visité 22 classes, ce qui est quand même représentatif. On a donc visité des leçons d'éducation physique données par les enseignants généralistes et on a été vraiment surpris en bien, de voir à quel point, les enseignants avaient développé des compétences pour l'enseignement de l'éducation physique. Ainsi le retour était très positif par rapport au soutien pédagogique.*

**Au niveau financier, est-ce que j'ose vous demander à combien se chiffre l'engagement annuel d'un maître de sport dans votre commune ou au moins sur quelle échelle de traitement il se trouve ?**

*M. Wicht ; Alors je suis bien placé pour remercier Mme de Weck, la directrice des écoles, qui a défendu notre revendication de traitement égalitaire par rapport aux maîtres d'éducation physique du cycle d'orientation auprès des conseillers communaux et cela a été accepté. Pour nous, ça devenait gentiment difficile pour les engagements, quand on voit maintenant le parcours du combattant que les étudiants doivent accomplir pour devenir maître de sport. Et on sait que le facteur financier reste quand même un élément important pour l'engagement.*

*M. Capellini ; Donc les maîtres de sport se trouvent sur l'échelle 36 de traitement de l'Etat en classe 21.*

**Et comment votre commune a-t-elle pu se permettre un tel concept ? Est-ce que des stratégies budgétaires ou autres réflexions ont été mises sur pied ? Je sais que l'argument principal mis en avant par les autres communes n'ayant pas ce concept est souvent le facteur financier.**

*Mme de Weck ; Là vous mettez le problème à l'envers, il y a une telle demande, on voit le besoin et c'est face au besoin qu'on se dit quelle est la meilleure*

*solution pour répondre à ce besoin. Et puis, après il y a une décision qui est prise et comme je vous l'ai dit, une fois que c'est fait c'est pratiquement impossible de revenir en arrière et c'est un peu le problème de la Ville de Fribourg, où il y a beaucoup de choses qui se font, qui sont bien, mais on se rend compte à l'heure actuelle qu'on a trop de choses par rapport aux moyens que l'on a à disposition et c'est très difficile de revenir en arrière et de se demander qu'est-ce qu'on supprime alors que la population est satisfaite.*

*Et puis il faut également constater que la population de la Ville de Fribourg n'est pas la même que les petites communes de la campagne. L'instauration de maîtres de sport spécialistes est devenue pratiquement une nécessité indispensable pour nos écoles primaires. Je n'ose pas vous raconter des anecdotes mais c'est vrai que nous avons une population qui pose passablement de problèmes aux enseignants. Et ce concept permet de soutenir et de soulager un peu les enseignants. Et moi, personnellement, je pense qu'avec ce système on est beaucoup plus efficace pour l'intégration qu'en inventant ces commissions pour l'intégration. Et je pense qu'un enfant peut se développer, montrer ses qualités, lorsque l'encadrement est bon. Et comme on l'a aussi dit, quand on voit le succès du sport facultatif, cela nous rassure car on voit que les enfants sont occupés d'une bonne manière.*

**Et dans l'optique de trouver des solutions alternatives pour encourager les autres communes à instaurer des maîtres de sport, est-ce qu'un maître de sport à pourcentage réduit ou un couplage entre communes serait envisageable ?**

*M. Wicht ; A mon avis, il faudrait que l'Etat prenne en charge une partie de l'engagement des maîtres d'éducation physique, notamment pour les heures de natation et pour les activités spéciales à risque. On a bien des profs spéciaux pour l'ACM/ACT alors pourquoi pas pour l'éducation physique ?*

**Alors je profite aussi de l'occasion de vous rencontrer Mme de Weck, députée au Grand Conseil, pour connaître également la position de l'Etat dans cette discussion. Comment l'Etat se positionne par rapport au problème d'inégalité qu'il y a entre les communes concernant ce concept et notamment au niveau de la qualité de l'enseignement de l'éducation physique en primaire ?**

*Mme de Weck ; C'est clair que l'Etat vante souvent ce qui se fait en ville mais le problème avec l'uniformisation au niveau cantonal c'est que les prestations baisseraient drastiquement pour la Ville. Prenez par exemple la médecine scolaire, nous sommes la seule commune à avoir un service professionnel dans ce domaine avec un médecin et un staff d'infirmières correspondant à un équivalent de 2 pleins-temps. Avec l'uniformisation, on passerait à 5 pleins-temps pour le canton. Alors si on impose au canton de mettre des maîtres de sport, la Ville de Fribourg n'aurait plus la qualité qu'elle a actuellement. On devrait participer au pot commun, ça nous coûterait plus cher, et finalement les prestations seraient moindres.*

**Alors là vous défendez les intérêts de la Ville de Fribourg, mais de manière plus globale, comment l'Etat se positionne-t-il par rapport à cela ?**

*Mme de Weck ; L'Etat dira que le budget va mal, que les finances vont mal et qu'il n'a pas les moyens pour des charges en plus. Alors c'est clair qu'on va aussi vers une uniformisation des problèmes, dans le sens où les petites communes auront bientôt les mêmes problèmes que nous connaissons en raison de l'intégration des populations étrangères un peu partout dans le canton et qui n'ont pas notre culture, notre niveau de vie. Mais le canton, la réponse qu'il va donner, ce sera une uniformisation vers le bas et qu'il ne pourra pas payer. Les communes devront faire face à ces problèmes et réagir en conséquence au même titre par exemple que les accueils extrascolaires où la Ville avait été pionnière en la matière et maintenant on a une loi qui dit que chaque commune doit proposer ce service.*

*M. Wicht ; Et on ne pourrait pas imaginer que la Ville garde son concept et que l'Etat ristourne un certain pourcentage au prorata de ce que cela représente pour les autres communes ?*

*M. Capellini ; Mais ils ne veulent pas. Le rapport mathématique est très simple. La Ville représente environ 10% du canton, on a un budget d'environ 2.5 millions, vous faites le calcul, il faut 25 millions sur la table pour faire quelque chose de qualité et commencer à discuter. Et l'Etat n'arrivera jamais à discuter sur un tel concept avec un financement pareil.*

**J'aurais encore un dernier thème à traiter, ça concerne la fonction de coordinateur sportif qui a été mise sur pied récemment par l'office fédéral du sport. Est-ce que votre commune possède un coordinateur du sport ?**

*M. Capellini ; On a un service des sports à la Ville et c'est Pierre Gisler qui s'occupe de ça. Il est aussi dans les commissions de la jeunesse, il s'occupe aussi des sociétés sportives, il fait le lien et met à disposition les infrastructures de la Ville. C'est lui qui s'occupe de tout le sport après 16h en dehors de l'école. La volonté a toujours été de ne pas mêler les besoins de la commune et du domaine scolaire. On a donc toujours séparé ces 2 choses et le maître de sport est uniquement consacré au service scolaire.*

### **Entretien commune d'Estavayer-le-Lac ; M. Pillonel et M. Roy**

Estavayer-le-Lac, mercredi 6 mars 2013 10h

**Depuis quand votre commune fonctionne-t-elle avec un maître d'éducation physique et comment s'est déroulée cette instauration ? Quels ont été les réflexions et les arguments en faveur de cet engagement ?**

*M. Pillonel ; Ça fait un moment que la commune avait l'intention de faire quelque chose, on a eu des interventions au conseil général, on a eu des interventions privées de gens qui pensaient que ce serait bien d'avoir un maître*

*de sport et puis en fait, la réflexion a été repoussée jusqu'à ce qu'on ait notre nouvelle salle de gym triple. On l'a inaugurée il y a 3 ans et on avait toujours dit que quand on aurait une salle de sport adaptée à l'enseignement, un outil de travail intéressant, on pourrait faire cette réflexion sur le maître de sport et dans ce but-là en 2010, la commission scolaire a formé un groupe de travail pour réfléchir sur ce concept de maître de sport, pour se renseigner à gauche et à droite, à Fribourg par exemple et aussi avec M. Alexandre Dupasquier. Et puis, ils nous ont sorti un concept qu'on a traité en conseil communal, qu'on a défendu auprès de nos collègues et on l'a un peu adapté. On avait notamment des discussions sur la place du maître de sport dans la commune, est-ce que ça doit être un enseignant, est-ce que ça doit être un employé communal ? Et après plusieurs discussions, on est parti sur le principe qu'on engageait un employé communal, étant donné qu'on n'a pas de soutien financier cantonal, et on a élaboré un cahier des charges extrêmement sommaire en partant de l'idée qu'on voulait un 100% parce que le groupe de travail prônait dans un premier temps un 150%. C'est un procédé qu'on a déjà employé pour l'animation de jeunesse par exemple, avec un pourcentage défini qui peut à l'avenir éventuellement augmenter. Ça nous semblait correct de commencer avec un 100%.*

**Et l'instauration s'est donc faite l'année passée ?**

*M. Pillonel ; Oui on lui a demandé de commencer un peu avant la rentrée l'année passée, vers la mi-juin je crois, pour tout mettre en place.*

**Et quels diplômes et qualités ont été requis lors de l'engagement de votre maître de sport ?**

*M. Pillonel ; Quand on crée des postes comme ça et qu'on les met au concours, on met toujours le niveau qu'on veut et dans le cas où le diplôme requis n'existe pas, on peut toujours discuter. Mais dans ce cas-là, on voulait quelqu'un qui ait un diplôme universitaire de maître de sport. Alors c'est vrai qu'on a eu des entretiens avec des gens qui n'avaient pas encore le papier final, mais qui étaient très dynamiques et intéressants et on les a quand même auditionnés.*

**De manière plus générale, quelle est l'importance d'un maître de sport dans une commune ?**

*M. Pillonel ; Nous avons vu, dans un premier temps, 2 axes principaux, l'appui pédagogique comme fonction principale et la mise en place du sport facultatif extrascolaire. On savait que ça existait ailleurs et on était très intéressé à l'instaurer chez nous, surtout qu'on parle souvent de problème d'inactivité, d'obésité et on se disait que ce serait un bon moyen de les faire bouger et de les aiguiller vers des sociétés.*

**Concernant un domaine un peu plus technique, je vois sur la table que vous avez le cahier des charges, pouvez-vous m'expliquer en quelques lignes son contenu ?**

*M. Roy ; Ils avaient fait d'abord un cahier des charges assez sommaire avec des tâches principales et les responsabilités et puis, en fonction des attentes de la commune, on a un peu adapté ce cahier des charges pour arriver à 2 fonctions distinctes. Une première comme maître d'éducation physique et sportive des écoles enfantines et primaires et une deuxième fonction, plus liée au coordinateur sportif pour la commune d'Estavayer. Donc là, dans la première fonction j'ai 2 tâches principales ; les appuis pédagogiques avec plusieurs points détaillés comme organiser la planification, définir les objectifs, offrir des ressources pédagogiques aux enseignants, soutenir et préparer les appuis pédagogiques, après il y a aussi les activités sportives scolaires comme l'UBS Kids Cup, donc les manifestations sportives scolaires mais obligatoires. Il y a aussi la natation, les activités de mouvement en classe avec l'école bouge, les camps et les courses d'école, les formations continues internes, les formations continues pour moi et puis la gestion du matériel de sport et les trousseaux de secours. Ensuite comme 2<sup>ème</sup> tâche, je suis vraiment dans le sport scolaire facultatif et je suis responsable de cette organisation, je planifie, je m'occupe aussi de tout ce qui est administratif avec les salaires des moniteurs et je donne aussi des cours de sport fac.*

*Et puis dans la 2<sup>ème</sup> fonction, là on parle vraiment de coordinateur sportif avec plusieurs tâches. Mais on a fixé une priorité dans la gestion de mon travail sur*

*la première fonction avec les 2 grosses tâches que je viens de décrire. Donc en fonction de mon temps, je m'occupe de ce rôle de coordinateur. Et là-dedans se sont greffés « la Suisse bouge », « sports loisirs », des collaborations avec l'animation de jeunesse, « Esta Sympa », il y a plein de choses qui sont liées à des sociétés sportives.*

**Tu as donc un contrat d'employé communal basé sur 42 heures ?**

*M. Roy ; Juste, je note toutes mes heures. Maintenant, on a déjà eu certaines discussions avec M. Pillonel concernant ma première fonction pour les écoles et j'aimerais bien que ce soit compté en unités de travail comme un enseignant, donc sur 28 unités. Et la 2<sup>ème</sup> fonction de coordinateur comme un employé communal.*

*M. Pillonel ; Faut aussi dire que, comme il est employé communal, les vacances scolaires c'est pas des vacances, même si les enfants ne sont pas là.*

*M. Roy ; Oui alors ce qui se passe pour le moment c'est que je suis en moyenne à 49 heures par semaine et je récupère ces heures sup. durant les vacances. Mais c'est vrai que j'utilise ce temps sur les vacances pour faire la planification, l'organisation, pour préparer des outils pédagogiques pour les enseignants.*

**Et est-ce que tu arrives à me donner plus ou moins le pourcentage de travail que tu effectues dans chacun des domaines de ton cahier des charges ?**

*M. Roy ; Je dirais que pour la première fonction pour les écoles, je suis à 75% pour les appuis pédagogiques, 5-10% pour le sport fac et 15-20% pour l'autre fonction de coordinateur. Et à priori, je fais plutôt du 120%, car je fais beaucoup d'heures sup.*

**Et sinon pour le soutien pédagogique, quelle est la fréquence des interventions ?**

*M. Roy ; L'idée, c'est de faire 5 périodes sur une année et dans chaque période je viens 2 fois dans la salle avec chaque enseignant. En plus de ça, je vais au camp*

*de ski, à la patinoire, j'organise un camp multi sports et en gros je vois 15 fois chaque classe. Et puis, en 2 semaines, j'arrive à donner un appui pédagogique à toutes les classes. Donc je vois plus ou moins les classes toutes les 3-4 semaines. Et entre les périodes d'interventions, c'est là que je fais la planification, que j'organise le sport fac et que je fais le rôle de coordinateur sportif et puis, j'ai aussi quelques interventions de 10 minutes dans les classes pour l'école bouge, pour introduire l'activité de mouvement en classe, chose qui a très très bien marché. C'est vraiment super !*

**Et si j'ai donc bien compris, tu n'as des heures d'enseignement qu'à travers le soutien pédagogique, y compris pour les activités à risque comme la natation, la patinoire ou le ski ?**

*M. Roy ; Nous avons la chance d'avoir pour la natation 2 enseignantes professionnelles qui ont les brevets et qui donnent que la natation pour toutes les classes. Donc les maîtresses n'enseignent pas la piscine, il y a 2 personnes qui font que ça et moi je les supervise et je vérifie qu'elles aient leur diplôme en ordre, que les objectifs soient atteints. Donc quand j'interviens en natation, je fais de la formation continue aux 2 enseignantes si on veut bien. Sinon les élèves ont tous la piscine 1 semaine sur 2 et 1 semaine sur 3 pour les 5-6 P.*

*M. Pillonel ; Ça leur donne un petit plus, mais c'est moins important je dirais que pour la gym où là, l'apport est bien plus net parce que les enseignants ont une formation de généraliste. Et là, le retour est vraiment super, les enseignants ont vraiment bien accepté ça. Pour le ski, on a des camps de ski pour les plus grands degrés à savoir les 4-5-6 P.*

*M. Roy ; Et les 3<sup>èmes</sup> ont la voile, et les 1<sup>ères</sup>, 2<sup>èmes</sup> ont une sortie en luge sur une journée.*

**Et de manière générale, est-ce que ce soutien pédagogique est apprécié et productif ?**

*M. Pillonel ; Ah oui, alors sans vouloir jeter des fleurs à Julien, il fait un excellent travail et les enseignants sont très contents. Ils voient vraiment quelque chose*



*de bien, Julien ne vient pas les remplacer, il vient les former, il vient leur donner des outils pour améliorer leur enseignement. Et puis les enfants aussi sont contents, ils ne veulent plus aller à la gym si Julien n'est pas là.*

**Et avant de parler de l'aspect financier, est-ce que toi Julien, tu es globalement satisfait de ton cahier des charges ?**

*M. Roy ; Alors globalement oui car c'est plus ou moins moi qui l'ai décidé. Ça veut dire que la commune, via les conseillers, ont fait ce qu'ils connaissaient et moi, en tant que professionnel, j'ai adapté les choses précises, j'ai aussi eu pas mal de discussions avec Jean-Marc Aebischer pour que tout soit bien clair. Et je pense que pour les enseignants, c'est dur d'offrir beaucoup plus et mieux. Peut-être que je fais beaucoup, peut-être trop, à voir les prochaines années. Typiquement comme l'école bouge, c'est super mais c'est énorme. D'aller 10 minutes dans toutes les classes par période, plus organiser, les inciter, amener le matériel. Là, on a 18 classes qui se sont inscrites pour ce programme et le travail est gigantesque, c'est beaucoup d'investissement.*

**Et par rapport à la mise sur pied du sport facultatif, vous me disiez que c'est tout nouveau également. Quel est le taux de participation et quel est son but?**

*M. Roy ; On a 550 élèves et il y en a 90 qui ont participé. Le but est de donner envie aux enfants à travers une initiation et de faire le lien entre l'école et les sociétés, donc c'est pas de proposer une activité du sport fac durant toute l'année scolaire mais sur des périodes plus courtes. Et là, on a eu du sport fac hiver avec de l'escalade, du patin à glace, du hockey sur glace et du poly sports dans la salle et l'idée serait de refaire un 2<sup>ème</sup> module pour le printemps.*

*M. Pillonel ; Par rapport à ça, je trouve aussi dommage qu'au niveau fédéral, avec Jeunesse et Sport, il n'y ait pas plus de reconnaissance pour le sport fac scolaire, parce qu'avec des périodes de 10 semaines, on n'est pas subventionné.*

*M. Roy ; C'est juste, on est que subventionné par l'Etat à hauteur de 35% sur les salaires des moniteurs mais pour Jeunesse et Sport il faut 15 semaines, et 15*

*semaines dans le calendrier scolaire c'est beaucoup et difficile à mettre en place. Et puis, faut aussi dire que le sport fac c'est super mais trouver des moniteurs disponibles à 16h ou 16h30 c'est pas simple.*

**Est-ce que vous pourriez encore me donner le nombre de classes que vous avez à l'école primaire ?**

*M. Pillonel ; 18 classes primaires et 6 classes enfantines.*

**Au niveau financier, est-ce que j'ose vous demander à combien se chiffre l'engagement annuel de votre maître de sport ou au moins sur quelle échelle de traitement il se trouve ?**

*M. Pillonel ; Je ne vais pas vous donner son salaire, pour des raisons de protections des données personnelles, mais si lui veut vous le donner ça m'est égal. Ce que je peux vous dire, c'est qu'on est parti d'une description de fonction à travers le cahier des charges et, sur cette base-là, on a des pointages en fonction des responsabilités, des dangers, des horaires plus ou moins variables, en fonction du degré de formation voulu qu'on applique systématiquement à tous nos employés. Et on arrivait au départ à une classe basée sur celle de l'Etat avec une progression de salaire semblable à l'échelle cantonale. Mais faut avouer qu'on est plus bas, sur la base, que l'échelle cantonale.*

*M. Roy ; Mais par rapport à ça, au début vous étiez sur un certain salaire, puis après on avait revu ça à la hausse et puis là on arrive plus ou moins à une équivalence entre la classe 20 et 21 de l'Etat. La différence se trouve par contre dans l'évolution du salaire, parce qu'au canton c'est très progressif et c'est long, c'est sur 20 ans si je me trompe pas alors qu'ici la progression est forte au début mais moins marquée par la suite, donc en fin de carrière, si on veut bien, j'aurai moins gagné que si j'étais à l'Etat.*

*M. Pillonel ; Je peux encore ajouter qu'on est en train de tout revoir cette échelle, car on se rend bien compte qu'elle a des faiblesses.*

**Et par rapport à ça, Julien, est-ce que tu trouves que ton salaire est correct et justifié ?**

*M. Roy ; Je trouve que c'est correct oui. Après c'est vrai que l'évolution montrera peut-être aux personnes qui me paient qu'il y a peut-être de nouvelles discussions à avoir. Je pense qu'un salaire c'est la récompense du travail accompli et dans mon cas peut-être que mon salaire avait été fixé en sachant plus ou moins ce que j'allais faire et maintenant qu'on voit vraiment ce que je fais, peut-être qu'il y aura quelques réadaptations. Mais pour le moment je suis satisfait, je trouve que c'est cohérent.*

*M. Pillonel ; En tous cas c'est pas une moquerie, mais c'est vrai qu'on est plutôt bas en lui demandant beaucoup d'heures, parce que si on l'avait engagé en disant c'est tant de périodes par semaine avec les vacances scolaires ça change pas mal. Mais on a toujours dit qu'on était d'accord de réévaluer les choses, de rediscuter, mais l'administration communale c'est très lourd et si on propose des modifications, on doit faire attention qu'elles soient justifiées et justifiables par rapport à d'autres employés communaux.*

*M. Roy ; C'est vrai qu'en comparaison avec d'autres maîtres de sport, j'ai la fonction de coordinateur sportif qui est ajoutée dans mon cahier des charges. Je trouve aussi que mon statut d'enseignant n'est pas honoré, parce qu'un enseignant travaille en unités comme tout enseignant, et moi je fais différemment et ça, ça m'embête.*

**Et de manière plus générale, pensez-vous que l'Etat devrait jouer un rôle dans l'aide au financement des maîtres de sport ?**

*M. Pillonel ; Il faudrait qu'ils encouragent aussi l'engagement de gens comme ça, de maîtres de sport, par la DICS. Il faudrait effectivement le même statut qu'un enseignant, pour moi, ça me semble évident.*

*M. Roy ; Après il faut faire la distinction entre un conseiller pédagogique qui a une formation universitaire et un enseignant primaire qui a fait 3 ans de HEP. Le salaire doit être adapté en conséquence.*

**Et comment votre commune a-t-elle pu se permettre un tel investissement pour ce concept de maître de sport ?**

*M. Pillonel ; On a pu se le permettre d'abord parce que nos finances, au moment où on a décidé, étaient bonnes. C'est clair que quand on est en période de vache maigre, c'est beaucoup plus difficile de prendre des décisions comme ça. Mais on avait aussi l'appui du législatif qui était sensible aux apports d'un maître de sport, donc on avait une bonne partie de la population qui était favorable. On n'a eu aucun souci à faire passer ce poste. Après, c'est des questions de budget, quand on met de l'argent pour quelque chose, on essaie d'en économiser ailleurs. Mais c'est clair, j'imagine que c'est beaucoup plus facile pour une commune de 6000 habitants que pour un village de 500, même si on veut engager un petit pourcentage réparti dans le cercle, ça fait tout de suite des pourcentages dans le budget beaucoup plus importants.*

**Et sinon, de manière plus générale, dans l'optique de trouver des solutions alternatives, comment vous verriez un couplage entre plusieurs communes ou un engagement à pourcentage réduit pour un petit cercle scolaire ?**

*M. Pillonel ; L'évolution des cercles scolaires est claire, on veut des cercles à plus de 10 classes et c'est ce qui est demandé par le canton. Donc on va dans ce sens et là, je verrais tout à fait 1 maître de sport pour 2 cercles scolaires, pourquoi pas.*

*M. Roy ; On pourrait même imaginer un système par région, par exemple 3-4 maîtres de sport pour la Broye qui tournent dans les différents villages. Je pense que c'est tout à fait réalisable. Après, il ne faudrait justement pas donner 50 classes pour un prof. C'est très important que la fréquence d'interventions soit assez élevée pour garantir une certaine efficacité et une relation optimale avec les enseignants.*

**Ok encore un dernier thème que j'aimerais aborder, c'est le rôle du coordinateur sportif. Vous parliez du concept « la Suisse bouge », mais finalement quel est l'apport concret d'une telle personne pour la commune ?**

*M. Roy ; Mon rôle, concrètement, c'est l'intermédiaire entre le conseil communal et tout ce qui se passe au niveau sportif dans la commune, comme par exemple les manifestations que la commune propose comme « sports loisirs ». Donc je ne suis pas la personne qui gère tout, mais je supervise. Par exemple pour « la Suisse bouge », la même chose je m'introduis. Et puis j'essaie aussi de faire le lien entre les sociétés sportives, de créer un réseau. Mais ça c'est tout un poste à mettre sur place et je commence d'ailleurs la semaine prochaine la formation de coordinateur à Macolin. Et je pense que c'est aussi assez pratique d'avoir une personne de référence pour la commune et puis il y a vite des tâches tout à coup que la commune reçoit. Par exemple le canton veut faire une promotion de la santé et du mouvement et la commune sait qu'elle peut me contacter pour superviser ça. On a aussi un projet de nouvelle place de jeux dans la commune et je participe à des séances, je donne mon avis etc. Donc je pense que ce mélange des 2 fonctions, de maître de sport et de coordinateur, pour les communes, c'est très intéressant. Ça permet d'avoir une personne professionnelle et compétente pour les aider à organiser et à gérer.*

*M. Pillonel ; J'ai pas grand-chose à rajouter. Nous, les fonctions, les activités dont il vient de parler, il y a longtemps qu'on les a. « Sports loisirs », « la Suisse bouge », ça fait bien des années qu'on les a. Ce qui manquait, c'est vraiment quelqu'un, qui s'occupe non pas de tout, mais qui supervise et qui ait une vision globale de ce qui se passe et puis, effectivement, la création d'un réseau est vraiment bien et importante.*

**Moi j'ai fait le tour des thèmes que je voulais traiter, je vous remercie pour votre collaboration, est-ce que vous avez encore des choses à rajouter ?**

*M. Pillonel ; Comme Julien l'a dit, je trouve que le mélange des 2 fonctions est bénéfique et je trouverais dommage qu'on doive diviser en 2 ces postes-là.*

*M. Roy ; Je pense que c'est important d'avoir un coordinateur sportif qui a un bon pied dans l'école et puis, à côté, il y a peut-être quelqu'un qui s'occupe que des appuis pédagogiques.*

*Et puis pour finir, j'aimerais encore ajouter que la formation de maître de sport, quand on est conseiller pédagogique pour les primaires, n'existe pas et je pense que si le canton devait commencer à payer des spécialistes, ce serait bien d'avoir des gens formés dans ce domaine-là, spécifiquement là-dedans. Parce que finalement, le travail de maître de sport dépasse bien plus la salle de gym, il y a des tâches administratives importantes, le coaching d'adultes, l'enseignement à des tranches d'âge différentes, des connaissances dans le management, dans la gestion de moniteurs, l'organisation et la défense de projets, bref il faudrait une formation beaucoup plus globale à mon avis.*

### **Entretien commune d'Überstorf ; Mme Buillard-Marbach**

Überstorf, lundi 25 février 2013 16h

**Est-ce que votre commune est au courant du fonctionnement de certaines communes avec un maître d'éducation physique ? Connaissez-vous concrètement les enjeux et le rôle d'un maître de sport dans une commune ?**

*Alors je sais que le système existe mais je ne connais pas le rôle concret d'un maître d'éducation physique. Mais le conseiller communal responsable des écoles est le directeur de l'école secondaire de Wünnewil/Flamatt et je pense qu'il est certainement au courant des enjeux d'une telle fonction.*

**Alors pour décrire en quelques mots les fonctions d'un maître de sport dans une commune, d'après ce que j'ai déjà pu observer dans certaines communes qui ont ce concept, il y a d'abord une tâche d'enseignement des activités spéciales comme la natation, la patinoire, le ski ou certains après-midis sportifs, il y a également l'organisation du sport facultatif extrascolaire et encore le soutien pédagogique, de coaching**

**pédagogique, proposé aux enseignants généralistes sous la forme d'interventions en salle de sport. Il y a encore quelques tâches administratives comme l'élaboration des horaires de sport pour les classes, l'organisation des camps ou encore la gestion du matériel sportif.**

**Est-ce que votre commune est satisfaite du fonctionnement actuel sans maître de sport ? Pensez-vous que les enseignants sont aptes à donner les leçons d'éducation physique ?**

*Les enseignants sont supposés être aptes à donner ces cours, en tous cas c'est le système actuel qui impose ça. Après, je suis consciente, pour avoir aussi été enseignante, que l'éducation physique est une branche difficile et particulière à enseigner. On ne peut pas exiger que tout le monde soit de grands sportifs et il est clair que certaines classes ont plus de chance parce qu'ils ont un jeune enseignant qui est très sportif. On a parfois aussi fait des échanges entre les enseignants, comme ça les enseignants qui ne sont pas trop à l'aise là-dedans pouvaient s'arranger avec d'autres enseignants plus motivés et ça, je pense que c'est une solution intelligente.*

**Est-ce que l'école primaire de votre commune propose des activités spéciales comme la natation, la patinoire ou encore le ski ?**

*Oui les élèves de 3<sup>ème</sup> année, si je ne me trompe pas, vont à la piscine durant un semestre à Guin. On a toujours opté pour maintenir ça, parce qu'on pense que c'est important que les enfants sachent nager et parce que c'est aussi un sport très complet. Avec les accidents qu'il y a eus dans le canton, on a toujours eu des discussions si l'on pouvait continuer à maintenir cela car on sait que le maître ne peut pas aller donner seul ces cours et nous avons toujours eu la chance de pouvoir compter sur l'aide de certains parents qui ont le brevet de sauvetage. On est toutefois conscient que ce n'est pas une solution idéale sur le long terme. C'est une solution qui n'est pas satisfaisante. Je ne vous cache pas qu'on n'en a pas vraiment reparlé depuis un certain temps, mais effectivement on pourrait imaginer engager un maître de sport, pour la natation en tous cas. On a aussi la patinoire qui fonctionne comme la natation avec des blocs, mais je ne sais plus*

*exactement comment cela se passe. Et là, c'est aussi des parents bénévoles qui viennent aider pour la patinoire. On a par contre aussi un camp de ski pour les 5<sup>èmes</sup> et 6<sup>èmes</sup>, mais là on a recours à des moniteurs Jeunesse et Sport.*

**Donc si je comprends bien, vous n'avez pratiquement aucun coût supplémentaire pour ces activités spéciales si ce n'est la location de la piscine ou de la patinoire et l'engagement de quelques moniteurs pour le camp de ski ?**

*Oui effectivement, c'est un peu une solution particulière car on ne paie pas les parents pour l'accompagnement à la piscine ou à la patinoire, on leur paie l'essence et on leur donne un petit cadeau à la fin. On a juste quelques frais pour le camp de ski.*

**Est-ce que votre commune propose du sport facultatif extrascolaire ?**

*Nous n'avons pas de sport facultatif proposé par l'école, par contre nous avons la chance d'avoir 36 sociétés sportives qui sont très dynamiques et on peut dire que l'offre sportive est intéressante. Mais je sais que le sport facultatif, comme il est présenté, ce n'est pas la même chose, mais c'est juste pour dire que les sociétés font un très bon travail et qu'il y a quand même beaucoup de possibilités. Après c'est clair ça reste des sports traditionnels qu'on trouve dans le village. On n'a, par exemple, pas d'escrime.*

**Est-ce que la commune a déjà mené des discussions sur l'instauration d'un maître de sport ?**

*Oui alors on a eu des discussions, il y a peut-être 4 ans quand on discutait du maintien de la natation après l'accident de Châtel-St-Denis, mais c'était plus particulièrement pour la natation. On avait aussi de la peine après cet accident à trouver des gens qui voulaient accompagner les enfants. Mais le temps passe et finalement on a toujours pu trouver des gens motivés à venir et on a laissé un peu ça de côté.*



**J'imagine que le facteur financier joue également un rôle important dans des discussions de ce genre. Savez-vous à combien se chiffre l'engagement annuel d'un maître de sport à 100% ?**

*Non, alors j'ai aucune idée ce que cela représente.*

**Alors les maîtres de sport actuels à 100%, dans les grandes communes, ont un salaire équivalent aux enseignants du secondaire I, dépendant du nombre d'années d'exercice, mais cela représente environ 100'000.-- par année de salaire brut. Un maître de sport à 100% correspond environ à 20-25 classes.**

**Avec ces quelques informations données, pensez-vous que la commune, dans une optique de développement de l'offre sportive et de la qualité de l'enseignement de l'éducation physique, serait prête à faire un pas et aurait un certain montant à investir pour un tel engagement ?**

*Alors vous touchez un des points faibles, on a vraiment des difficultés financières, on a dû augmenter les impôts et maintenant nous sommes vraiment tenus à réduire les dépenses, on est même tenu à ne pas arriver avec de nouveaux projets, parce que nous devons agrandir l'école et pour le moment, on n'a pas les moyens du tout.*

**Et vous n'avez jamais eu de discussions avec des communes voisines pour élaborer un tel concept ?**

*Non, non on n'a jamais eu de telles discussions. Est-ce que vous, dans vos recherches, vous savez si en Singine cela se fait ?*

**Non alors il n'y a aucune commune en Singine qui propose ce système. La commune de Guin avait eu des discussions avancées avec M. Alexandre Dupasquier, l'ancien collaborateur pédagogique pour le canton, mais cela n'avait pas abouti.**

**J'ai encore un dernier thème que j'aimerais aborder, ça concerne la fonction de coordinateur sportif qui a été mise sur pied par l'office fédéral du sport récemment. C'est une personne qui est active dans le**

**domaine extrascolaire. Elle est responsable de créer un réseau entre les sociétés du village, de faire le tampon entre les sociétés et la commune, de jouer un rôle de conseiller pour la commune dans la construction de projet sportif ou encore de proposer des animations sportives pour l'ensemble de la population, comme cela se fait par exemple dans certaines communes avec le concept « la Suisse bouge ».**

**Avez-vous une personne dans votre commune qui remplit ces diverses fonctions ?**

*Nous n'avons pas de coordinateur sportif, mais pour certaines tâches, comme l'organisation de la répartition des sociétés dans la halle de gym, c'est le conseiller responsable des sports qui fait ça. Mais je dirais que cela ne va pas plus loin que cette coordination. Après, c'est clair que ce que vous présentez c'est super, mais il faut toujours pouvoir.*

*Mais après c'est vrai qu'il faut toujours analyser les choses, et si on pouvait trouver une solution avec d'autres communes, peut-être que cela serait envisageable.*

**J'aimerais également profiter de l'occasion de vous rencontrer, en tant que conseillère nationale, pour connaître votre avis sur le rôle de l'Etat, voire de la Confédération par rapport aux inégalités qu'il peut y avoir entre les communes et leurs offres sportives et par rapport également à la mission de l'Etat d'assurer la qualité dans l'enseignement.**

*Oui alors c'est clair, personnellement, je trouverais juste que l'Etat intervienne dans cette cause. A mon avis, le rôle de l'Etat est d'intervenir quand il constate qu'il y a une insuffisance dans un domaine. C'est comme avec les crèches pour les enfants, l'Etat et la Confédération ont aussi mis des moyens pour pouvoir lancer cela. Et à mon avis, pour le sport, c'est identique, on connaît tous l'importance du sport et si la commune ne peut pas payer ça, le canton doit venir en aide, de subordonner. Il y aura toujours des inégalités, mais l'Etat doit essayer de les minimiser au maximum.*

**J'ai fait le tour des questions que je voulais traiter avec vous. Je vous remercie encore pour votre précieuse collaboration. Est-ce que vous aimeriez encore rajouter quelque chose ?**

*Oui je peux juste rajouter que même si nos finances actuelles ne sont pas très bonnes, nous sommes une commune très motivée pour le sport, nous avons beaucoup investi pour le foot notamment. Mais pour le moment on est vraiment coincé. Je vous félicite aussi pour le choix de votre travail. Je défends toujours les intérêts pour des projets en faveur de l'éducation.*

### **Entretien commune de Givisiez; M. de Reyff**

Givisiez, mardi 5 mars 18h30

**Est-ce que votre commune est au courant du fonctionnement de certaines communes avec un maître d'éducation physique ? Connaissez-vous concrètement les enjeux et le rôle d'un maître de sport dans une commune ?**

*Alors réponse à votre première question, non. Et à votre 2<sup>ème</sup> question, non plus. Je sais qu'en ville de Fribourg par exemple, il y a ce concept mais je ne connais pas le fonctionnement ni les enjeux d'un tel système.*

**Pour décrire en quelques mots les fonctions d'un maître de sport dans une commune, d'après ce que j'ai déjà pu observer dans certaines communes qui ont ce concept, il y a d'abord une tâche d'enseignement des activités spéciales comme la natation, la patinoire, le ski ou certains après-midis sportifs, il y a également l'organisation du sport facultatif extrascolaire et encore le soutien pédagogique, le coaching pédagogique, proposé aux enseignants généralistes sous la forme d'interventions en salle de sport. Il y a encore quelques tâches administratives comme l'élaboration des horaires de sport pour les classes, l'organisation des camps ou encore la gestion du matériel sportif. Certains maîtres de sport, suivant les communes, ont également une tâche de coordinateur sportif dans leur cahier des charges.**

**Est-ce que votre commune est satisfaite du fonctionnement actuel sans maître de sport ? Pensez-vous que les enseignants sont aptes à donner les leçons d'éducation physique ?**

*Alors comme on ne connaît pas mieux, c'est difficile à dire si on est satisfait, on connaît rien d'autre alors pour le moment on est satisfait avec ce que l'on a. Mais je suis bien conscient que la qualité de l'enseignement de cette branche n'est peut-être pas optimale chez tous nos enseignants. Il faut aussi dire que beaucoup d'enseignants primaires sont surmenés par leurs tâches et que parfois le sport est même supprimé, car les élèves sont punis. Alors oui ce serait certainement bien si un maître spécialiste pouvait donner un coup de main.*

*On a par contre déjà essayé de trouver une solution il y a 3-4 ans en engageant un maître de sport qui donne le basique. On avait un de nos enseignants à 50% qui était président d'un club de lutte et moniteur JS et il avait proposé de prendre des heures d'éducation physique en plus. Donc on avait quand même réfléchi à ça. On a donc soulevé le problème et puis il s'est avéré que les enseignants doivent aussi enseigner le sport dans leurs travaux actuels et puis c'était un coût supplémentaire de 20 milles francs pour la commune et on a un peu laissé tomber. Mais c'était peut-être pas assez bien présenté donc on n'est pas trop entré en matière là-dessus. Donc on continue de cette manière-là. Je sens quand même un manque parce qu'il y a pas trop d'activités mis à part certaines activités spéciales.*

**Alors justement, quelles activités spéciales votre école propose et comment est géré cet enseignement ? Est-il rémunéré ?**

*On a la natation 1x par semaine, bon ça, c'est à cause du manque de piscine sinon peut-être qu'on en aurait plus, l'enseignante est là, mais j'engage 2 maîtres de natation par classe, donc le vendredi après-midi quand ils vont à 2 classes, il y a 4 maîtres de natation. Depuis l'accident de Châtel, je préfère avoir 2 maîtres de natation et puis un enseignant qui est au bord à disposition si un enfant est malade ou qu'il a des verrues et qu'il ne peut pas nager etc. Ensuite, on a la halle de grimpe, mais là c'est une convention qu'on a avec la halle de grimpe, 10x par année où les écoles vont mais c'est eux qui fournissent les instructeurs parce que là c'est quand même assez spécial. On a aussi la halle de*

*skater, mais là c'est l'enseignant qui enseigne, mais j'ai encore jamais vu un enseignant qui met les patins et théoriquement on a la halle de skater 2 jours par semaine pour faire du skater, ça comble le manque de disponibilités de la salle de gym parce qu'on n'a pas assez d'heures possibles, donc c'était aussi un arrangement lors de la construction de la halle de skater de pouvoir servir comme 2<sup>ème</sup> halle de gym. Après, on a le camp de ski où là, depuis cette année, on a commencé à prendre des moniteurs JS parce qu'on ne trouvait plus de gens pour venir accompagner et là, on les payait quand même un peu avec un souper et puis ils étaient nourris, logés toute la semaine. On a encore un camp d'été pour les 6<sup>èmes</sup>, là c'est des marches, c'est plutôt dans la nature c'est pas tant sportif.*

**Et puis au niveau des coûts, est-ce que vous avez une estimation annuelle de tous ces divers coûts d'engagement de spécialistes ?**

*Alors la grimpe ça coûte rien parce qu'on a donné de l'argent pour la salle donc c'est un deal qu'on a durant 5 ans, après on verra. Pour la piscine il y a 37 semaines et ça me coûte 200.-- par vendredi donc 7400.-- par année, donc c'est pas grand chose. Pour le skater il y a rien et puis pour les camps de ski cette année, j'ai donné 160.-- pour la semaine aux moniteurs et on en avait 7 donc un peu moins de 1400.-- au total.*

**Donc si je reviens à ma question initiale, on peut dire que la commune est sensible et consciente au niveau des problèmes et des difficultés que peut engendrer l'enseignement de cette branche particulière ?**

*On peut faire ce constat dans toutes les branches, on pourrait dire pour les maths il faut un professeur de math. C'est des généralistes qui doivent enseigner la base parce qu'on ne veut pas que ce soit trop pointu. Ça c'est toute la volonté politique à donner à ça. L'enseignant est formé pour ça, il fait des études, il fait la HEP et dans ses attributions il doit faire ça, on ne peut pas dire tout d'un coup non il le fait plus.*

**Et sinon est-ce que votre commune propose du sport facultatif extrascolaire ?**

*Non pas directement, par contre on a beaucoup de sociétés sportives, on a le skater, on a le foot, la grimpe, le taekwondo depuis pas longtemps, le tennis, enfin on propose quand même une bonne palette d'activités dans la commune. Alors si on proposait plus, est-ce qu'il y en aurait plus ? Oui je pense que c'est vrai, qu'on pourrait faire mieux, ça manque un peu.*

**On parle souvent d'une éventuelle fusion 2C2G, dans ce cadre-là est-ce que des discussions ont déjà eu lieu sur une possible instauration d'un MEP ?**

*On est effectivement en train de discuter de ça, au même titre que l'engagement d'un maître spécifique pour l'allemand, mais bien sûr que ça a un coût. Mais par contre on est vraiment au début de ce genre de discussions et c'est encore un peu tôt pour en parler. Mais c'est clair que pour amener un tel projet, il faut que le conseiller en charge soit vraiment au point sur ce dossier et ce qui se fait en général, c'est qu'on invite une personne dans ce domaine pour qu'elle puisse répondre à toutes les questions et décrire précisément les apports d'un tel concept. Et puis il faut dire que le MEP touche qu'une partie de la population, à savoir les enfants, et il faut réussir à convaincre et à argumenter quand seule une partie est touchée. Mais on en parle, même si c'est encore tôt et il y a une volonté politique.*

**Au niveau financier savez-vous à combien se chiffre l'engagement annuel d'un MEP ?**

*Je me dis que s'il est à 100%, ça doit être environ le salaire d'un enseignant.*

**Alors d'après ce que j'ai pu observer dans les diverses communes, le maître de sport a un salaire supérieur à celui des enseignants primaires et il se situe au même niveau que les maîtres du secondaire I. On peut donc estimer ce salaire brut à environ 100'000.--. Il faut également préciser qu'un 100% de prof de sport équivaut à une gestion de plus ou moins 20 à 25 classes.**

**J'aimerais encore traiter 2 éléments, premièrement pensez-vous que c'est le rôle de l'Etat de subventionner un tel concept ? Et pensez-vous qu'une aide de l'Etat pourrait encourager la commune à instaurer un tel concept ?**

*Effectivement, on parle toujours du concept de santé à l'école, alors pourquoi l'Etat ne prendrait pas les choses en main pour investir dans ce domaine à travers éventuellement des maîtres de sport. Mais oui il faudrait que l'Etat participe pour motiver les communes. Toutes les communes ne peuvent pas se permettre de sortir de tels montants.*

**Et puis j'aimerais encore entendre votre position sur la fonction de coordinateur sportif. Alors bon je suis bien conscient que les petites communes n'ont pas la nécessité d'avoir une personne engagée pour ce poste, mais je pense que certaines tâches, notamment au niveau de l'animation sportive pour la commune, dans le rôle de tampon ou de lien entre les sociétés et la commune ou encore de conseiller dans la construction d'aménagement sportif pourraient être intéressantes. Quel est votre avis par rapport à cela ?**

*Alors oui c'est clair que c'est intéressant. Je vois les problèmes qu'on a pour l'organisation du camp de ski où la responsable qui est une enseignante a toutes les peines du monde à trouver des moniteurs, donc c'est vrai que s'il y a une personne qui a des ramifications, c'est mieux. On a agrandi dernièrement l'école, on a fait une nouvelle place de jeu mais c'est vrai qu'on n'a pas pensé à consulter quelqu'un du domaine du sport pour l'aménagement. Oui alors moi, je vois ça d'un très très bon œil. C'est indispensable, c'est pas notre métier. Et puis il y a aussi tout l'aspect inovatif, de dynamiser, de proposer de nouvelles choses à la population qui est très intéressant.*

**Voilà je ne vais pas vous retenir plus longtemps, j'ai fait le tour des thèmes que je voulais aborder. Est-ce que vous voulez encore rajouter quelque chose ?**

*Je vous félicite pour votre initiative, c'est un thème important qui peut certainement apporter beaucoup de choses. Dans l'optique de futures*

*discussions chez nous, je n'hésiterai pas à vous contacter pour venir nous présenter cela plus en profondeur et répondre aux éventuelles questions.*

### **Entretien commune Le Mouret ; Mme Halter et Mme Prencipe**

Le Mouret, mardi 26 mars 2013 17h

**Est-ce que votre commune est au courant du fonctionnement de certaines communes avec un maître d'éducation physique ? Connaissez-vous concrètement les enjeux et le rôle d'un maître de sport dans une commune ?**

*Mme Halter ; Alors oui moi je suis un peu au courant parce que j'ai mes enfants qui ont été scolarisés à Marly et puis j'ai aussi toujours eu à l'école des maîtres de sport.*

**Alors pour décrire en quelques mots les fonctions d'un maître de sport dans une commune, d'après ce que j'ai déjà pu observer dans certaines communes qui ont ce concept, il y a d'abord une tâche d'enseignement des activités spéciales comme la natation, la patinoire, le ski ou certains après-midis sportifs, il y a également l'organisation du sport facultatif extrascolaire et encore le soutien pédagogique, le coaching pédagogique, proposé aux enseignants généralistes sous la forme d'interventions en salle de sport. Il y a encore quelques tâches administratives comme l'élaboration des horaires de sport pour les classes, l'organisation des camps ou encore la gestion du matériel sportif. Certains maîtres de sport, suivant les communes ont également une tâche de coordinateur sportif dans leur cahier des charges.**

**Est-ce que votre commune est satisfaite du fonctionnement actuel sans maître de sport ? Pensez-vous que les enseignants sont aptes à donner les leçons d'éducation physique ?**

*Mme Halter ; Alors pour le moment, la commune, ou en tous cas moi, je n'ai pas eu de remarques négatives sur le système actuel par rapport à ça.*



*Apparemment ça se passe très bien. Mais c'est vrai que je ne suis jamais allée voir une leçon de gym mais oui apparemment ça a l'air de bien se passer.*

**Et est-ce que dans votre cercle scolaire, il y a des arrangements qui se font entre les enseignants pour par exemple, qu'un des profs prennent un peu plus de gym en compensation d'autre chose ?**

*Mme Prencipe ; Oui alors il y a des échanges de compétences effectivement entre certains collègues qui vont plutôt prendre le chant en compensation de la gym ou ce genre de choses-là. C'est à voir en fonction de chaque enseignant, suivant les besoins et puis chaque année c'est remis à jour en fonction des classes, des degrés etc.*

*Si je peux me permettre juste de revenir sur la première question pour faire un parallèle avec les enseignants. Alors par contre pour nous, en tant qu'enseignant, je trouve qu'on n'est pas forcément très au clair avec ces maîtres de sport. Nous, dans notre tête, c'est seulement les grandes communes, qui ont peut-être plus d'argent ou une autre organisation, qui ont effectivement un maître de sport. Dès qu'on arrive dans une petite commune, on se pose pas la question, on ne fait jamais la demande non plus d'avoir un maître de sport parce qu'aussi, on est formé pour assumer entièrement l'enseignement du sport. Donc on va jamais aller pleurer à la commune de nous financer ça. Je pense qu'il y a quand même un manque d'informations de ce côté-là.*

**Et est-ce que vous sentez qu'il y aurait un besoin ? Est-ce qu'il y a des enseignants qui se plaignent de ce manque de maître de sport ?**

*Mme Prencipe ; Non alors pas forcément, à l'heure actuelle, on a plutôt des activités à tâches cognitives ou de raisonnement qui pèsent beaucoup, que finalement, le côté éducation physique, en tous cas pour beaucoup de mes collègues, ça permet de vider l'esprit, de faire autre chose et également de découvrir nos enfants autrement. Alors maintenant je ne dis pas, s'il y a un maître de sport, on a le côté plus observateur qui rend la chose très intéressante aussi, mais après, de se défouler avec les élèves, de sortir un peu du cadre de la salle de classe, c'est aussi bénéfique.*

**Alors il faut bien faire la distinction entre l'ancien système de maître de sport qui se pratiquait à l'époque dans certaines communes, avec des maîtres de sport qui remplaçaient les enseignants pour la gym et le système actuel avec des collaborations pédagogiques où le maître de sport intervient de temps en temps pour démontrer, former, aider ou encore donner des outils à l'enseignant qui est également présent.**

*Mme Prencipe ; Ça c'est intéressant, c'est très très intéressant même. Nous, les échos qu'on a, à Fribourg entre autres, ça se passe super bien cette collaboration et puis ça apporte énormément. Il y a aussi le principe de remise à niveau, comme par exemple pour des cours d'après où on n'est plus trop au clair là-dessus et avec le maître de sport, ça permet de se remettre à jour. Mais c'est vrai que là, au Mouret, on n'a pas cette possibilité, on fait avec ce qu'on a appris puis on suit les cours qui sont mis en place chaque année mais ça a ses limites.*

**Il y a aussi une planification, un programme annuel d'éducation physique qui est établi par le maître de sport avec souvent des documents à disposition pour aider les enseignants dans leur préparation de leçon.**

*Mme Prencipe ; Alors nous, je pense que concrètement on nous dira qu'avec le nouveau plan d'études romand, les objectifs on les a, mais après concrètement, par rapport à une leçon en tant que telle, avec la mise en place, la sécurité et ci et ça, je veux dire c'est pas dans le plan d'études romand, donc effectivement c'est un apport très positif qu'on n'a pas, mais on se pose pas la question tant qu'on n'a pas, on fait avec ce qu'on a.*

**Par rapport aux activités que je qualifie de spéciales comme la natation, la patinoire ou le ski, est-ce que votre école en propose et comment se passe la gestion et l'organisation de ces cours ?**

*Mme Prencipe ; Oui alors on va à la piscine à Charmey et on a une monitrice sur place qui est engagée. L'école enfantine, les 1<sup>ères</sup> et 2<sup>èmes</sup> années vont 5 fois et puis les grands, 3, 4, 5, 6<sup>èmes</sup> vont 4 fois par année et ça se passe sur des cours bloc donc plusieurs semaines consécutives. Et là, l'enseignant a un rôle plutôt de*

*surveillance, on collabore un peu en prenant un groupe, mais c'est vraiment un cours qui est mis en place par la monitrice de natation.*

*Pour la patinoire c'est aussi la commune qui finance ça, on est gâté et avec les petits on va 2 fois à la patinoire et les grands vont 3 fois. Et là, par contre on n'a pas du tout de moniteur, c'est l'enseignant qui donne le cours et là effectivement, on voit qu'il y a un manque, car avec nos compétences ça vole pas haut. Ça reste donc très ludique plutôt qu'un apprentissage en soi. Pour le reste, le ski alors là, on commence à voir le manque du prof de sport, ici c'est au bon vouloir de chaque enseignant. Alors si je prends mon cas, je suis plus ski que patinoire, donc je vais skier avec ma classe d'enfantine 5 fois, mais je prends sur ma caisse de classe pour avoir quand même, pour les débutants, des moniteurs de la Berra et ça me coûte un saladier que je compense sur le bricolage par exemple. Et puis c'est une grosse organisation au niveau des trajets, des voitures et puis encore sur place pour former des groupes et ça démotive, je pense, pas mal d'enseignants. Donc on est très peu à le faire. Après, les grands, depuis les 3<sup>èmes</sup>, ont un camp qui est organisé et là, c'est des titulaires de classe qui gèrent l'organisation.*

**Est-ce que l'organisation de ces activités spéciales est mise sur pied pour décharger l'occupation de la salle de gym et pour assurer les 3 heures d'éducation physique par semaine ou est-ce que la commune n'a pas de problème d'occupation de la halle et propose ces activités simplement en supplément ?**

*Mme Prencipe ; Alors pour le moment on s'en sort juste avec la halle de gym, mais dès l'année prochaine, avec 2 classes enfantines supplémentaires, je sais pas où on va les mettre. On devra se débrouiller et peut-être mettre 2 classes en même temps à la gym.*

**Par rapport au sport facultatif, je pose quand même la question mais je suppose que cela n'existe pas dans votre commune ?**

*Mme Halter ; Non alors on n'en a pas.*

**Alors pour décrire rapidement ce qu'est le sport facultatif extrascolaire, ce sont des activités sportives proposées gratuitement aux enfants de l'école primaire en dehors du temps scolaire, en principe entre 16h et 17h. Le but est d'éveiller un intérêt pour des activités chez les enfants avec une période relativement courte d'environ 10-15 semaines pour ensuite éventuellement les orienter vers un club. Ce n'est pas du tout une concurrence aux sociétés et souvent ce sont des activités proposées qui n'existent pas dans la commune. Il faut également préciser que l'Etat subventionne les coûts des moniteurs à hauteur de 35% et il y a aussi des subventions Jeunesse et Sport.**

**Par rapport à ça, est-ce que la commune voit ce système de sport facultatif d'un assez bon œil ?**

*Mme Halter ; Alors personnellement, je suis à 100% pour. Maintenant, je ne sais pas l'avis de tous les conseillers.*

*Mme Prencipe ; Oui je pense aussi que ce serait une bonne chose mais il faudrait que ce soit quelque chose de bien organisé, qui soit un peu servi sur un plateau aux parents et là, je pense qu'ils mordraient à l'hameçon très rapidement. Et c'est vrai qu'on pousse aussi les parents à mettre leurs enfants au sport lors des entretiens, mais en même temps, on ne propose pas grand-chose pour ce faire. Donc ça serait certainement un bon moyen à proposer aux parents.*

**Et puis est-ce qu'il y a déjà eu des discussions ou des réflexions sur l'instauration d'un maître de sport dans la commune ?**

*Mme Halter ; Non alors en tous cas depuis que je suis là non, je ne sais pas si auparavant il y avait eu des discussions.*

*Mme Prencipe ; Non alors à nos oreilles c'est jamais venu. On n'a jamais eu de discussions à ce sujet.*

**Et comme c'est présenté ici rapidement, est-ce que vous verriez l'engagement d'un maître de sport comme un aspect bénéfique pour la commune ?**

*Mme Halter ; Moi oui.*

*Mme Prencipe ; Oui alors en tant qu'enseignante oui. Je ne me gêne pas de parler au nom de mes collègues. Toutes les structures en plus qu'on peut avoir, on les prend, on a le bateau déjà tellement chargé avec tout ce qu'on a à faire.*

**Par rapport aux finances, est-ce que vous savez plus ou moins à combien se chiffre l'engagement annuel d'un maître de sport ?**

*Mme Halter ; Non moi pas en tous cas.*

**Alors le traitement des maîtres de sport varie un peu selon les communes qui ont soit un traitement du maître de sport sur une échelle communale, soit un traitement basé sur l'échelle 36 de l'Etat. Mais dans les 2 cas, ça correspond à un salaire de maître de sport à l'école secondaire. Donc c'est un salaire supérieur à celui des enseignants primaires. Après, il faut également prendre en considération qu'un maître de sport à 100% équivaut plus ou moins à 20-25 classes, donc par rapport à votre cercle scolaire, il faudrait aussi peut-être envisager un pourcentage réduit.**

*Mme Halter ; Oui effectivement on a la moitié moins de classes, on aura 15 classes l'année prochaine.*

**J'imagine que le facteur financier est souvent l'argument principal des communes contre l'instauration d'un concept de maître de sport. A première vue, même si c'est une question un peu précipitée, est-ce que vous pensez que la commune aurait les moyens de se permettre un tel concept ?**

*Mme Halter ; Alors ce serait intéressant de calculer c'est vrai. Maintenant, tout de suite là, je vous dirais qu'avec le projet de construction de l'école, peut-être*

*que ce serait difficile en ce moment d'intégrer ce montant au budget, mais c'est quelque chose qu'il faut garder au chaud.*

**Et est-ce que vous pensez que des discussions avec des communes avoisinantes pourraient être bénéfiques pour un tel projet ?**

*Mme Halter ; Oui pourquoi pas.*

**Et est-ce que vous trouvez que l'Etat devrait jouer un rôle dans ce financement ?**

*Mme Halter ; Oui alors moi je serais assez pour. Finalement, avec tous les programmes qu'il y a pour la promotion de la santé, on nous parle sans arrêt de ça et peut-être que ça ferait bouger les choses plus vite. Je sais pas, peut-être.*

**Et puis j'aimerais encore entendre votre position sur la fonction de coordinateur sportif. Alors bon, je suis bien conscient que les petites communes n'ont pas la nécessité d'avoir une personne engagée pour ce poste, mais je pense que certaines tâches, notamment au niveau de l'animation sportive pour la commune, dans le rôle de tampon ou de lien entre les sociétés et la commune ou encore de conseiller dans la construction d'aménagement sportif pourraient être intéressantes. Quel est votre avis par rapport à cela ?**

*Mme Halter ; Alors je parle à nouveau en mon nom, je ne sais pas si mes collègues du conseil auraient le même avis, mais moi, je suis à 100% pour. Dynamiser tout ça, alors oui.*

*Mme Prencipe ; Moi ce que je trouve intéressant, c'est une personne qui pourrait être consultée parce que si je peux me permettre de juste donner un exemple ; nous en tant qu'enseignant, on se bat par exemple pour avoir une salle de rythmique et puis Martine (Mme Halter) nous défend très bien au conseil, mais là, on nous dit qu'on va mettre cette salle dans les abris PC, c'est là que je me dis que l'importance du sport elle est pas très claire, même déjà pour les autorités communales, ils sont pas toujours conscients des bienfaits du sport. Et puis nous, en tant qu'enseignants généralistes, on n'est pas toujours très crédibles, donc du moment qu'il y a une personne spécialisée qui a un contact*

*autant avec la population, qu'avec les enseignants et la commune, elle serait peut-être un peu plus écoutée.*

## **Entretien Alexandre Dupasquier**

Villars-sur-Glâne, lundi 25 février 2013 10h

**Alexandre, tu as fortement contribué à l'instauration d'un maître de sport dans la commune de Villars-sur-Glâne. Quels ont été les arguments et réflexions en faveur de cet engagement ?**

*Ce n'est pas vraiment moi l'instigateur de l'engagement d'un maître d'éducation physique à Villars-sur-Glâne, dans la mesure où il y avait déjà quelque chose d'existant lorsque j'ai été engagé en 1983. Moi-même, en tant qu'élève de l'école primaire, j'ai eu le privilège d'avoir un prof de sport dès la 6<sup>ème</sup> année primaire. Ça devait être en 1969-1970 par là autour. Un instituteur de Villars-sur-Glâne a fait un complément de formation à l'université de Lausanne comme maître d'éducation physique, c'était Nicolas Gisler. Et cette personne-là avait la charge de donner le sport aux grands, donc en remplacement de l'instituteur. La philosophie était de dire que de donner le sport aux 5<sup>èmes</sup> et 6<sup>èmes</sup> était difficile pour un instituteur avec des éléments gymniques un peu plus compliqués, avec aussi des aspects sécuritaires ou autres. Après, ça s'est transformé lorsque Nicolas Gisler est parti au CO et puis là, ils ont engagé un maître d'éducation physique essentiellement pour la natation parce qu'on a eu l'opportunité d'aller à la piscine du Schönberg qui, à l'époque, était encore ouverte. C'était dans un premier temps une personne non diplômée comme maître d'éducation physique et par la suite il y a eu une volonté politique d'engager une personne diplômée comme maître de sport. Et c'est à ce moment-là, en 1983, que j'ai été engagé et j'ai mis en place, progressivement, les différents aspects de collaborations pédagogiques, de développement des après-midis sportifs, la mise en place des journées sportives, des camps etc. J'ai donc développé une offre plus réelle et pas uniquement basée sur la natation. Ce qui est intéressant de voir aussi, c'est qu'on a rapidement basculé de la natation pour les grands à la natation pour les petits. Parce que*

*quand j'avais été engagé, il y avait la natation que pour les 4<sup>èmes</sup> 5<sup>èmes</sup> et 6<sup>èmes</sup> et j'ai insisté pour changer ça et les prendre plus jeunes.*

**Et sur quelles bases as-tu développé ce concept de collaboration pédagogique ?**

*Je me suis inspiré du modèle de la Ville de Fribourg. C'était Bernard Monney qui avait mis ça sur pied à l'époque en Ville de Fribourg. J'ai repris un peu ce modèle avec des variations par rapport à ma sensibilité, par exemple de plutôt travailler par des blocs ou des choses comme ça, mais ça c'est en rapport avec ma philosophie de l'éducation physique, de la durabilité etc.*

**Et est-ce que ça a été facile de convaincre la commune d'instaurer un tel concept à Villars-sur-Glâne ?**

*Je ne connais pas trop ce qui s'est passé derrière, mais ce qu'il faut savoir c'est que j'ai été pendant 10 ans tout seul, de 83 à 93, et toutes les demandes que j'ai faites ont été acceptées très facilement, donc je pense que le soutien était très favorable là-dedans. Et puis après 10 ans tout seul, j'ai justement proposé un concept avec 2 maîtres d'éducation physique. Parce que j'avais été engagé en 83 pour 20 classes, et en 93 on avait une quarantaine de classes. J'ai donc présenté ce que je pouvais faire seul et ce qu'on pouvait faire à 2. Dans ce nouveau projet, on prenait aussi en compte les écoles enfantines, même pour la natation, et je trouvais intéressant de faire ce pas, notamment au niveau du développement psychomoteur. Donc tous ces arguments ont donné du sens pour l'engagement d'une 2<sup>ème</sup> personne pour pouvoir maintenir l'offre à moyen long terme comme elle était au début en 83. Je crois savoir que ça a été assez chaud dans les discussions pour l'engagement d'une 2<sup>ème</sup> personne, mais finalement le conseil communal a eu la majorité et maintenant, ils sont même à 2 postes et demi je crois, pour maintenir cette offre.*

**De manière plus générale, est-ce que l'engagement d'un maître de sport dans une commune est une nécessité à tes yeux ?**

*Pour moi, c'est une nécessité dans la mesure où j'ai pu me rendre compte pendant plus de 20 ans à l'école primaire, que le développement psychomoteur*



*entre 6 et 12 ans était vraiment une période clé et que si on avait un spécialiste qui pouvait apporter de l'eau au moulin, c'était très très important. Et surtout dans la formation continue des enseignants, parce que le fait qu'un spécialiste vienne dans ton cours pour traiter des thèmes, c'était, à mon avis, et de l'avis général des enseignants, la meilleure formation continue possible, parce que les gens pouvaient faire les choses correctement, éviter de faire des erreurs et puis surtout d'avoir un répertoire d'exercices qui permettait de faire des cours appréciés par les enfants. Le principal argument c'est l'enfant, et les instituteurs qui sont des généralistes, se plaignaient de manquer d'outils, de ne pas avoir les connaissances suffisantes pour vraiment faire de l'éducation physique. Quand on dit éducation physique, on a tout le côté enseignement et connaissance du mouvement, et au niveau organisationnel ça a un impact qui est grand, et ça soulage fortement l'enseignant qui a régulièrement des appuis. Je pense que ça leur permet aussi, à quelque part, d'avoir peut-être un peu plus d'énergie pour les autres branches, donc c'est en quelque sorte une forme de décharge et dans la carrière d'un enseignant c'est important d'avoir ce genre de choses-là.*

*Une autre nécessité se trouve dans l'offre d'autres activités comme l'animation de tournois dans la commune et puis surtout les aspects sécuritaires et d'encadrement que ce soit dans les cours de sport, à la patinoire ou à la piscine. Ça a aussi été un argument fort dans le concept de Villars-sur-Glâne.*

**Sinon je sais que tu as également travaillé ces dernières années comme collaborateur pédagogique et tu as notamment beaucoup investi d'énergie dans le projet de développement des maîtres de sport dans les communes. Peux-tu me parler de ce qui a été fait et des problèmes que tu as rencontrés ?**

*Alors concrètement, j'avais dans mon cahier des charges, la mise en place d'un réseau de conseillers pédagogiques au niveau de l'éducation physique. Mon concept, c'était de mettre en place un réseau de spécialistes, de conseillers pédagogiques, qui allaient dans les classes pour travailler avec l'instituteur et les élèves. C'était, en fait, d'instaurer des formations continues directement dans les classes avec les élèves et pas uniquement entre adultes. Concrètement, ça*

*aurait été qu'un spécialiste aille s'installer dans un bâtiment scolaire, dans une commune, pendant un mois ou 6 semaines et qu'il donne des collaborations pédagogiques à toutes les classes. Le but aurait été d'avoir un spécialiste à disposition pour poser des questions, pour s'inspirer de ce qu'il montre et explique. Et puis malheureusement, les moyens ne suivant pas et l'écoute n'étant pas ce que j'attendais au niveau de la conseillère d'Etat, ça a été difficile. On m'a clairement dit que ce n'était pas le mandat de l'Etat de soutenir les communes pour ça et il n'y avait pas une volonté d'aider les communes.*

*L'idée aurait été de faire un tournus avec 2 à 3 pleins-temps pour la partie francophone et 1 plein-temps pour la partie alémanique et de planifier, disons sur 5 ans, des interventions par exemple pour qu'une fois tous les 2 ans il y ait un maître d'éducation physique qui vienne dans chaque commune. Il y aurait aussi eu la possibilité pour les communes de faire appel à ces personnes spécialistes dans le cas d'un retour après plusieurs années d'une enseignante par exemple, ou lorsqu'il y a vraiment un besoin. Je l'avais fait de temps en temps pour dépanner mais j'avais un rôle uniquement administratif et ce n'était pas dans mon cahier des charges. Le but aurait donc été d'avoir des conseillers pédagogiques sur le terrain pour la pratique.*

**Donc ce système, subventionné par l'Etat, aurait aussi permis aux communes de voir les bienfaits de telles collaborations pédagogiques et éventuellement de les motiver à intensifier ces collaborations en engageant un maître de sport ?**

*Concrètement, l'idée c'était d'avoir une offre de base prise en charge par l'Etat et puis après de voir avec les communes, qui voyant les bénéfices de ce système, auraient voulu avoir quelqu'un de plus régulier et peut-être engager une personne à 20% avec une commune voisine pour donner un soutien plus régulier à toutes les classes. L'offre de l'Etat serait restée, mais en complément, il y aurait eu cet engagement supplémentaire. Et on aurait même pu voir, avec ces communes-là, que l'Etat entre en matière dans la prise en charge avec la même clé de répartition qu'en primaire, à savoir 35 / 65 %, si je ne me trompe*

*pas. Donc l'Etat prendrait en charge 35% du salaire de cet engagement, que ce soit à 20, 30 ou à un plus grand pourcentage.*

**Tu me parlais de plus ou moins 4 équivalents plein-temps pour le canton en dehors des communes qui ont déjà ce concept, on reste donc dans des budgets relativement faibles, quels ont été les arguments de l'Etat contre ce projet?**

*C'est justement ça qui est aberrant, que l'Etat ne soit pas d'accord et n'ait pas compris les bénéfices que ça peut apporter aux enfants, aux enseignants et aux communes. On m'a fait miroiter qu'il y avait des moyens qui allaient être disponibles et chaque fois, ça a été balayé en disant que ça n'a pas été accepté au plan financier, ça n'a pas passé etc. Et puis, il y avait aussi l'argument que pour d'autres branches on pourrait aussi demander des appuis, bien qu'il y avait tous ces arguments que j'ai dit avant, sécuritaire, manque de connaissance au niveau technique etc. Il n'y avait tout simplement pas la volonté politique de soutenir ça. Je suis persuadé que la conseillère d'Etat, qui était ma cheffe, n'a pas soutenu devant le conseil d'Etat ce projet et de dire, c'est important, c'est une politique cantonale d'offrir un soutien aux communes parce qu'il y a déjà des communes qui ont mis ça en place et ça fonctionne bien. J'ai tout bonnement pas été entendu parce que les arguments, on les avait, on peut démontrer tout ce qu'on veut mais le sport est primordial, surtout au niveau de la santé etc.*

**Ce projet de mise en place de conseillers pédagogiques sur le terrain aurait permis de faire une certaine information auprès des communes pour les encourager à instaurer un tel concept. Est-ce que cela veut donc dire qu'il n'y a aucune information qui a été transmise auparavant aux communes sur le concept de maître de sport ?**

*C'est très pertinent ce que tu soulèves là. 2 communes ont été abordées de façon formelle pour leur présenter le concept avec les bénéfices et les coûts. C'était Guin et Châtel-St-Denis qui avaient quand même aussi l'envergure au niveau du nombre de classes et des infrastructures sportives pour un tel engagement. Dans les 2 cas, ça n'a pas abouti et l'aspect financier a joué un rôle important. Il*

*y a le problème des charges liées, les communes ont de moins en moins de marge de manœuvre avec beaucoup de frais liés à l'Etat. Les communes ne peuvent donc pas influencer beaucoup de postes dans le budget et c'est vrai qu'un tel engagement, avec les charges sociales revient environ à 150'000 francs par année. A Guin, on s'est heurté aussi à un système de moniteurs de natation déjà installé depuis longtemps et qui fonctionne bien. J'ai aussi eu des contacts avec la commune d'Estavayer-le-Lac où là, avec la nouvelle salle de gym et la rénovation de la piscine il y avait vraiment une volonté et ça a été concrétisé l'année passée. J'avais aussi eu des séances avec Romont à l'époque pour prôner les bienfaits du concept de collaborations pédagogiques.*

*Mais de manière générale il n'y a pas eu d'information qui a été ventilée aux communes dans le canton pour leur expliquer ce qui peut se faire, parce que je me suis focalisé sur les communes où il y avait du sens. Par contre, je ne sais pas si tu es au courant mais il y a eu, il y a une vingtaine d'années, des places de conseillers pédagogiques dans les districts. Un des maître d'éducation physique du CO avait dans son horaire 2 heures à disposition pour les communes en tant que conseiller pédagogique. Ça a vite été démantelé car finalement ça dépassait largement les 2 heures, mais je crois qu'en Glâne, à Romont, il y a encore ce principe.*

**Au niveau plus technique, pourquoi la collaboration pédagogique en bloc est plus bénéfique qu'une intervention en unités fréquentielles ?**

*C'est une question de sensibilité, je pense que chaque concept a ses bons et ses mauvais côtés. Il faut aussi prendre en compte la fréquence d'interventions. A Villars-sur-Glâne, on a environ 10 interventions en salle de gym par année donc ça représente plus ou moins 3 blocs de 3-4 semaines consécutives par année. Et si on prend le programme annuel des disciplines obligatoires à traiter, en 3 ans, on arrive à donner un bloc complet de l'introduction du thème à l'évaluation pour chacune de ces disciplines. Personnellement, pour avoir connu les 2 façons, je pense que la progression est meilleure avec un suivi en bloc, notamment chez les plus jeunes. Et pour l'enseignant, je pense que le fait d'avoir vu un thème complet, avec plein d'exercices, c'est aussi plus bénéfique.*

**Est-ce qu'il existe un calcul du pourcentage de maîtres de sport par rapport au nombre de classes ?**

*Je pense que 20 à 25 classes ça correspond à un maître d'éducation physique à 100%. 2 profs pour 50 classes. Ça permet d'aller dans des camps, d'organiser des journées sportives, de faire de la patinoire et d'avoir un bon suivi dans les collaborations pédagogiques. Ce chiffre permet d'avoir environ 20-25 interventions entre la salle et les activités annexes, patinoire, piscine, journées sportives sur l'année par classe, donc environ 1 fois toutes les 2 semaines.*

**A ton avis, dans l'optique de trouver des solutions alternatives, est-ce qu'un engagement à pourcentage réduit serait envisageable pour des petites communes ?**

*Oui tout à fait, même un 10% c'est déjà bénéfique.*

**Au niveau financier, d'après les personnes que j'ai déjà rencontrées, le salaire d'un maître d'éducation physique dans une commune correspond au salaire d'un prof de sport au CO ? Est-ce que pour toi, ce salaire est correct et justifié ?**

*Pour moi, c'est justifié dans la mesure où il n'y a pas qu'un travail d'enseignement, mais il y a tout le volume de travail pour l'organisation des camps, pour la mise en place du sport scolaire facultatif, il y a une responsabilité administrative et sécuritaire qui fait que c'est relativement lourd. Moi je trouve que c'est un travail qui est plus prenant, qui demande un investissement plus grand que si tu es dans un cycle d'orientation. Un prof dans un CO, il n'a pas la responsabilité du fonctionnement dans la commune. Après, on peut toujours discuter de la différence de traitement par rapport aux enseignants primaires qui sont, à mon avis, pas assez payés. Personnellement, je pense que le maître de sport qui donne simplement des heures comme à Fribourg par exemple, il devrait être payé plus ou moins comme un prof primaire, par contre, celui qui travaille dans une commune et s'occupe de tout gérer, devrait être payé comme un prof du CO.*

**Au niveau technique, quel serait pour toi le cahier des charges optimal d'un maître d'éducation physique dans une commune ?**

*Il doit avoir 4 dimensions, donc le sport facultatif, l'appui pédagogique, l'enseignement des activités spéciales comme la natation etc., et encore l'aspect d'animation dans la commune par des joutes, des tournois, par exemple, qui sont importants dans la vie d'une commune. On le voit à Villars-sur-Glâne où la seule fois où tout le village est rassemblé, c'est quand il y a le tournoi de foot. Cette dimension d'animation, de vie de l'école, là clairement, le prof de sport doit contribuer aussi à ce qu'il y ait des choses qui soient organisées, qui fonctionnent. Et quand je dis sport facultatif, il faut vraiment qu'il y ait cette collaboration avec les sociétés sportives. Dans ce cahier des charges, il faut également qu'il y ait une reconnaissance pour le travail administratif, surtout avec les annonces d'offres à Jeunesse et Sport ou dans la gestion des moniteurs pour le sport fac, ça demande beaucoup de travail.*

**Et quel statut devrait avoir le maître de sport ? Un statut d'enseignant ou d'employé communal ?**

*Alors à Villars-sur-Glâne, on a un statut d'enseignant basé sur 28 unités d'enseignement. Je sais que c'est souvent discuté dans les communes pour avoir un statut sur 42 heures, mais personne n'a un statut administratif, tout le monde a un statut d'enseignant avec les mêmes règles, les mêmes droits qu'à l'Etat.*

**Donc des heures de décharges sont déduites de ces 28 unités pour les tâches administratives ?**

*Oui c'est ça, la décharge administrative est comptée dans les 28. Donc quelqu'un qui a par exemple 5 heures de décharge, il aura seulement 23 unités d'enseignement. Si on prend une comparaison avec un prof du CO qui a ses 28 heures d'enseignement, il n'aura pas tout le travail pour l'organisation du sport fac, le lien avec la commune, avec JS etc.*

**Que penses-tu de la fonction de coordinateur sportif proposée par l'office fédéral du sport ? Quel est concrètement l'apport de cette fonction dans une commune ?**

*Je peux difficilement en parler parce que je ne me suis jamais impliqué jusque là par rapport justement à ce besoin de conseiller pour la commune, de réseau pour la commune. Moi, j'ai toujours fait le travail en aval pour le sport fac en prenant contact avec les sociétés et voir les synergies possibles avec ce qu'on propose. Pour moi ce poste sort un peu du domaine scolaire et moi je ne suis jamais sorti du milieu scolaire, il y avait toujours une imbrication par rapport au domaine scolaire. Là ce n'est pas un domaine que je maîtrise et je ne me suis pas tellement intéressé à ça. Après, je pense que ça peut être bien pour épauler parfois le conseiller communal qui n'a peut-être pas toujours les compétences sportives suffisantes pour gérer des aspects plus techniques. Je pense que c'est une bonne chose car il y a beaucoup à faire dans tout ce qui touche le réseau.*

### **Entretien Denis Golliard**

Fribourg, lundi 25 février 2013 13h30

**Quelle est ta position concernant le développement de l'instauration des MEP dans les communes?**

*Personnellement, je suis favorable à un développement de l'instauration du MEP dans les communes en tant que professionnel :*

- *de l'enseignement de l'éducation physique, sportive et artistique*
  - *chargé d'enseignement de l'EPS*
  - *chargé de la programmation et de la supervision des enseignements de l'EPS auprès des maîtres généralistes = formation continue, soutien pédagogique*
- *de la promotion de l'activité physique et du sport*
  - *acteur qui doit être capable d'argumenter sur le plan scientifique le bien-fondé de la pratique régulière d'une activité physique et/ou sportive pour tous les âges de la population*

- *de la gestion du sport sur le plan scolaire, extrascolaire, local et régional*
  - *acteur qui fait le lien entre l'éducation physique obligatoire et le sport associatif par l'organisation d'une offre alléchante au niveau du sport scolaire facultatif*
  - *coordinateur du sport au côté des instances communales avec la mission :*
    - *de coordonner la collaboration des partenaires actifs avec leurs offres dans le domaine de l'activité physique et du sport*
    - *de faire partie de l'administration et de disposer des compétences et du pouvoir de décision nécessaires*
    - *d'être l'interlocuteur/le centre de compétences pour la population, les clubs, les écoles et les partenaires commerciaux dans le paysage sportif de la commune/région*
    - *de mettre sur pied, le cas échéant, des offres d'activités physiques et sportives pour toute la population*
    - *d'assurer la communication de manière ciblée afin de faire connaître les offres d'activités physiques et sportives dans toute la commune/région*
    - *d'administrer les offres d'activités physiques et sportives dans la commune (p. ex. J+S, infrastructures, etc.)*
    - *de veiller à la qualité des offres et à leur mise en œuvre*

**Penses-tu que l'instauration de MEP dans les communes soit une nécessité ?**

*L'instauration d'un MEP dans les communes peut devenir une nécessité :*

- *si l'on peut démontrer que la qualité de l'enseignement de l'EPS confié légalement aux instituteur/trices est insuffisante, qu'il manque de compétences au sein du corps enseignant pour la mise sur pied d'activités sportives spéciales (patinoire, ski, natation, escalade) et sous forme de camps ou que l'offre en matière de sport facultatif ne répond pas aux attentes des parents d'élèves, des autorités scolaires.*



- *si parmi les autorités communales, comme ce peut être le cas en matière d'environnement, on n'a pas les compétences pour répondre aux attentes de la population en matière d'offres sportives et de coordination de ces offres.*
- *si l'on veut favoriser le développement dans tous les domaines de l'enfant comme le suggère Hebrard dans son livre.*

**Quels conseils aurais-tu à donner aux communes pour les encourager à engager un MEP ?**

*Qu'il est aujourd'hui, en 2013, compte tenu des valeurs formatrices des activités physiques et sportives et de la place du sport dans notre société, du devoir des autorités communales de se soucier de son offre de formation et d'animation en matière d'activités physiques et de sport à l'instar d'autres domaines que sont la musique, la culture ou autres divertissements.*

*Qu'il y a un service cantonal du sport qui peut apporter son soutien à une étude de faisabilité pour l'ouverture d'un tel poste.*

*Que la présence d'un MEP dans une commune est une valeur ajoutée qui contribue à son attractivité.*

*Qu'elles doivent prendre connaissance des facilitations éducatives offertes par le sport facultatif et associatif auprès des communes qui ont engagé des spécialistes du domaine à l'image de Villars-sur-Glâne ou de Bulle par exemple.*

*Qu'elles contribuent par un tel engagement au soutien de leur corps enseignant en matière de sécurité dans l'organisation des rencontres ou manifestations sportives.*

**Que penses-tu du soutien pédagogique et du sport facultatif extrascolaire qui sont 2 des principaux éléments du cahier des charges d'un MEP ?**

*La première attribution démontre une prise de conscience de la part des commissions scolaires et des autorités communales des difficultés que requiert un enseignement de qualité en EPS ainsi que la volonté d'apporter un soutien aux enseignant-es primaires pour l'enseignement de cette discipline en assurant une supervision, un conseil et un suivi pédagogique.*

*La deuxième démontre le souci d'assurer à leurs jeunes citoyens une éducation, un encadrement par le sport au travers du sport facultatif extrascolaire, ce dernier offrant des facilitations pour l'accès futur aux clubs sportifs locaux ou régionaux. Elle démontre aussi la responsabilité des autorités communales envers ses citoyens en matière d'utilisation et d'exploitation des infrastructures sportives.*

*Ces deux attributions mettent aussi en évidence une exploitation restreinte du potentiel de compétences d'un MEP ou, à l'exception de la commune de Bulle, une réflexion non-conduite à ce jour sur le rôle de coordinateur du sport que peut assurer ce professionnel.*

*Il me paraît important de souligner aussi que, si la responsabilité de l'organisation du sport facultatif peut être pleinement du ressort communal, le soutien pédagogique par contre devrait être placé, par équité avec les autres branches d'enseignement, sous la responsabilité de l'Etat. Assurer la qualité de l'enseignement par la mise en place d'un soutien pédagogique est, selon moi, une responsabilité et une mission du département de l'instruction publique et non uniquement des communes.*

**Tu as fortement contribué au développement des études en sciences de la motricité et du sport à l'Université de Fribourg. La formation universitaire proposée à Fribourg connaît un large intérêt pour l'enseignement au secondaire II. Hors, l'offre de travail dans ce secteur est nettement inférieure à la demande. Le travail de MEP dans une**

**commune ne serait-il pas une solution de débouché pour ces étudiants ?  
Est-ce que tu penses que la formation proposée à l'université est  
adéquate pour devenir MEP dans une commune ?**

*Par le passé, le diplôme fédéral I de MEP donnait accès à l'enseignement au degré primaire et secondaire I alors que le diplôme fédéral II (équivalent à un master) était exigé pour l'enseignement au degré secondaire II. Ces formations comprenaient une partie scientifique, pratique et pédagogique.*

*Aujourd'hui, la formation universitaire en sciences du mouvement et du sport, avec le système de Bologne, a rejoint celle des autres branches. Elle comporte une formation académique (partie scientifique et pratique-méthodologie) de niveau master.*

*Ce titre universitaire représente la formation de base du spécialiste de l'activité physique et du sport. Pour celui qui veut s'engager dans l'enseignement de l'EPS, les Universités ou les HEP offrent différentes filières de formation pédagogique. L'université de Fribourg accueille les étudiant-es en possession d'un master en sciences du mouvement et du sport, option enseignement, pour une formation pédagogique et professionnelle en vue de l'enseignement au secondaire II. Sur la base de ce titre pédagogique et compte tenu du profil du MEP dans une commune, je proposerais une formation post-grade de 30 ECTS comprenant :*

- une expérience de l'enseignement au degré primaire, libre et sous supervision*
- une formation en psychologie du développement de l'enfant (5 à 12 ans)*
- une formation à la supervision de l'enseignement et au coaching d'adultes*
- une formation de coordinateur de sport (connaissances de la politique scolaire, associative - et des structures communales)*

<i>Répartition :</i>	<i>expérience de l'enseignement au degré primaire</i>	<i>50%</i>
	<i>modules de formation</i>	<i>50%</i>

*La fonction de MEP dans une commune, au dire des collègues qui sont engagés, est une activité professionnelle très intéressante et enrichissante ; il y a certainement là de nouveaux débouchés dans un avenir proche.*

**Les MEP sont payés selon une échelle de traitement correspondant aux salaires des maîtres de sport du secondaire I. Trouves-tu que ce salaire est correct et justifié par rapport aux maîtres primaires ? A moyen long terme, des personnes ayant un diplôme DEEM (secondaire II) risquent d'être engagées comme MEP, penses-tu que leur salaire comme MEP devrait être revu à la hausse ?**

*Pour l'instant le MEP est engagé comme employé communal - contrat très discutable au vu des prestations à caractère pédagogique qu'il doit fournir - ce qui peut expliquer certaines différences de salaire.*

*Au bénéfice d'une formation complète (DAES II + complément) un MEP pourrait prétendre à une rétribution en classe 20-22 selon l'échelle des traitements de l'Etat. Des tâches à responsabilités diverses, de supervision et des tâches administratives justifient ce salaire.*

**Le facteur financier est régulièrement l'argument principal en défaveur de l'engagement d'un MEP. Aurais-tu des solutions ou des perspectives à proposer pour résoudre ce problème ?**

*Le cahier des charges du MEP comporte des responsabilités et des tâches pédagogiques et administratives. La responsabilité pédagogique de cet enseignement étant de la compétence de l'Etat et non des communes, je suggère une clé de répartition entre commune et Etat pour le calcul de son salaire. Cette dernière pourrait être la même que pour les instituteurs/trices.*

*On peut se poser la question de savoir à quelles fins doivent être utilisées les subventions du sport facultatif (33%) ou si une offre sportive hors cadre scolaire pourrait générer des fonds ? On pourrait imaginer des cours supplémentaires payant ou d'intégrer des enfants de la commune qui ne sont plus à l'école primaire.*

*L'engagement d'un MEP dans une commune est un soutien indéniable au responsable d'établissement scolaire en matière de sport ; cet engagement pourrait être chiffré.*

*Des responsabilités et des tâches confiées auparavant au conseiller communal en charge du sport peuvent être attribuées au MEP dans sa fonction de coordinateur de sport ; cet engagement est à chiffrer aussi.*

*Sur la base d'un poste de MEP pour 20 classes, il serait intéressant d'étudier à combien reviendrait un tel engagement par habitant. On pourrait faire une comparaison d'engagement de spécialistes dans d'autres domaines dans une commune. On dit par exemple on a besoin de monde pour l'environnement, il faudrait voir le cahier des charges d'un service technique pour faire une comparaison de pourcentage d'engagement par rapport au nombre d'habitants.*

*Il faut démontrer que c'est une plus-value pour les enfants, les enseignants ainsi que pour la population d'une commune. Le MEP est une personne ressource, un référentiel aux côtés des autorités pour tout ce qui touche à la politique sportive communale et régionale.*

**Sur la base de ton argumentation en faveur de l'instauration d'un MEP dans les communes, penses-tu que l'Etat devrait jouer un rôle pour encourager les communes à engager des MEP en les aidant financièrement ?**

*L'Etat a une responsabilité pédagogique pour l'enseignement de l'EPS et doit veiller avec les communes à la qualité de cet enseignement. Une aide financière me paraît tout à fait logique.*

**Que penses-tu de la fonction de coordinateur sportif proposée par l'office fédéral du sport ? Quel est concrètement l'apport de cette fonction dans une commune ? Est ce que chaque commune, ou du moins chaque région, devrait nécessairement disposer d'un coordinateur sportif ?**

*Personnellement, je pense que la fonction de coordinateur sportif telle que la propose l'office fédéral du sport est une excellente initiative. On constate actuellement que les communes doivent de plus en plus avoir recours à des*

*spécialistes pour être secondées dans le traitement de thématiques, d'objets liés à l'environnement, le sport, l'intégration de nouvelle population etc. Comme je l'ai déjà évoqué, le coordinateur de sport peut devenir un référentiel pour les autorités communales.*

*L'apport de cette fonction récente est encore difficile à évaluer ; il faudra s'intéresser de près à celle qui a été confiée à notre collègue Philippe Fragnière à Bulle pour en connaître les avantages à court et moyen terme.*

*Le MEP de l'avenir doit être à la fois un enseignant, un coach, un promoteur, un coordinateur sportif. C'est avec ce profil qu'il faut convaincre les communes d'engager des MEP. Le temps où l'enseignement de l'EPS au primaire devait être confié à des MEP par attractivité pour une commune ou simplement pour décharger des enseignants généralistes est révolu.*

*Mais pour cela il faut travailler au niveau individuel (engagement politique-soutien aux fusions de communes), associatif (promotion de l'EPS auprès d'associations de parents - faire connaître le travail du MEP, ex. Ph. Fragnière Gruyère du jeudi 14 février 2013) et étatique (évaluation de la qualité de l'enseignement) afin de convaincre les communes d'ouvrir des postes de MEP.*

## **Annexe D : Déclaration personnelle et droits d'auteur**

### **Déclaration personnelle**

Je, soussigné, certifie avoir réalisé le présent travail de façon autonome, sans aide illicite quelconque. Tout élément emprunté littéralement ou mutatis mutandis à des publications ou à des sources inconnues, a été rendu reconnaissable comme tel.

Lieu, date

Signature

### **Droits d'auteur**

Je, soussigné, reconnais que le présent travail est une partie constituante de la formation en Sciences du Mouvement et du Sport à l'Université de Fribourg. Je m'engage donc à céder entièrement les droits d'auteur - y compris les droits de publication et autres droits liés à des fins commerciales ou bénévoles - à l'Université de Fribourg.

La cession à tiers des droits d'auteur par l'Université est soumise à l'accord du soussigné uniquement.

Cet accord ne peut faire l'objet d'aucune rétribution financière.

Lieu, date

Signature